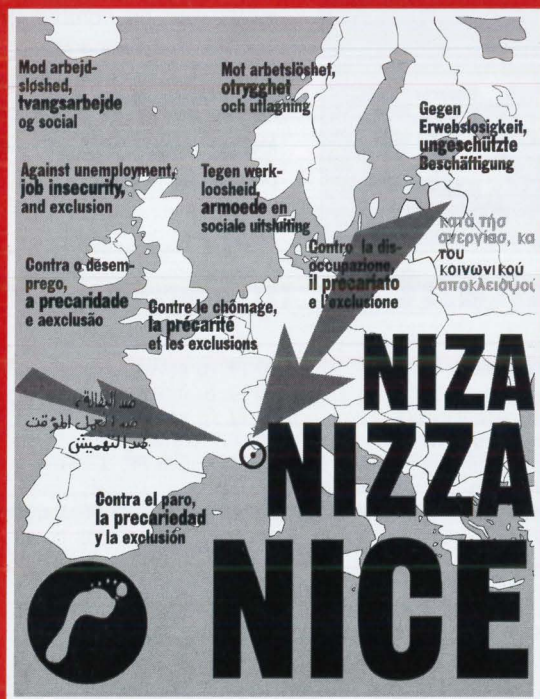


inprecor



PALESTINE
nouvelle guerre
d'indépendance

SERBIE
soulèvement



UNION EUROPÉENNE
la démocratie
et les droits sociaux
en danger au sommet
de Nice

- PORTUGAL : Une année d'activité parlementaire du Bloc de gauche
- ITALIE : Fausto Bertinotti et Livio Maitan (PRC) sur les perspectives
- ÉTATS-UNIS : Renouveau du mouvement ouvrier et tâches des socialistes

Union européenne

Le sommet de Nice à la recherche d'un leadership de superpuissance	François Vercammen	3
Les droits sociaux fondamentaux en péril	Marie-Paule Connan	5
L'élargissement à l'Est : Quelles alternatives à gauche ?	Catherine Samary	8
Danemark : Le vote populaire met à mal les euro-élites	Finn K. Johansen	11

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

COLOMBIE — Alfredo Castro assassiné	SU de la IV ^e Internationale	12
POLOGNE — La force de l'électorat de gauche	Zbigniew Kowalewski	12

Portugal

Bloc de gauche : une année au Parlement	Luis Branco	13
---	-------------	----

Italie

Réflexions sur la mondialisation et les perspectives du mouvement ouvrier	Fausto Bertinotti	17
A propos du livre de Fausto Bertinotti : Convergences et remarques	Livio Maitan	21

Serbie

Milosevic renversé par le soulèvement des ouvriers et de la jeunesse	Radoslav Pavlovic	24
--	-------------------	----

États-Unis

Le renouveau du mouvement ouvrier et les tâches des socialistes	Kim Moody	29
---	-----------	----

Palestine

La guerre d'indépendance palestinienne a commencé	Michel Warschawski	36
---	--------------------	----

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter Inprecor sur le site de nos camarades québécois :

www.lagauche.com

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par la Peci Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

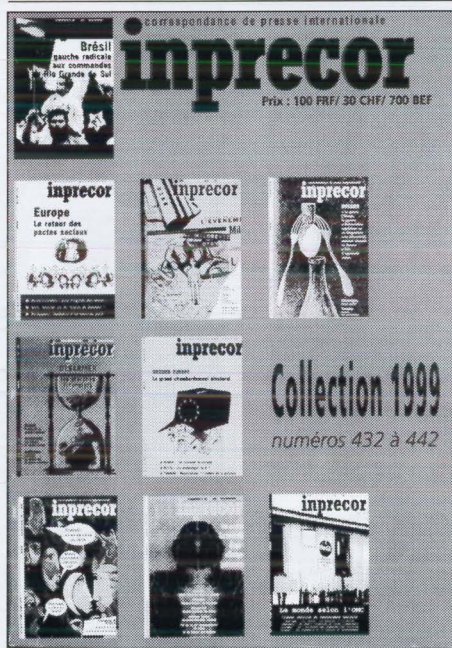
Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire, 75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88



La collection reliée d'Inprecor 1999 est parue !

Vous y trouverez les Inprecors du n° 432 au n° 442 et l'index thématique de l'année 1999. Vous pouvez la commander en nous faisant parvenir un chèque de 100 francs à l'ordre de la Peci. Mais ne tardez pas trop : les exemplaires disponibles sont en nombre limité et il n'y aura pas de second tirage...

Enfin, pour les retardataires, il existe encore **quelques** exemplaires de la collection reliée 1998 (n° 420 à 431) au prix de 120 francs.

Abonnement

(11 numéros)

● France - DOM-TOM -	190 FF (6 mois)	☐	360 FF (1 an)	☐
● Europe - Afrique du Nord	240 FF (6 mois)	☐	460 FF (1 an)	☐
● Autres destinations	270 FF (6 mois)	☐	520 FF (1 an)	☐
● PLI FERMÉ (toutes destinations)	(120 FF, 6 mois)	☐		☐
● Moins de 25 ans et chômeurs		☐		☐
● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an)		☐		☐
● Abonnement de soutien (à partir de 400 FF, 1 an)		☐		☐
● Découvrir Inprecor (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois)		☐		☐
● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF)		☐		☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Peci, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Le sommet de Nice à la recherche d'un leadership de superpuissance

Par
François Vercammen*

La nervosité règne dans les hautes sphères européennes au moment où le sommet de Nice s'approche. L'échec danois fait suite à une série de ratés : la chute de l'euro et l'incapacité de Duisenberg et de ses comparses de la Banque Centrale Européenne de développer une politique cohérente (d'un point de vue bourgeois) ; l'absence d'une réaction coordonnée de l'UE face à « la crise du pétrole » chaque gouvernement s'assurant la « gestion de la lutte de classes » à sa manière ; et le fiasco de l'intervention « antifasciste » en Autriche, utilisée cyniquement pour inaugurer « la naissance de l'Europe politique ».

Une fois encore le développement de l'UE s'est enlisé. Les « bénéfices » de la présidence portugaise (janvier-juin 2000) (le plein emploi grâce à la nouvelle économie) se sont rapidement évaporés. Ils n'ont pas suffi pour entretenir un élan « européen-communautaire » au point de faire passer au second plan les intérêts des États nationaux. Quant à l'opinion publique, elle déçoit les rêves sociaux-démocrates : au moment où la conjoncture économique est à la hausse et où les gouvernements lâchent du lest, le monde du travail, au lieu de remercier ses généreux gouvernants pour leurs promesses, est passé à l'action dans plusieurs pays pour « récupérer ses arriérés ».

Le révélateur danois

Le « non » danois n'a pas déclenché une tempête, ni sur les marchés financiers ni dans les chancelleries. Les premiers avaient largement anticipé l'événement. Les seconds ont adopté un profil bas. Il y avait bien quelques sherpas pour endiguer l'affaire : un politologue de service (sur ARTE, la chaîne « européenne ») pérorait sur « le manque de maturité du peuple danois » et un économiste spécialisé avait déniché la statistique qu'il fallait : le « Danemark pèse à peine un peu plus de 2 % dans le PIB de « l'euro-zone »...

Pourtant, ce mépris affiché n'enlève rien à l'impact politique. Aucun gouvernement ou dirigeant politique de l'Union européenne n'a pu éviter de méditer sur ce fait masqué : la moitié de la population d'un pays-membre a résisté pendant plusieurs mois à un véritable bombardement politico-idéologique, mené par l'ensemble des centres de pouvoir (étatiques, politiques, économico-financiers, syndicaux, médiatiques). Ce vote de résistance a rappelé l'énorme taux d'abstention lors des dernières élections européennes, et le recul manifeste de la social-démocratie au pouvoir, principal artisan du traité d'Amsterdam. L'UE n'a qu'une très

pose, à partir des bouleversements économiques et sociaux internes à l'UE « élargie et puissante », ce qui affecte bien entendu les rapports de force entre États membres, mais aussi des rapports extérieurs, à savoir la présence de l'UE dans le monde et la rivalité avec les États-Unis.

De l'imbroglio vers la « grande crise » ?

En reportant les décisions, en poussant les problèmes devant soi, le Sommet de Nice aura à traiter des problématiques d'ampleur qui vont nettement au-delà de l'ordre du jour formel :

1. Paradoxe : l'ordre du jour officiel n'est qu'un reliquat de la réunion d'Amsterdam de... juin 1997 et se décline en trois points : la taille de la Commission (nombre de commissaires au total, et pour chaque pays), la pondération des voix de chaque État membre dans le Conseil des Ministres, et le type de vote (unanimité ou majorité qualifiée) selon les matières traitées. Avec un point supplémentaire : « les coopérations renforcées », c'est-à-dire la possibilité pour certains pays membres d'avancer ensemble dans un domaine particulier. Il ne s'agit pas pour autant de mesures « homéopathiques ».

2. Immédiatement lié à cette structure : le rôle du Monsieur PESG (« Haut Représentant de la politique étrangère et de sécurité commune »), aujourd'hui incarné par Javier Solana. Déjà secrétaire général du Conseil des Ministres, qui l'a chargé de mettre en place un appareil d'exécution propre, il devrait aussi incarner la capacité impérialiste de l'UE et représenter les États de l'UE, et parmi ceux-ci les plus puissants. C'est un choix crucial quant au poids du Conseil et la Commission. Prodi et d'autres contestent cette situation, en préférant attacher la fonction à la Commission. D'autant plus, que déjà s'avance l'idée d'un « Haut Représentant de la politique économique »,

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.



faible légitimité dans tous les pays membres (exceptés les pays et les régions les plus pauvres qui reçoivent, pour le moment, les mannes des subsides).

C'est dans ce contexte que les gouvernements de l'UE sont confrontés à une série de problèmes d'une grande portée, liés au passage à une Europe-puissance, en ajoutant à la monnaie unique (qui entrerait en circulation au 1 janvier 2002), une armée européenne et l'unification politico-économique du continent européen. C'est dans ce cadre que la réforme institutionnelle se

Union européenne

interlocuteur face à la BCE et porte-parole du Conseil.

3. Cette fonction fait le lien avec la mise en place d'une « *armée européenne* » (de plus en plus couplée à un projet d'une police européenne et d'un « *parquet européen* ». Là, on passe à la « *sécurité intérieure* » et au maintien de l'ordre, dans la perspective d'une nouvelle vague de « *main d'œuvre* » immigrée). Sans que cela soit formellement à l'ordre du jour, le Sommet devrait statuer sur les progrès sur le terrain (en l'occurrence le Kosovo !) et en tirer des conclusions pour l'organigramme institutionnel.

4. L'absurde et intenable situation d'une Banque Centrale Européenne totalement souveraine (et opaque), qui gère « *une monnaie sans État* » et cela en fonction d'un seul et exclusif critère, celui du niveau des prix (inflation zéro !). Dans aucun autre pays au monde une telle situation ne se présente (même pas aux États-Unis pourtant pris comme modèle). En bonne logique capitaliste, la politique monétaire fait partie de la politique économique dont elle est un instrument. Dans l'UE, la Banque « *dialogue* » avec les 11 ministres des Finances (« *l'euro-groupe* ») et décide en donnant par ailleurs « *son opinion* » sur toutes les questions sociales et économiques clés ! La coordination économique dans l'UE se limite aux grandes orientations de politique économique (GOPE), suite du « *pacte de stabilité* », qui servent de fait et en exclusivité à embrigader le monde du travail. Cette incohérence gêne désormais sérieusement le grand capital. Formellement ce point ne figure pas à l'ordre du jour. Mais il est sous-jacent, en fait au cœur du dispositif exécutif à construire.

5. L'élargissement de l'UE (vers les pays de l'Est, ainsi que Chypre et la Turquie) tant de fois proclamé devrait connaître un début d'application pratique (Pologne, Hongrie), car un nouveau report risque de provoquer une gigantesque crise morale et politique dans ces pays — avec des crises sociales explosives à la clé, qui pourraient avoir un effet boomerang dans l'UE. Même si cela se passait sans conflits majeurs, cette « *nouvelle UE* » sera à ce point hétérogène que les principes fondateurs en seraient affectés. Pas seulement à cause du nombre d'adhérents, mais surtout du fait des différences de structures économiques et sociales.

6. La Charte des droits fondamentaux — tentative émasculée de donner une certaine armature aux citoyens face à l'État européen en construction — induit une véritable régression sociale. C'est dangereux,

parce que, adoptée telle quelle, elle fournit un point d'appui « *légal européen* » aux gouvernements nationaux pour démanteler les acquis d'un siècle de conquêtes ouvrières (cf. l'article de Marie-Paule Connan en p.5). Mais indirectement, et involontairement, elle soulève le problème de l'inscription de cette Charte dans les Traités, et, partant, le problème d'une Constitution européenne.

Homéopathie institutionnelle et principes fondamentaux

Face à cette problématique de dimension historique, partie prenante de la globalisation capitaliste, le sommet « *informel* » de Biarritz a donné un spectacle dérisoire où tout a tourné autour de chamailleries pour un poste en plus (qui et combien) dans la Commission ou dans le Conseil des Ministres. (Heureusement qu'il y avait Kostunica pour donner un peu de souffle). En réalité, derrière quelques changements étroitement fonctionnels, il y a deux questions fondamentales, toujours présentes, jamais ouvertes explicitées :

— L'UE : Fédération ou Confédération (« *Bundesstaat* » ou « *Statenbund* ») ?

— Quelles institutions pour créer un véritable « *leadership* » politique ?

Certains journalistes ont écrit qu'il s'agit d'opérations « *homéopathiques* ». Mais à tort : ces quelques mesures, certes peu exaltantes, ont un aspect principal évident. Abandonner la règle de la majorité n'est pas simplement une mesure d'efficacité fonctionnelle (« *comment prendre des décisions dans une UE qui passerait de 15 à 18, 25, 30...* ») : en brisant le droit de veto (la règle de l'unanimité) en faveur du vote majoritaire (« *qualifié* » en l'occurrence) on saute dans un régime de supranationalité, d'abandon de souveraineté nationale (un pays en minorité est obligé d'appliquer la décision). Cela est proposé pour le Conseil des Ministres, qui est le véritable pouvoir de décision dans l'UE (l'instance exécutive, législative et constituante) et le cœur de l'inter-gouvernementalisme. L'UE pourtant jure officiellement par « *la méthode communautaire* » dont la Commission est censée être « *la locomotive* » ! Si cela passe, on n' imagine pas que les trois Grands (Allemagne, Grande-Bretagne, France) ou un d'entre eux puissent être mis en minorité sur une question essentielle. Ce serait tout de suite la très grande crise. Alors, il faut assurer une prépondérance numérique de ce trio au sein du Conseil. D'où la repondération des votes qui exprime le poids matériel (par un critère démographique seul ou en le combinant avec le Produit Intérieur Brut du pays). Les

chiffres qui circulent : les pays du trio, qui en ont chacun 10 votes, passeraient à 30 (Schröder demande 33), cela vaudrait aussi pour l'Italie, l'Espagne aurait 27, etc. Cela porterait à conséquence pour la composition de la Commission. Là, la pondération est définie autrement : les Grands (le trio plus l'Espagne et l'Italie) ont chacun 2 commissaires, les autres pays un seul. Et si l'UE s'élargit à 20 ou plus ? Tout pays membre recevrait-il alors un commissaire ? Impraticable, dit-on. Alors, une Commission plus petite car plus cohérente et plus efficace, par exemple une à 10 ou 12 commissaires. Cela n'irait pas sans une rotation régulière ! Mais une Commission sans les grands pays serait une Commission affaiblie face au Conseil des Ministres. La solution de Chirac : chaque pays serait présent dans la Commission, mais serait constituée une sorte de Présidence de la Commission, composée des pays les plus grands.

Évidemment dans ce scénario, il devient possible d'étendre le nombre de matières ou dispositions du traité qui peuvent être adoptées et amendées sur la base d'un vote qualifié : les pays du trio abandonneraient des pans entiers de leur souveraineté nationale (on parle de passer de 70 à 120 dispositions), en échange d'une nouvelle supranationalité partagée entre eux !

Un leadership politique de superpuissance ?

Ce dont il s'agit, c'est de donner une base légale, institutionnelle, au mécanisme réellement existant et qui est le véritable moteur de l'UE : la préparation bilatérale (exceptionnellement trilatérale) entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne de tous les sommets, et, entre les sommets, des consultations sur des prises de positions politiques importantes. Ce mécanisme serait ainsi incorporé dans les Traités.

Ainsi, un pas en avant énorme aurait eu lieu : un véritable leadership politique serait créé à la hauteur de l'ambition de l'UE de devenir « *une superpuissance* » (dixit Blair mais aussi Chirac, Schröder étant plus discret sur un tel sujet) sans être un « *un État supranational* ».

Dans ce scénario (que Chirac a essayé d'imposer brutalement aux petits pays lors du dîner de Biarritz), le centre de gravité serait déplacé vers le Conseil des Ministres. L'UE bifurquerait vers la Confédération (abandonnant la perspective fédéraliste, dite de Monnet, qui implique un transfert continu et maximal des prérogatives des États vers le niveau supranational).

Une Confédération se distingue, par

définition, d'une Fédération et d'un État Unitaire, par le nombre restreint de prérogatives supranationales : monnaie, défense, maintien de l'ordre, question de citoyenneté... Les « coopérations renforcées » plus libres (à transcrire à Nice dans les Traités) ouvrent dès à présent cette possibilité, en créant à la fois un centre de gravité plus avancé et plus cohérent, auquel les autres États seraient attachés sur la base d'un engagement plus limité. Tout cela étant évolutif, bien entendu. C'est pour le moment le cas dans l'UE pour l'Union monétaire (la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark n'y figurent pas), « l'espace » de Schengen, la mise en place de « l'Eurocorps ». On pourrait s'imaginer que des pays de l'Est adhèrent à l'UE sans être partie prenante de l'Union monétaire (sans appliquer les critères de Maastricht et le pacte de stabilité, et sans être présents dans la BCE). Mais on se doute que dans le premier cas, l'UE pousse à l'homogénéisation. Dans le second, cette implication partielle dans l'UE pourrait se structurer.

Dans ce scénario, la contradiction entre l'approfondissement institutionnel de l'UE et son élargissement est un faux problème, artificiellement gonflé pour des besoins tacticiens des pays dans le jeu des rapports de force, et par des journalistes superficiels. En réalité, il y a un accord substantiel entre le trio (et d'autres, tel l'Italie) sur cette perspective. Même si cet accord est traversé par des contradictions, secondaires celles-là. Ce qui empêche de voir cette dynamique de fond, c'est la difficulté pour le gouvernement britannique de faire entrer la Grande-Bretagne dans l'Union monétaire. Et donc la nécessité pour Blair de faire des concessions rhétoriques à une majorité de la population anglaise. Mais Blair (et le très grand capital anglais et étranger) est pour l'adhésion. L'armée européenne en construction est une initiative de la Grande-Bretagne (avec la France), à partir de leur engagement commun dans les Balkans et de leurs irritation (également commune) contre les États-Unis. Si cette question est résolue, l'autre problème, celui de la gestion politique de la BCE pourrait être abordé.

L'UE et son avant-garde (les trois pays impérialistes-clés) se situent dans la perspective de créer un leadership politique à la mesure de leurs ambitions européennes, voire mondiales. Inutile d'insister sur la menace que cela comporte, pour la démocratie dans l'UE et pour les acquis de la classe ouvrière.

Il faudra une autre Europe — sociale, démocratique, égalitaire, généreuse... Pour cela il faut tout faire pour arrêter cette

machine. Et il n'y a qu'une voie : la mobilisation du monde du travail et de l'opinion publique progressiste, avec une idée en tête : Halte-là ! Briser le huis-clos d'un Conseil européen omnipotent ! La parole et la décision aux peuples d'Europe ! C'est à

eux de déterminer, par le débat public, par une décision de ses mandataires élus, sur quelles bases fondamentales ils veulent vivre ensemble : du Pôle jusqu'à Gibraltar, et de l'Atlantique à l'Oural !

Les droits sociaux fondamentaux en péril

Par
Marie-Paule Connan*

Demandez à une cuisinière ou à un cuisinier de vous faire une tarte Tatin en lui donnant des poireaux, des pommes de terre et un moulin à légumes. Elle, ou il, vous répondra que c'est impossible et vous laissera en plan avec vos ingrédients non conformes. Mais dans la cuisine européenne, les choses ne se passent pas comme cela. On fait semblant d'y croire dès lors qu'on est investi d'une mission pour contribuer à « l'intégration européenne » et avec un sourire carnassier, on vous assure que la potion est bonne pour vous et qu'il vaut mieux l'avalier en toute confiance, sans réfléchir. Il en est ainsi de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (1).

Des jeux pipés d'avance

Le Conseil européen de Cologne a décidé les 3 et 4 juin 1999 qu'une Charte des droits fondamentaux sera élaborée et proclamée en décembre 2000 avant la révision du Traité d'Amsterdam et avant la nouvelle phase d'élargissement de l'UE. Le Conseil européen de Tampere a défini (les 15 et 16



octobre 1999) la composition de l'instance chargée d'élaborer la Charte composée de représentants des Chefs d'Etat et de gouvernement et du Président de la Commission européenne ainsi que de membres du Parlement européen et des Parlements nationaux, des représentants de la Cour de Justice, du Comité économique et social, du Comité des Régions. Dès la première réunion (17 décembre 1999), les 63 rédacteurs qui se sont dénommés « Convention » ont eu de réelles difficultés à cerner le but de la tâche. Et pour cause, les trois postulats suivants étaient posés comme incontournables :

- Le mandat du Conseil européen de Cologne limite les travaux à ce que permet le Traité (2) et chacun sait que le Traité de l'Union européenne a des dispositions

* Marie-Paule Connan anime en Belgique les Marches européennes contre le chômage.

1. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<http://db.consilium.eu.int/df/default.asp?lang=fr>
Cliquez sur « Droits fondamentaux », puis sur « Recherche ». Puis dans la liste « Auteurs ». Dans la liste alphabétique cliquez sur « Presidium ». Le texte est en bout de liste des documents du Presidium. Il est intitulé « Note objet : Projet de Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ». Cliquez, et le monstre sortira de sa boîte.

2. Le mandat du Conseil européen de Cologne des 3 et 4 juin 1999 : cette Charte doit contenir les

droits de liberté et d'égalité ainsi que les droits de procédure tels que garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes des Etats membres, en tant que principes généraux du droit communautaire. La Charte doit en outre contenir les droits fondamentaux réservés aux citoyens de l'Union. Dans l'élaboration de la Charte, il faudra par ailleurs prendre en considération des droits économiques et sociaux tels qu'énoncés dans la Charte sociale européenne et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs (article 136 TCE) dans la mesure où ils ne justifient pas uniquement des objectifs pour l'action de l'Union.

Union européenne

sociales extrêmement restrictives. Il est élaboré de telle sorte que rien ne puisse entraver la liberté de circulation des marchandises, des biens et services et des capitaux.

● Le secrétariat du Presidium considère que la CEDH (Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1951) constitue un standard minimum et que « *la Charte ne peut marquer une régression sur la Convention telle qu'elle est interprétée par la Cour européenne des droits de l'homme* » (3). Cependant, la CEDH ne contient que les droits civils et politiques. Sa rédaction s'est effectuée dans un climat de débats passionnés qui ont eu pour effet que les droits sociaux et culturels, inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations unies de 1948, ont été rejetés.

● Enfin, en ce qui concerne les droits sociaux, le Secrétariat du Presidium impose un argument redoutable : « *Les droits à garantir ne sont pas de même nature. Il existe des droits qui sont clairement justiciables. D'autres, pour être mis en œuvre, exigent une action de l'Union, action dans le cadre de laquelle le législateur dispose d'un large pouvoir d'appréciation. (...) Une réflexion doit donc être menée pour chaque droit afin de déterminer s'il peut être justiciable ou s'il peut être formulé de telle façon qu'il le soit. Certains droits devraient être définis comme principes politiques.* » Cette exigence a été confortée par les déclarations de nombreux parlementaires européens : « *On ne peut pas faire des promesses qu'on ne pourra pas tenir à l'avenir* ». Un leitmotiv résonnait dans les couloirs de la Convention : « *Cette Charte, c'est le chat qui se mord la queue* ».

Le Préambule d'une Constitution européenne

Il y a bien eu quelque brouhaha lors des premières séances lorsque des membres de la Convention ont apporté des articles garantissant les droits sociaux tels qu'ils sont libellés dans les constitutions et les législations nationales. Les conservateurs et libéraux tançaient « *Le Traité ! rien que le Traité !* ». Les premiers tentaient encore leur chance en évoquant « *l'opinion publique* » qui ne comprendrait pas. L'argument a pro-

duit un certain effet. Les membres de la Convention ont donc opté ensemble pour un chapitre « *Solidarité* ». Ils ont cherché un compromis en confectionnant quelques articles qui pouvaient faire illusion quant à l'intégration de droits sociaux dans la Charte, tout en y collant les restrictions qui les rendent non effectifs. Alors que les droits civils et politiques, protégés par la CEDH démarrent logiquement par « *Toute personne...* », ceux du Chapitre « *Solidarité* » sont pris dans l'étau d'une phrase commençant par : « *L'Union reconnaît et respecte...* » et d'une litanie finale « *...selon les modalités établies par le droit communautaire et les pratiques et législations nationales.* »

On s'interroge maintenant sur la décision du Conseil européen. Rendra-t-il ou non cette Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne contraignante ? Pour les conservateurs et les ultralibéraux qui ont refusé les droits sociaux, la réponse est oui, et le plus vite possible. Au Conseil européen de Biarritz les 13 et 14 octobre 2000 elle a été approuvée et sa proclamation officielle est planifiée par les 3 institutions européennes à Nice les 7 et 8 décembre 2000. Le chantier de la Charte sera clos. Le Conseil européen — comme poussé par une force irrésistible et suprême — s'engage à la va vite dans un processus d'élargissement avec pour objectif d'étendre l'Union européenne à 27 Etats (4). Parallèlement, il y aura le « *basculement final* » de l'Union Economique et Monétaire pour les 12 pays de la zone euro. Du 1^{er} au 15 janvier 2002, 50 milliards de pièces et 14 milliards de billets en euros remplaceront les pièces et billets en monnaies nationales. En 2003, une première armée européenne sera constituée avec une force de 180 000 militaires. Et, comme il serait dangereux de concevoir une armée et une monnaie sans Etat, plusieurs Chefs d'Etat et de gouvernement estiment urgent de poser les jalons d'une Constitution européenne pour décréter un Super Etat de droit supérieur aux constitutions nationales. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne — qui a fait l'objet d'un compromis indigne mais salué comme une grande victoire par beaucoup, institutionnalisée et proclamée en grande pompe — est appelée à devenir le préambule de la Constitution européenne.

Le résultat en serait une Constitution européenne, avec prééminence de droits, sans contraintes sociales ; le droit au travail, le droit à un revenu minimum, le droit à une rémunération équitable, le droit au logement, la liberté des media et leur pluralisme, le droit d'accès aux services d'intérêt général n'étant pas garantis dans l'Union européen-

ne ; le droit de grève n'étant pas reconnu au niveau européen. Une fois de plus, l'Union européenne démontre sa capacité à démanteler les structurations sociales. Le processus d'élaboration de cette Charte pouvait être considéré utile s'il apportait des garanties juridiques aux droits sociaux inscrits dans les constitutions et les législations nationales face au développement des compétences de l'Union orientée dans les domaines du marché, de la mise en œuvre de la monnaie unique et des critères contraignants du Pacte de stabilité, de la sécurité, de la Défense. Mais il n'en est rien. Ce processus a été exploité au contraire pour procéder à la disparition des droits sociaux de l'ordre juridique. La manière dont le droit au travail, le droit au revenu, le droit au logement ont été détournés est inacceptable :

● **LE DROIT AU TRAVAIL.** Les auteurs de la Charte ont subtilement transformé le droit au travail en droit de travailler dans le chapitre « *Liberté* ». « *Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée* » (Article 15). Ainsi, les employeurs et les Etats n'ont plus d'obligations, si ce n'est de laisser chacun libre de travailler...ou de crever de faim ! L'inscription du droit de travailler dans le chapitre « *Liberté* » a été justifié ainsi : « *le texte supprime le droit à prestation* ». Ce qui, en clair, remet en cause les réglementations sur les allocations de chômage.

● **LE DROIT AU REVENU MINIMUM, LE DROIT AU LOGEMENT.** Le texte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est très ambigu et pernicieux. Il dit : « *Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les modalités établies par le droit communautaire et les législations et pratiques nationales.* » Cette dernière phrase n'apporte aucune garantie puisque les modalités établies par le droit communautaire favorisent les objectifs de libéralisation du marché et les critères drastiques de convergence pour la monnaie unique en obligeant les Etats à réduire la « *générosité* » (sic) détectée dans les législations et pratiques nationales.

Quant au début de l'article, il traduit le rejet du principe d'universalité des droits et l'acceptation d'élever la pauvreté et l'exclusion au rang d'un mal nécessaire, d'une loi imprescriptible de la nature, alors que les droits sociaux sont, au contraire, l'expression de la volonté humaine de s'affranchir de la misère et de l'exclusion.

Les membres de la Convention avaient

3. Note d'information du Presidium du 20 janvier 2000.

4. L'ouverture solennelle des négociations a eu lieu à Londres le 31 mars 1998. Il est prévu que six Etats — Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovaquie, Estonie plus Chypre — entreront dans l'Union d'ici 2004 et un deuxième groupe — Bulgarie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie — avant 2007.

Les références internationales et européennes de déclaration des droits sociaux fondamentaux que la Convention chargée de rédiger la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ne pouvait ignorer :

● La Déclaration universelle des droits de l'Homme

En 1948, les rédacteurs de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (proclamée par les Nations Unies) ont défini les droits sociaux.

— Extraits du Préambule :

« Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

« Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité (...)

« Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression (...)

« Considérant que les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande (...)

— Article 22 :

« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits sociaux, économiques et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays. »

— Article 23 :

« Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfai-

niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »

● Le Traité de Rome

Les Etats membres se sont engagés dans le Traité de Rome en 1958

Ces droits sociaux internationalement reconnus que le projet de Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne remet en cause...

santes de travail et à la protection contre le chômage.

« Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

« Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant, ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

« Toute personne a droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts. »

— Article 25-1 :

« Toute personne a droit à un

à « améliorer les conditions de vie et de travail permettant leur égalisation dans le progrès »

● L'article 136 du Traité d'Amsterdam :

« La Communauté et les Etats membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une pro-

tection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions. »

● La Recommandation du Conseil européen du 24 juin 1992 (92/441/CEE) issue de la Charte des droits fondamentaux des travailleurs de 1989 recommande aux Etats membres notamment :

— le droit fondamental de la personne à des ressources et prestations suffisantes pour vivre conformément à la dignité humaine ;

— de fixer, compte tenu du niveau de vie et du niveau des prix dans l'Etat considéré, et pour différents types et tailles de ménages, le montant des ressources estimées suffisantes à une couverture des besoins essentiels au regard du respect de la dignité humaine ;

— de se référer, pour fixer les montants, à des indicateurs qu'ils estiment appropriés, comme par exemple, la statistique du revenu moyen disponible dans l'Etat membre, la statistique de la consommation des ménages, le salaire minimum légal, s'il existe, ou le niveau des prix ;

— d'instaurer des modalités de révision périodique de ces montants, selon les indicateurs, pour que reste assurée cette couverture de besoins.

Ces dispositions permettent de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté et organisent le droit à une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas des ressources suffisantes.

pourtant examiné les risques. Ils ont donc agi en toute lucidité. Voici, parmi d'autres, une contribution écrite du représentant du gouvernement français, Guy Braibant, : « Refuser d'inscrire un droit existant signifierait que l'on serait prêt à admettre sa disparition de l'ordre juridique. » (26 mai 2000)

Un instrument de régression sociale

Cette Charte est un instrument de régression sociale, un monstre génétiquement programmé. L'élargissement qui se prépare sans droits sociaux servira les seuls intérêts des marchands qui ne voient dans l'Europe centrale et orientale qu'un énorme marché attendant d'être conquis et un réservoir de main-d'œuvre hautement qualifiée pouvant travailler à bas prix. La machine européenne s'est transformée en rouleau

compresseur des systèmes de protection sociale et des systèmes d'allocations de chômage depuis le lancement de l'Union Economique et Monétaire. Le rythme s'est accéléré avec les processus de Luxembourg, de Cardiff, de Cologne, les Grandes Orientations de Politiques économiques et les Lignes Directrices pour l'emploi. La révision du Traité se passe dans le secret de la diplomatie, mais les documents auxquels l'ont peut accéder laissent présager une réécriture des dispositions sociales (article 137) qui offrent à une Commission européenne ultralibérale la possibilité de prendre l'initiative d'une directive sur les « conditions d'octroi des allocations de chômage ». Le texte préparé par la Présidence française prévoit de définir, au niveau européen, « les conditions de perception de rémunération, les limitations au bénéfice des allocations de

chômage, et la définition de la disponibilité des chômeurs pour le marché de l'emploi ».

Dès lors, l'Union européenne se donne les moyens de confisquer les droits à prestations (allocations de chômage et revenu minimum) au travers du Traité révisé à Nice et de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne intégrée dans le Traité ou devenant le préambule de la future Constitution européenne.

C'est maintenant une course de vitesse pour lutter à l'arraché non seulement pour ne rien perdre des droits acquis mais aussi « améliorer les conditions de vie et de travail permettant leur égalisation dans le progrès dans une Europe démocratique et sociale. » (5)

5. Préambule du Traité de Rome.

L'élargissement à l'Est : Quelles alternatives à gauche ?

Par
Catherine Samary*

L'adhésion à l'Union européenne est, pour l'instant, l'horizon incontournable des principales forces politiques, de gauche comme de droite, qui se succèdent au pouvoir dans les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). Seules des formations nationalistes et notamment liées aux milieux paysans, expriment des inquiétudes sur les effets socio-économiques de l'adhésion.

C'est d'abord que les professions de foi en faveur d'une telle intégration sont des gages donnés aux créanciers et investisseurs étrangers, une façon de dire que le passé est bel et bien révolu pour attirer les capitaux.

Pour les ex-"communistes" social-démocratisés c'est, en outre, la condition d'une reconnaissance internationale comme interlocuteurs "crédibles". Avec le risque croissant que les discours sociaux et critiques envers la "modernité" occidentale proviennent exclusivement de courants de droite. La candidature à l'UE permet aussi de légitimer dans les pays concernés les politiques d'austérité qui accompagnent les "transformations systémiques". Les nouveaux élus en Pologne ont exigé que les négociations sur leur candidature ne soient pas ajournées ou retardées par les débats non résolus sur le fonctionnement de l'UE : il faut rendre la transition irréversible, disent-ils. Et l'accélération des transformations doit être légitimée par un "impératif" : celui d'une adhésion à horizon suffisamment rapproché pour rendre crédibles les mesures qui visent l'ajustement sur les institutions et mécanismes de l'UE.

Du côté des populations des défiances s'expriment dans les sondages. Pourtant,

l'adhésion à l'UE reste sans doute largement associée (à tort ou à raison) à l'espoir de vivre mieux : ne s'agit-il pas de l'Europe des riches ? En Slovaquie, la plus développée des républiques de l'ex-Yougoslavie, dotée du plus haut revenu par habitant de l'ensemble de l'ex-"bloc socialiste", les partisans de l'intégration à l'UE les plus réalistes exprimaient ainsi leur choix d'indépendance tourné vers la riche Europe occidentale : "mieux vaut être les plus pauvres en ville que les plus riches au village". Si certains en Europe de l'Est partagent cette "vision d'avenir",



d'autres croient plus naïvement que l'intégration à l'Europe libérale leur apportera son niveau de vie moyen ; de même, l'unification allemande signifiait pour les populations des Länder de l'Est l'espoir de partager le niveau de vie des Allemands de l'Ouest.

Rares ont été ceux qui, comme Karol Modzelewski (1), ont mis en garde contre une intégration sans protection à l'ordre capitaliste mondial. Prenant l'exemple de l'unification allemande qui, selon lui, « a été une catastrophe économique » dont il faut tirer les leçons, il ajoutait : or, « l'Allemagne est le pays le plus riche d'Europe (...). Les centaines de milliards déboursés par le budget fédéral pour satisfaire les Länder orientaux ont adouci les effets sociaux du krach

d'une économie socialiste raccordée du jour au lendemain au système économique de l'occident, mais n'ont pas arrêté sa ruine. Si les Allemands ont peut-être les moyens de construire sur les décombres de la RDA une économie entièrement nouvelle adaptée aux exigences mondiales, les autres pays post-communistes ne peuvent guère y songer » (2). Avec le recul on a vu que le coût de l'unification a été infiniment plus élevé que prévu. En outre, "sur les décombres de la RDA" s'est établie une sorte de Mezzogiorno avec, dans les populations concernées beaucoup de désillusions. Le dernier livre de Günter Grass donne une certaine idée. Les murs, banals, de la pauvreté se dressent désormais et s'ajoutent au mépris de tout un passé réduit à la seule dictature du parti unique. Enfin, l'unification allemande et l'ouverture à l'Est (notamment les délocalisations) sont utilisées dans l'actuel bras de fer social en Allemagne dans une logique de démantèlement des acquis sociaux de ce qu'y fut le "modèle social de marché"...L'incorporation de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne ne disposera ni de l'État redistributif ni des capitaux "nationaux" — ni des puissants syndicats — dont était dotée la RFA...

Mais la crainte d'être encore plus marginalisés et perdants en restant hors de l'UE et l'absence d'alternative crédible de gauche à l'Europe de Maastricht pèsent dans les consciences. Dans l'immédiat les choix "européens" (vocabulaire en vigueur fort significatif : on ne peut être "européen" qu'en étant dans l'UE...) légitiment donc les politiques "d'ajustement structurel" aux critères de Maastricht. Le retour (provisoire) des ex-"communistes" par les urnes a plutôt confirmé la possibilité d'une alternance politique aux élections qui n'a pas bouleversé les nouvelles règles du jeu.

L'agriculture plaque sensible

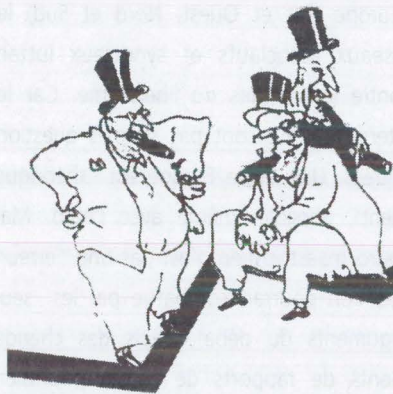
L'agriculture est une véritable plaque sensible, un dossier central pour l'intégration dans l'UE, non seulement à cause de son poids dans l'économie, mais parce qu'il

* Catherine Samary enseigne à l'Université Paris IX. Elle a publié, entre autres, *Le marché contre l'autogestion — l'expérience yougoslave* (Publisud/La Brèche 1988), *La déchirure yougoslave* (L'Harmattan 1994) et *Les conflits yougoslaves de A à Z* (Atelier 2000).

1. Karol Modzelewski, *Quelle voie après le communisme*, L'Aube, 1995, p.87.

2. Op. cit, p.84

s'agit de questions littéralement vitales : la part de l'alimentation a augmenté dans le budget des ménages qui se sont appauvris. Les prix de marché actuels sont plus faibles dans les PECO que dans l'UE, d'autant qu'ils se heurtent à une dramatique faiblesse de la demande solvable avec la montée de la pauvreté... C'est dire que la hausse des prix des produits alimentaires de base (par un alignement sur les prix de l'UE) aurait des effets explosifs socialement. C'est généralement un point omis dans les bilans



"coûts/bénéfices"... Mais divers scénarios demeurent possibles sur l'avenir de la politique agricole commune (PAC) et les effets de l'intégration seront multiples.

La perspective des aides au revenu agricole et à la restructuration de l'agriculture est évidemment un élément attractif de l'adhésion de pays dont la production agricole des PECO représentait en 1990 20 % à 50 % de celle de l'Europe des Douze, selon les secteurs (3). Mais c'est dans les campagnes qu'on trouve le plus d'inquiétude envers une adhésion à l'UE qui implique aussi une brutale confrontation avec des agricultures très subventionnées et modernisées. En réalité la plus grande incertitude règne sur ce que seront les "acquis communautaires" lors de l'adhésion. Celle-ci pourrait accélérer la remise en cause préalable de la PAC dans la continuation des négociations de l'Uruguay Round transmises pour l'an 2000 à l'OMC. Les prix de l'UE s'aligneraient sur les prix mondiaux (dont sont proches les prix est-européens) et les subventions directes remplaceraient (compenseraient ?) les pertes de revenus que provoqueraient ces ajustements. Mais les revenus des agriculteurs des PECO seraient-ils alors alignés sur ceux de l'Ouest ? On peut en douter "puisque'ils n'auraient pas connu de changement de prix de leurs produits"... Il demeurerait toutefois l'accès aux fonds de restructuration. Mais à quelles conditions ?

Comme les autres secteurs, l'agriculture des PECO a été soumise à une "transforma-

tion systémique" visant une "privatisation forcée" des moyens de production. Or, elle est loin d'être stabilisée. Derrière les nouvelles sociétés par actions, les anciennes coopératives se sont souvent maintenues (4). Or « la PAC implique certes une très forte intervention », soulignent des experts, « mais dans le cadre général d'une économie de marché sans monopolisation des activités d'amont et d'aval et sous un contrôle des transferts de revenus. Comment seraient réparties les aides à l'hectare et au cheptel dans les fermes d'État qui perdurent, et même dans les coop-

ratives de production et dans les nombreux cas où la propriété de la terre reste très imprécise ? » (5). A l'extrême opposé, l'intégration à l'UE laisserait-elle indemnes les micro-propriétés individuelles qui se sont multipliées et qui pour l'instant atténuent encore les explosions sociales en assurant une autosubsistance dans les campagnes et une position de repli pour les chômeurs ?

L'hypocrite discours libre-échangiste

L'agriculture intervient aussi dans un autre dossier sensible : celui des échanges commerciaux avec l'UE. Un des effets de la phase de démantèlement des anciens systèmes de prix, de l'ouverture du commerce extérieur et de la suppression du CAEM (6) a été une réorientation majeure des échanges extérieurs des Pays d'Europe centrale et orientale vers l'Union européenne — et un déficit des balances courantes de la plupart de ces pays, y compris désormais de la République tchèque. Les importations se sont envolées. Quant aux exportations, bien plus limitées, elles sont souvent le fait des firmes occidentales réalisant à l'Est des opérations de sous-traitance. C'est le cas du marché de l'habillement (vêtements, chaussures) dont la part a doublé dans les exportations des PECO depuis 1988 recouvrant un déplacement relatif de délocalisations de firmes européennes de l'Asie vers l'Europe de l'Est. C'est également vrai pour le secteur des machines et équipements.

En outre, si des accords d'association ont libéralisé l'accès au marché communautaire

pour les produits des PECO, ils prévoient de nombreuses exceptions qui font l'objet de protocoles particuliers et de restrictions quantitatives : ils concernent le textile, le secteur du charbon et de l'acier, un certain nombre de produits de base et des produits considérés comme "sensibles", notamment le secteur agro-alimentaire. Or les pays d'Europe de l'Est détiennent des avantages compétitifs en premier lieu dans ces secteurs... Les mesures de protection prises par l'UE à l'encontre des importations de produits animaux et de produits sidérurgiques en provenance des PECO a fait chuter ces ventes en 1993 d'environ 10 % en valeur... Double langage et double politique, donc : on impose en Europe de l'Est la suppression des protections alors qu'elles sont puissamment maintenues à l'Ouest.

Tous dans le même bateau du capitalisme libéral

Quelle peut être une alternative de gauche à l'alignement sur les exigences de l'Europe libérale ? Karol Modzelewski mettait en garde les populations contre les effets d'une intégration sans protection à un monde capitaliste où l'efficacité se mesure au démantèlement des acquis sociaux et où l'on est d'autant plus "productif" qu'on licencie. La logique de l'AMI (7) — celle de la "réciprocité" entre le loup et les poules du poulailler qu'on ouvre — doit être combattue aussi dans les relations de l'UE avec les pays du Sud comme de l'Europe de l'Est.

L'UE est confrontée à des contradictions majeures dans sa politique d'élargissement à l'Est :

— Le choix de l'élargissement, dit-on pour

3. Le secteur étatisé recouvrait (sauf en Pologne et en ex-Yougoslavie où il était de l'ordre de 20%) plus de 80% des terres arables, avec une part dans l'emploi allant de 12% (Tchécoslovaquie) à environ 30% (Roumanie) et une part dans le PNB entre 15 et 30%.

4. Cf. notamment L. P. Mahé, J. Cordier, H. Guyomard, T. Roe, "L'agriculture et l'élargissement", *Économie internationale* n° 62, 2^e trimestre 1995.

5. *Économie internationale*, Op. cit., p.249.

6. Fondé en 1949, le Conseil d'assistance économique mutuelle (appelé aussi Comecon), organisation économique des pays du bloc soviétique élargie au Viêt-nam et à Cuba, a cessé d'exister en 1989-1990.

7. Accord multilatéral sur les investissements, secrètement négocié par les pays de l'OCDE, devait être signé les 27 et 28 avril 1998 à Paris. La publication du projet du texte de l'accord par des ONG et le choc qu'il a provoqué dans l'opinion publique, comme une série de divergences inter-impérialistes, ont empêché cette signature, reportée aux calendes grecques. Cf. *Inprecor* n° 423 d'avril 1998.

Union européenne

combattre les réticents qui font des calculs de coûts, est d'abord une question politique : il faut stabiliser le continent et moralement répondre à l'attente de ceux à qui on a dit « *privatisez, alignez vous sur notre système et vous serez alors dans la grande "famille européenne", le club des riches et de la civilisation* ». Mais la "transformation systémique" préconisée fait naître de nouveaux murs de l'argent et donc aussi de nouveaux conflits dont le syndrome yougoslave est le témoin.

— De même, l'UE exige un "ajustement structurel" des PECO sur ses institutions et sur son "modèle de marché" — mais elle met en même temps comme préalable à l'adhésion une « capacité à soutenir la concurrence »... Bref il faudrait sans doute qu'il n'y ait pas trop de chômage, pas trop de dégradation du niveau de vie et de crises sociales à l'Est, car tout cela compte dans l'accès aux fonds structurels... Mais en même temps le type de transition qu'elle impose est inexorablement socialement régressive.

Les batailles nécessaires

Il faut s'appuyer sur ces bilans pour développer une autre logique de sécurité fondée sur la stabilité par le développement et par la convergence des revenus réels. C'est une logique coopérative d'intégration, qui prend en compte les différences de niveaux de productivité et respecte les valeurs des uns et des autres. Mais ceci est en réalité également vrai pour les pays de l'UE-15...

Alors certains courant de gauche préconisent de s'opposer à l'élargissement de l'UE, tant qu'on n'aura pas changé la nature de celle-ci, tant qu'on ne l'aura pas démocratisée et rendue plus sociale. Bref, d'abord on consolide, et puis on s'élargit. Ils soulignent à juste titre que pour être capable d'intégrer les PECO (mais aussi pour éviter les creusements d'écart que l'unification monétaire va produire entre régions de l'UE) il faudrait un vrai budget européen — autre chose que 0,1 ou 0,2 % du PIB commun. La conclusion est une position de rejet de l'élargissement à l'Est, en dénonçant (à juste titre, certes) les dégâts socio-économique et le déficit démocratique de l'UE telle qu'elle est.

Mais à l'Est, on leur dira : « *laissez-nous donc avoir vos problèmes...* ». Et ceux qui feront obstacle à une adhésion souhaitée (à tort ou à raison) seront inévitablement perçus comme ceux qui veulent construire une "Europe des riches", dresser une "forteresse Europe"...

Il est donc essentiel de mener de front

plusieurs batailles :

- celle de la transparence et de l'information des diverses populations concernées (à l'Est comme à l'Ouest) sur la réalité de l'Union, sur les effets des politiques économiques qui y sont menées, sur les débats que suscitent ces politiques ;

- celle de la solidarité et de l'élargissement coopératif, qui implique aussi de défendre le droit d'adhésion des pays qui le souhaitent — tout en montrant que, si l'UE telle qu'elle est conçue est incapable d'accueillir les pays qui le demandent, il faut, avec eux, changer d'Union ;

- celle de la pluralité des choix : il faut renverser l'ordre des débats (d'abord établir quelles sont les finalités de l'Union, les choix de société ? et discuter ensuite des moyens — y compris monétaires — pour y parvenir) ;

- celle de la démocratie qui permette le contrôle des grands choix : à la dictature du plan centralisé et du parti unique, on veut nous opposer des choix de société faits par les marchés financiers ou des technostructures incontrôlées ; il faut y opposer l'invention d'une démocratie individuelle et collective qui respecte les droits des êtres humains et des peuples.

Il faut donc un autre traité pour une autre Europe — et avancer dans cette direction à partir d'une critique concrète de ce que produit l'Europe libérale. On peut le faire de l'intérieur et de l'extérieur de l'UE. A chaque peuple de décider ce qui lui convient le mieux — et d'en tirer le bilan, pas à pas, avec les autres.

Sur toutes ces questions, à l'Est comme à l'Ouest et au Sud, nous sommes dans le même bateau : les logiques libérales à l'œuvre dans le monde remettent en cause ici comme là les acquis sociaux. Ici comme là, on ne peut simplement défendre ces "acquis" menacés et le secteur public existant contre les privatisations sans une critique radicale du bureaucratisme, et sans redéfinir d'autres mécanismes et critères de gestion de ces services. Voilà ce que

"disent" les luttes et les débats qui s'opposent à l'Europe de Maastricht à l'intérieur de l'UE elle-même : celles sur les questions de la sécurité sociale ou des services publics, celles sur l'emploi... Il faut faire connaître ces débats et ces luttes-là à l'Est. Y faire connaître aussi ce que furent les marches de chômeurs venus revendiquer une autre Europe à Amsterdam pendant la conférence intergouvernementale

Il faut aussi multiplier à l'échelle de l'Europe (Est et Ouest, Nord et Sud) les réseaux associatifs et syndicaux luttant contre les méfaits du libéralisme. Car les alternatives ne sont pas simples questions d'idées. Une autre Europe est "théoriquement" possible, même avec l'euro. Mais l'euro maastrichtien n'est pas une "erreur" que l'on pourrait combattre par les seuls arguments du débat. Seuls des changements de rapports de forces pourraient imposer une autre logique... Pour cela il faut aussi que de nouveaux projets communs se forgent dans des luttes. Il n'y aura pas d'alternative de gauche à l'Est, si elle n'existe pas d'abord au sein même de l'UE telle qu'elle est...

Les populations de l'Europe de l'Est comme de l'Ouest sont concernées par l'absence de démocratie des actuels projets de construction européenne. Une monnaie unique ? Pour quoi faire ? Pour quels choix de société ? Avec quel contrôle des peuples concernés sur leur avenir ? Les débats sur fédéralisme ou confédéralisme, vote majoritaire ou consensus, n'ont pas de sens tant que l'on ne sait pas quel projet commun l'on est prêt à poursuivre. ■



Danemark

Le vote populaire met à mal les euro-élites

Finn K. Johansen*

Des centaines de jeunes militants de gauche rassemblés devant le Christiansborg faisaient éclater leur joie au lendemain de la victoire du "Non" au référendum sur l'euro du 28 septembre. Au même moment, à l'intérieur des murs du parlement les politiciens de l'establishment s'entre-déchaient et lançaient des commentaires amers. Malgré une campagne massive en faveur de l'euro, 53,1 % d'électeurs se sont prononcés contre la participation du Danemark à la monnaie unique et le taux de participation fut élevé : 87,8 %.

Les électeurs des partis qui ont pris position en faveur de l'euro ont voté "Non" massivement. Plus d'un quart des électeurs conservateurs et libéraux ont dit "Non" à l'euro et, malgré une campagne de longue haleine du parti social-démocrate et de la Confédération danoise des syndicats (LO), 40 % d'électeurs sociaux-démocrates ont voté contre l'euro. De plus, bien que la campagne pour une "Nouvelle Europe" lancée par l'aile pro-euro du Parti socialiste populaire (SF) avait bénéficié de l'intérêt bienveillant des médias (et du financement de la Confédération de l'Industrie !), 88 % des électeurs SF ont choisi de dire "Non" à l'euro.

Les zones urbaines les plus pauvres et les moins cultivées ont voté "non" à 60 % alors que dans les zones résidentielles le "oui" l'emportait par au moins 70 %.

Dans la phase finale de la campagne le dirigeant SF Holger K. Nielsen est devenu le principal porte-parole des opposants à l'euro, engageant une polémique intense avec le premier ministre social-démocrate Nyrup Rasmussen sur les questions sociales. Pourtant Pia Kjaersgaard, dirigeante xénophobe du Parti du peuple danois (DF) d'extrême-droite a été présentée par certains médias comme la « reine du "Non" ». Il est vrai que la droite (et pas le seul DF) s'est renforcée depuis les précédents référendums. Et la social-démocratie a fait de son mieux pour mettre en avant le DF, espérant convaincre ainsi les eurosceptiques progressistes de ne pas mêler leurs voix à celles des nationalistes. La campagne du DF était centrée autour du concept de « vote danois » pour protéger « la couron-

ne et le pays », mais le DF a mis en sourdine sa campagne contre l'immigration.

Les deux principaux mouvements pluripartites critiques de l'Union européenne — le Mouvement populaire contre l'UE et le Mouvement de Juin — au sein desquels sont actifs de nombreux militants de la gauche, ont favorisé l'alliance la plus large de manière à isoler le parti de Pia Kjaersgaard. Ils sont entrés en campagne contre l'euro en y incluant, parmi d'autres, la jeunesse conservatrice (d'inspiration thatcheriste).

Mais au fur et mesure que la campagne prenait de l'ampleur l'aile droite n'y a joué qu'un rôle très secondaire. Parallèlement des campagnes partisans ont été menées par Le Parti socialiste populaire (SF), par l'Alliance Rouge-Verte (Enhedslisten), par d'autres organisations de gauche et aussi par les courants minoritaires au sein de la social-démocratie et des partis bourgeois. Ainsi la campagne pour le "non" s'est avérée moins problématique qu'on aurait pu le craindre et ne fut pas marquée par le nationalisme et l'autosuffisance. De telles attitudes semblent même s'atténuer au sein de l'électorat. Ainsi la campagne contre l'euro a mis en avant la situation des Est-européens dont les conditions de vie ont empiré à cause des critères imposés par l'Union monétaire. L'affiche de l'Enhedslisten ne disait-elle pas que « Le monde est plus vaste que l'UE » ?

L'impact négatif de l'Union monétaire sur les acquis de l'État-providence a joué un rôle-clé dans la campagne menée par la gauche (jusqu'aux dissidents sociaux-démocrates), au point d'influencer certains courants qualifiés traditionnellement de bourgeois. La concurrence autour de la baisse des impôts combinée avec le Pacte de stabilité qui limite, quelles que soient les circonstances, le recours au déficit budgétaire est une négation des fondements de l'État-providence, avons-nous proclamé. Au Danemark 69 % des allocations sociales sont financés par l'impôt, une part beaucoup plus grande que dans les pays de l'euro.

Le premier ministre Poul Nyrup Rasmussen a bien tenté de prétendre que le sommet de Lisbonne en mars dernier constituait la preuve de l'émergence de l'Europe sociale. « Elle est vide de toute substance et n'impose aucune obligation » — c'est ainsi qu'un autre dirigeant social-démocrate, Ivar Nørgaard, a caractérisé le choix du sommet de

Lisbonne en matière d'emploi. Caractéristique qui a eu d'autant plus d'impact, que Nørgaard fut cosignataire de l'entrée du Danemark au sein de la Communauté européenne en 1973. Il fut cruellement déçu lorsque les critères adoptés à Maastricht firent table rase de tout critère visant le maintien de l'emploi. « Le problème de la conception de l'euro, c'est que la stabilité des prix y est une priorité supérieure à celle de la situation de l'emploi dans les différents pays » déclara-t-il.

Ole Jensen, représentant des « Syndicats contre l'UE », a mis également en garde contre les thèses du sommet de Lisbonne, selon lesquelles des millions d'emplois seront créés par les petites et moyennes entreprises. Balayant d'une main le baratin sur les « innovations » il a rappelé les mesures concrètes décidées à Lisbonne : « Il est question de réduire les taxes sur les plus bas salaires, cela permettra de baisser les salaires. Et, une fois encore, vous voulez une plus grande flexibilité, ce qui habituellement signifie une baisse des salaires, un accroissement des inégalités salariales, des horaires de travail qui ne tiennent pas compte de la vie des travailleurs et une facilité accrue pour les licenciements... »

Le camp du "Oui" avait à sa disposition des capacités financières inégalables, les services gouvernementaux, les trois quarts des parlementaires, le soutien massif du patronat et des directions syndicales et tous les principaux quotidiens à l'exception d'un "tabloïd". Il fut pourtant affaibli par une série de bourdes. Quelques semaines avant le vote le premier ministre s'est ridiculisé en assurant qu'il « garantissait » l'avenir du système national des retraites. Cette garantie fut considérée comme un mensonge par les trois quarts du public, car Nyrup Rasmussen avait déjà « garanti » les retraites en vue de remporter les élections de 1998 ce qui ne l'a pas empêché d'introduire six mois plus tard l'assurance-retraite privées pour s'adapter à la politique de l'UE. Selon certains commentateurs le camp du "oui" aurait dû reprendre l'offensive en argumentant ouvertement en faveur d'un renforcement politique de l'UE. Mais la majorité des politiciens en faveur de l'euro étaient conscients que cela n'aurait fait que les affaiblir. Les sondages d'opinion effectués avant et après le référendum montrent en effet que les Danois sont en général intéressés et bien informés sur les questions euro-

péennes, mais qu'ils restent sceptiques envers les projets de l'UE car ils considèrent que l'Union sape les droits démocratiques des citoyens.

C'est pourquoi le camp du "oui" a opté pour des recettes éculées, déjà employées au cours des cinq précédents référendums sur l'UE. L'éventualité d'un échec de l'intégration dans l'Union monétaire, décrite comme un havre de solidarité permettant de faire face contre les « forces crues des marchés », devait selon eux conduire à une attaque contre la monnaie danoise ce qui imposerait un relèvement des taux d'intérêt et en fin de comptes la perte de vingt mille emplois et un coût de 20 milliards de couronnes. La victoire du "non", disaient-ils, imposerait donc une politique d'austérité. Le même message était diffusé par une alliance du patronat et des directions syndicales : une pleine page de publicité montrant des patrons et des syndicalistes portait la légende « Nous qui travaillons dans les entreprises craignons une victoire du "non" ! ». Pourtant ces scénarios-catastrophe ne sont pas parvenus à convaincre une majorité et ils furent contredits après la proclamation des résultats.

La victoire du "Non" est un rude coup porté à Poul Nyrup Rasmussen et à son gouvernement social-démocrate et social-libéral. Après avoir promis une série de « débats civiques » sur les questions européennes, le gouvernement tente aujourd'hui d'empêcher que ceux qui critiquent l'UE ne puissent gagner de l'influence sur la politique danoise concernant l'UE. Les négociations sur les modifications du traité de l'UE — à l'ordre du jour du sommet européen de décembre à Nice — sont au centre des conséquences de la victoire des adversaires de l'euro. Le gouvernement prétend que les négociations de Nice n'ont rien à voir avec le débat tranché par le référendum, alors que le mouvement critique envers l'UE exige au contraire que les représentants danois opposent leur veto au projet visant à faire adopter les décisions européennes à la majorité, en particulier en ce qui concerne les questions sociales.

* Finn K. Johansen est membre de la direction du SAP (Parti ouvrier socialiste), section danoise de la IV^e Internationale, partie-prenante de l'Alliance Rouge-Verte (Enhedslisten), un regroupement de la gauche radicale et écologiste présent au Parlement avec 5 députés.

Colombie

Alfredo Castro assassiné

Déclaration
du Secrétariat unifié
de la IV^e Internationale

Dans la nuit du 5 octobre, notre camarade Alfredo Castro a été abattu par les balles d'un tueur à gages dans la ville de Barranquilla. Il a reçu une balle en pleine tête alors qu'il se promenait en compagnie de sa compagne et de sa fille.

D'abord militant des Comandos Camilistas, il avait ensuite rejoint le Parti socialiste révolutionnaire (alors section colombienne de la IV^e Internationale), puis le front A Luchar et le Mouvement Civique Citoyen de Barranquilla.

En 1997, il avait dû s'expatrier à Cuba pour échapper aux menaces de mort des paramilitaires qui avaient déjà assassiné nos camarades Carlos Alvarez Castellanos et Roberto Mc Lean.

En 1998, il est revenu en Colombie pour reprendre ses activités universitaires et syndicales. Il y a poursuivi la lutte pour l'organisation des mouvements sociaux et une éducation populaire et démocratique.

Vice-recteur du Bienestar Universitario, il venait de renoncer à ce poste pour faire acte de candidature au rectorat de l'Université de l'Atlantique.

Sa mort est une perte irréparable pour le mouvement démocratique et révolutionnaire et produit un brutal sentiment de douleur chez nous toutes et tous qui avons connu le "gordo Alfredo", sa profonde humanité et son engagement inconditionnel dans tous les combats.

Ce nouveau crime, qui s'ajoute à la liste interminable des violations des droits de l'homme, est la conséquence directe d'une stratégie de contre-insurrection, de destruction systématique et planifiée du mouvement populaire, des mouvements de lutte armée et de toute forme de résistance civile.

La responsabilité de cette politique d'extermination incombe pleinement à l'État colombien, au gouvernement néolibéral d'Andrés Pastrana et à son appareil de répression qui agissent en toute complicité avec les groupes paramilitaires.

* Zbigniew Kowalewski, ex-dirigeant de Solidarité dans la région de Lodz en 1981, est journaliste au *Nowy Tygodnik Popularny*, hebdomadaire de la centrale syndicale OPZZ.

Alors que l'impérialisme nord-américain approfondit sa stratégie de guerre sous le couvert du Plan Colombia, alors que s'intensifient les massacres perpétrés par l'armée et les paramilitaires, il est urgent de développer une campagne de solidarité avec la lutte du peuple colombien et son aspiration légitime à la souveraineté, à la démocratie et à la paix.

Nous adressons à nos camarades en Colombie et tout particulièrement à la compagne et à la fille d'Alfredo toute notre affection et notre totale solidarité internationaliste.

Hasta la victoria !

6 octobre 2000

Pologne

La force de l'électorat de gauche

Zbigniew Kowalewski*

Les résultats de l'élection présidentielle du 8 octobre dernier en Pologne confirment qu'il y existe un grand acteur social, à savoir l'électorat de gauche, dont la force et la conscience progressent. Par sa nature même, il ne se manifeste que périodiquement, mais il ne faut pas lui attribuer une existence volatile ou conjoncturelle et le traiter conjoncturellement, ignorer ou négliger sa matérialité et consistance, ses valeurs, exigences et aspirations.

Sa constitution en 1993, en pleine turbulence dont on perdait facilement la boussole — le régime bureaucratique avait chuté et la restauration capitaliste avait commencé à peine quatre ans plus tôt — fut une grande surprise. Prenant une revanche sur les vainqueurs de 1989 — la droite radicale (nationaliste, cléricale et anticomuniste furibonde) ainsi que la droite prétendument "modérée", c'est-à-dire néolibérale — il porta au pouvoir le parti "post-communiste" converti à la socialdémocratie.

En 1995, il completa cette revanche en chassant de la présidence de la république Lech Walesa, ancien leader du mouvement ouvrier indépendant Solidarité recyclé en patron de la croisade anticomuniste et restaurationniste, et en mettant à sa place le leader socialdémocrate Aleksander Kwasniewski.

En 1997, la droite radicale, unifiée dans l'Action électorale Solidarité (AWS), passa à la contre-offensive, revint au parlement et, en coalition avec la droite modérée dite

Union de la Liberté (UW), reprit le pouvoir. L'effet fut très dur : le retour d'un régime obscurantiste sur le terrain idéologique et culturel, et agressivement néolibéral sur le terrain socio-économique. La remontée du chômage, de la pauvreté et des privatisations, et les effets de quatre réformes néolibérales simultanées de la santé, de la sécurité sociale, de l'éducation et de l'État (la décentralisation), remirent rapidement l'électorat de gauche sur les pieds.

Il s'exprima dans les sondages sur les intentions de vote donnant plus de 60 % à Kwasniewski et environ 40 % (c'est-à-dire la majorité absolue au parlement) à l'Alliance de la Gauche démocratique (SLD, "post-communiste"). Pour éviter la défaite, l'UW déserta du gouvernement, qui de cette façon devint minoritaire, et ne se présenta pas aux élections présidentielles.

L'AWS, elle, consciente qu'elle ne pouvait gagner démocratiquement, s'efforça d'éliminer Kwasniewski de la compétition. Sur la base d'une loi réactionnaire qu'elle avait promu et d'un dossier grossièrement monté par la police secrète, le tribunal dit "de lustration" devait déclarer qu'il avait occulté sa collaboration sous l'ancien régime avec les services secrets. Une telle occultation l'éliminerait pour dix ans de la vie politique institutionnelle. L'opération échoua : devant une manipulation évidente, le tribunal rendit un verdict favorable pour Kwasniewski.

Désespérée, l'AWS vota au parlement une loi absurde rendant aux usagers les logements communaux, coopératifs et étatiques en propriété privée. Kwasniewski opposa son veto à cette loi. L'AWS attendait que l'affaire mobiliserait les secteurs populaires plus arriérés, réceptifs aux mesures démagogiques. Mais avant tout, elle lança une campagne féroce visant discréditer Kwasniewski : elle l'accusa d'avoir insulté le pape Jean-Paul II et profané les tombeaux des officiers polonais assassinés par Staline à Katyn.

Plusieurs évêques se précipitèrent pour déclarer Kwasniewski indigne de la présidence de Pologne. Mais tout cela s'avera peu payant : de son électorat surgonflé, il perdit seulement 6 ou 8 %. Le véritable électorat de gauche, lui, ne se laissa impressionner mais se mobilisa d'autant plus, réélisant Kwasniewski au premier tour des élections, avec 54 % de voix !

Le leader de l'AWS Marian Krzaklewski arriva seulement troisième, derrière un candidat néolibé-

ral indépendant, n'obtenant que 15% et subissant une très dure défaite qui ouvrit tout de suite une grave crise au sein de la droite radicale. Lech Walesa, lui, soutenu seulement par son propre miniparti de droite, arriva septième, avec 1 %. Il est fini politiquement, dans des conditions honteuses qu'il mérite bien en tant qu'un homme qui avait trahi et renié sa classe.

Une grande perdante de ces élections est l'Eglise catholique.

Kwasniewski fut candidat de presque toute la gauche : non seulement de son parti, la SLD, mais aussi de l'Union de travail (UP, parti socialdémocrate minoritaire) et de l'Entente nationale de syndicats (OPZZ, confédération majoritaire). L'électorat de gauche exigeait clairement que les partis de gauche adoptent une attitude unitaire, et l'UP l'a compris bien. Quand en 1997 elle ne l'avait pas fait, elle avait été fortement punie, à savoir éliminé carrément du parlement. Mais cette fois c'est Piotr Ikonowicz, président du Parti socialiste polonais (PPS) et seul candidat se situant à gauche de Kwasniewski, qui négligea cette volonté unitaire.

Jusqu'à récemment, il était allié de la SLD et grâce à cette alliance très inégale élu à deux reprises au parlement, au prix, entre autres, de soutenir l'adhésion de la Pologne à l'OTAN (position qu'il modifia finalement en s'abstenant lors du vote au parlement). Cette fois-ci, il fit une volte-face : il attaqua durement Kwasniewski, le présentant comme un néolibéral de plus et prétendit être le seul candidat de gauche. Il s'opposa au mot d'ordre mobilisateur, lancé par la SLD, l'UP et l'OPZZ et suivi avec ardeur par l'électorat de gauche, d'élire Kwasniewski au premier tour pour infliger à la droite une défaite écrasante, et refusa jusqu'à la fin de se retirer à son profit.

En dépit d'une campagne remarquable à certains égards, le résultat final, parfaitement prévisible, fut catastrophique. L'électorat de gauche ne le reconnut pas en tant qu'un de ses candidats et lui tourna le dos. Il arriva dixième, avec 0,2 % (38 600 voix).

L'année prochaine, l'alliance SLD-UP soutenue par l'OPZZ gagnera les élections parlementaires en obtenant probablement une majorité absolue au parlement. Au pouvoir, elle mènera une politique social-libérale dont les effets sociaux dégraderont un espace politique pour une gauche alternative... mais celle-ci s'est justement sabordé. ■

Bloc de gauche : une année au Parlement

Par
Luís Branco*

Les analystes politiques de gauche et de droite sont d'accord sur un point : l'élection de deux députés du Bloco de Esquerda (1) a modifié significativement la vie du Parlement. Au début il n'y avait pas grand-monde qui en attendait une intervention efficace. Pour ceux-là, le Bloc allait se limiter à agiter à São Bento (nom du siège de l'Assemblée de la République) quelques-unes des banderoles de sa campagne électorale, comme l'avortement, les drogues et la réforme fiscale. Mais l'efficacité de l'action de Francisco Louçã et Luís Fazenda a contredit ce pronostic.

En premier lieu, il faut expliquer que le système portugais permet aux partis qui ont plus d'un député la constitution d'un « groupe parlementaire ». C'est-à-dire que les possibilités d'intervention sont complètement différentes selon qu'on a un seul (comme le PSR y était presque arrivé en 1991) ou deux parlementaires élus. Avec un groupe parlementaire, le mouvement a accès aux réunions où est défini le calendrier des sessions parlementaires et les projets de lois qui doivent être discutés. Souvent ce calendrier est défini par consensus, mais chacun des groupes peut imposer le débat et le vote de ses propositions sans dépendre de l'accord général — chaque année, le Bloc dispose de la possibilité de mettre en débat une proposition de loi à sa seule initiative. La principale différence concerne pourtant le temps d'intervention : les groupes parlementaires disposent d'un temps minimum (6 minutes) pour la discussion de tous les projets de lois, alors qu'un député isolé n'a qu'un peu plus de 10 minutes par an pour intervenir en séance plénière.

Le BE s'est surtout distingué en réussissant à combiner dans ses interventions des thèmes qui divisent profondément la société (comme la loi sur la liberté religieuse, attaquant les privilèges de l'Église catholique au nom d'un État laïque) ou qui embarrassaient le parlement (comme la question des droits

de l'homme en Angola, qui n'avait jamais été traitée à l'Assemblée, vu l'alignement des partis portugais sur les factions belligérantes dans la guerre civile), avec une clarté dans le discours et une ouverture au dialogue avec la gauche que le Parti Communiste (PCP) n'a pas et qui est fondamentale actuellement.

Rappelons que les élections ont donné au Parti Socialiste 115 députés, exactement la moitié de l'Assemblée : c'est-à-dire que pour faire adopter ses projets il a besoin d'au moins une voix supplémentaire.

Cependant, et là encore contrairement à ce que prévoyaient beaucoup de gens, le BE n'est pas devenu la « béquille » des socialistes. Pour le vote du budget de l'an passé, le PS a négocié le soutien du Partido Popular (le parti le plus à droite) et sur les questions centrales de la politique économique et du transfert de souveraineté à l'Union Européenne il compte sur le soutien du principal parti d'opposition (le PSD, centre droit). Cette année la droite — qui a voté les budgets du PS depuis 1995 — a menacé de retirer son soutien au budget, ce qui pourra conduire à des élections anticipées en 2001 au cas où les socialistes ne trouveraient personne pour les soutenir.

Nouveaux thèmes à l'ordre du jour

Un des thèmes qui est soulevé avec le plus d'insistance par le BE est celui de la réforme fiscale. Avant la discussion du Budget 2001, ses députés ont présenté un ensemble de 16 lois (voir encart en p. 14), avec des projets sur le secret bancaire, l'impôt sur les grandes fortunes et autres. Ces projets correspondent au profil d'interven-



Luís Fazenda et Francisco Louçã

tion du BE — il s'agit de montrer à la population que ce gouvernement n'est pas disposé à adopter des mesures élémentaires d'un gouvernement de gauche, dont certaines sont en vigueur dans les autres pays de l'Union Européenne. Bien que le PS ait accepté certains des projets, le BE est parvenu à mettre en évidence que le PS ne veut pas toucher aux privilèges des riches (plus de deux tiers des entreprises au Portugal ne paient pas d'impôts, en déclarant frauduleusement des résultats nuls ou déficitaires).

En ne reculant pas sur l'exigence d'une réforme fiscale globale, le BE a renforcé dans l'opinion publique le sentiment que cette réforme est nécessaire et que la responsabilité de la situation actuelle d'escroquerie généralisée incombe aux partis du centre et de la droite.

L'exigence d'une nouvelle approche des drogues et de la toxicodépendance a été un des autres thèmes centraux d'intervention

* Luís Branco est membre de la direction du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IV^e Internationale), une des composantes du Bloc de gauche aux côtés de l'Union démocratique populaire (UDP, d'origine maoïste), de Política XXI (issue d'une rupture au sein du PCP) et d'indépendants.

1. Bloc de gauche (BE). Pour mieux connaître le Bloc de gauche on se reportera aux articles publiés dans *Inprecor* n° 439/440 (septembre-octobre 1999), n° 441 (novembre 1999) et n° 445 (mars 2000).

du BE, et son groupe parlementaire a imposé ce sujet à l'ordre du jour en juin dernier. La toxicodépendance reste le principal souci des Portugais, avant le chômage ou la crise du logement. Si nous y joignons le souci de l'insécurité — qui dérive directement de la toxicodépendance — et la réponse répressive que le pouvoir politique a donné à ces inquiétudes, nous avons la dimension réelle du problème.

Il y a au Portugal entre 70 000 et 150 000 toxicodépendants (vu le manque de

statistiques officielles, tels sont les chiffres acceptés par les médecins), c'est-à-dire qu'il n'y a pas une seule famille qui ne soit affectée directement ou indirectement par ce problème. Le pourcentage de la population infectée par le VIH au Portugal est celui qui a le plus augmenté en Europe. Et la majorité de ceux-là sont des toxicodépendants, tout comme 70 % des détenus dans les prisons portugaises, pour la plupart condamnés pour de petits délits associés à la consommation.

A l'Assemblée de la République, le BE a proposé des modifications à la loi sur la drogue, en vue de dépénaliser la consommation, d'établir le commerce passif des dérivés du cannabis et la prescription médicale de l'héroïne aux toxicodépendants. Nous nous prononçons aussi en faveur de l'ouverture de salles d'injection assistée et pour l'échange de seringues dans les prisons. Suite à cette inscription à l'ordre du jour imposée par le BE, le gouvernement s'est vu obligé à répondre avec son propre

Modifier la fiscalité

« L'État opprime et la loi triche ; l'impôt saigne le malheureux ; nul devoir ne s'impose aux riches ; le droit du pauvre est un mot creux. » Prenant au mot ces sentences de l'Internationale, le Bloc de gauche ne se limite pas à exiger une réforme fiscale. Ses deux députés ont déposé un ensemble de projets de lois visant à ce que l'impôt s'impose aux riches et à ce que la fiscalité ne se limite pas à saigner le malheureux. Nous résumons ci-dessous le contenu de ces projets de lois.

1. Secret bancaire

Conditions où l'administration des impôts a accès au compte bancaire :

- procès en justice rapide, avec garanties de défense et de recours, à l'initiative du Directeur Général des Impôts, si le contribuable ne présente pas les éclaircissements nécessaires ;
- création de juges spécialisés dans chaque district judiciaire ;
- maintien du secret professionnel auquel les fonctionnaires des impôts sont tenus ;
- accès direct : quand le fisc a la charge de la preuve, quand des données sont nécessaires pour l'instruction de procès, quand le contribuable bénéficie d'un régime fiscal spécial ou qu'il a émis des fausses factures.

2. Dispositions relatives aux zones offshore au Portugal

Suppression des exemptions fiscales prévues pour l'offshore, en ce qui concerne les opérations financières. Elle n'affecte pas les activités industrielles en zone franche.

3. Impôt de solidarité sur les grandes fortunes

Création d'un nouvel impôt, assis sur les patrimoines globaux d'une valeur supérieure à 100 millions d'escudos, ce qui représente moins de 1 % des familles portugaises qui détiennent plus de 10 fois la moyenne du patrimoine national. L'impôt

est fortement progressif, commençant avec un taux de 0,6 % pour 100 millions jusqu'à 1,2 % pour plus de 500 millions. Le patrimoine assujéti à l'impôt inclut les propriétés immobilières comme les valeurs mobilières (actions, titres, parts sociales). La détermination du patrimoine est faite par auto-évaluation, avec contrôle par échantillons, les contribuables se trouvant en-dessous du seuil de 100 millions n'étant pas tenus à déclaration. Sont exemptés les valeurs de retraites, les bijoux de famille, les antiquités, les indemnités, et l'habitation principale dans la mesure où elle est en train d'être achetée à crédit pour une période maximum de 20 ans. On introduit un critère de maximisation pour le total de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes. Les parts sociales sont partiellement exemptées quand elles sont fondées sur l'activité professionnelle dominante du contribuable.

4. Impôt

sur le patrimoine immobilier

Il annule l'impôt des collectivités locales et introduit la réévaluation de tous les bâtiments urbains et ruraux pendant l'année 2001 ; définit les critères pour la réévaluation des taux, crée des exemptions pour les 7 premières années après l'achat, après 7 ans de 50 % de sa valeur tant que court une hypothèque jusqu'à un maximum de 15 ans, ou de 15 ans s'agissant de bâtiments sous crédit mobilier ; établit un taux de référence de 0,6 % pour les bâtiments urbains et 0,3 % pour les bâtiments ruraux, ce qui signifie une baisse de l'impôt.

5. Impôt sur les

successions et donations

Annulation de l'actuel impôt, introduction de la TVA dans les transactions de bâtiments urbains, avec un taux différencié : exemption jusqu'à 15 millions d'escudos, 5 % jusqu'à 30 millions et 12 % au-dessus. La transaction d'immeubles ruraux est soumise aux frais de timbre à

hauteur de 5 % de leur valeur, ce qui contribue à la baisse des prix et à la transparence du marché du logement.

6. Modification

de l'impôt sur les automobiles

Annulation de l'exemption d'impôt pour les tout-terrains, sauf preuve qu'il s'agit d'instruments de travail pour activités agricoles ou autres.

7. Combat

contre la spéculation immobilière

Introduction d'une taxe frappant les logements vacants en zones urbaines d'habitation continue de plus de 30 000 habitants : 10 % la première année, 12,5 % la seconde et 15 % la troisième, sur la valeur patrimoniale, contraignant ainsi à la mise sur le marché de ces immeubles. Définition d'un programme de crédit bonifié pour la reconstruction des immeubles dégradés, élargissant ainsi le marché des locations et faisant baisser les prix, qui dans les villes portugaises sont parmi les plus élevés d'Europe.

8. Modification

du régime des bénéfices fiscaux

Annulation des bénéfices fiscaux injustifiés, augmentant de cette manière le rendement de l'impôt.

9. Levée du secret bancaire des entreprises débitrices vis-à-vis de la Sécurité Sociale

Autorise le Président de l'Institut de Gestion Financière de la Sécurité Sociale d'obtenir des institutions financières des informations nécessaires sur les entreprises qui auront plus de trois mois de dettes au système de sécurité sociale. Il s'agit de mettre en relief que les dettes envers la sécurité sociale ont augmenté et qu'il n'existe pas d'instruments efficaces pour les recouvrer.

10. Règles d'accès

aux subventions publiques

Obligation de fourniture d'informations bancaires nécessaires pour les contribuables qui désirent accéder à des subventions publiques.

11. Fonctions

du

Médiateur du Contribuable

Il sera élu par l'Assemblée de la République, ses pouvoirs augmentés ainsi que sa responsabilité d'intervention, particulièrement dans le cas de procès litigieux où les droits des contribuables seront mis en cause.

12. Corruption

et manque de transparence dans l'administration des impôts

Propose que les méthodes de contrôle bancaire soient d'abord appliquées aux fonctionnaires de l'administration des impôts.

13. Impôt

sur les transactions financières

Prélèvement de 40 % sur toutes les transactions financières dans les zones financières privilégiées. Évite l'évasion fiscale des entreprises financières, en particulier par le biais des provisions et autres instruments. Promeut fiscalement la réduction des horaires de travail et la création d'emplois dans les micro-entreprises.

14. Modification

de l'impôt sur le revenu

Augmente les déductions pour le travail dépendant et pour les dépenses d'achat de domicile, modifie les tranches de l'impôt. Introduit le taux de 12 % pour la tranche la plus basse et diminue tous les taux, sauf celui de 42 % (revenus de plus de 2 millions d'escudos). Introduit le quotient familial, qui baisse substantiellement les impôts pour les familles nombreuses les plus pauvres. Annule les taux libératoires et spéciaux, qui sont un moyen d'évasion fiscale.

15. Modification de la TVA

Exempte de TVA l'achat de livres scolaires recommandés dans le système d'enseignement. Réduit le taux de la TVA pour les micro-entreprises d'économie de proximité, la prestation de services dans les crèches et les maisons de retraite, ainsi que sur les matériaux recyclés de la filière du bois.

projet de loi qui décriminalisait la consommation de drogues, substituant à la peine de prison des amendes et d'autres sanctions. Au cours de la discussion en commission, le BE a réussi à améliorer significativement ce projet, dans le sens d'une quasi-dépénalisation. Le débat qui a traversé la société a été marqué par les propositions du BE, auxquelles la droite a répondu par la proposition d'un référendum, sans indiquer d'alternatives à l'échec de la politique actuelle. Ce ne fut qu'une victoire partielle : les propositions de rupture radicale avec le prohibitionnisme avaient été rejetées (mais des jeunes députés du PS et du PSD se sont abstenus, ne pouvant assumer un vote contre les amendements du BE)

Efficacité dans la discussion et les propositions

Lors des précédentes sessions parlementaires, ce n'est que très difficilement qu'étaient approuvés des projets de loi de la gauche parlementaire, sauf s'il s'agissait de questions subalternes du débat politique. Une fois de plus, le BE a contredit l'attente générale et a vu approuvées dans leurs grandes lignes certaines propositions importantes. La loi fondamentale sur la Sécurité Sociale a reçu le feu vert du parlement, et a été un des projets sur la table lors de la négociation de la loi finale, qui de fait contrecarre l'ambition des compagnies d'assurances de spéculer sur les retraites.

Le moratoire qui interdit la production d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et définit de nouvelles règles pour l'étiquetage des produits a été un autre des projets du BE approuvés par l'Assemblée. Au chapitre de la Santé, le BE a réussi à faire adopter l'installation de pharmacies publiques dans les hôpitaux et réglementer les médecines alternatives, auxquelles recourent aujourd'hui des centaines de milliers de personnes et dont se prévalent aussi bien des professionnels diplômés que des charlatans en quête d'argent facile. Pour obtenir l'adoption de cette loi, il a fallu une grande pression de l'opinion publique sur le PS, qui s'est toujours aligné sur les positions corporatistes de l'Ordre des Médecins.

La première loi votée par le BE a été celle qui a qualifié de crime public la violence familiale contre les femmes. Avant cette modification, le Code Pénal ne prévoyait l'ouverture d'une procédure criminelle que si la plainte avait été présentée par la victime, ce qui arrivait rarement. Suite à l'approbation en séance plénière sont passées en discussion en commission les lois du BE sur l'initiative législative populaire — qui établit

qu'une pétition signée par quatre mille personnes puisse soumettre une loi au débat du parlement — et la loi d'organisation de l'enseignement supérieur, qui définit les conditions minimales pour l'existence d'une université ou d'un institut polytechnique.

D'autres projets ont reçu l'approbation de la majorité. Lors du débat sur le Budget 2000, le BE a obtenu l'annulation de la dette



du Mozambique (alors victime d'inondations catastrophiques) à l'égard de l'État portugais, de même que la baisse de la TVA et l'inclusion des préservatifs dans les dépenses de santé. Ont été aussi approuvées des propositions et motions du BE pour la liberté de la presse et les droits de l'homme en Angola, de protestation contre les assassinats commis par la police de Porto parmi les gitans et les toxicomanes, contre les condamnations à mort de Mumia Abu Jamal et du dirigeant du PKK Oçalan, contre la guerre de Tchétchénie, pour la solidarité avec la lutte des enseignants au chômage et d'autres.

Si le BE a élaboré certaines lois avec l'objectif d'arriver à les faire voter, il ne s'est naturellement pas borné à cela. C'est ainsi que certains projets du BE ont été rejetés, en particulier au sujet de la liberté religieuse, bien qu'on ait abouti au vote de la révision du Concordat entre le Portugal et le Vatican et qu'on ait entamé finalement un processus législatif concernant les privilèges de l'Église catholique.

La combinaison du dialogue sur les projets importants pour le pays avec la radicalité sur les questions politiques et symboliques a marqué la première année parlementaire du BE. C'est ainsi que les députés ont reçu le président brésilien Fernando Henrique Cardoso vêtus de T-shirts du Mouvement des Sans-Terre et qu'ils ont critiqué le sénateur corrompu Antônio Carlos Magalhães, personnage-clé de la dictature brésilienne, quand il a été officiellement reçu à S. Bento. De même, en septembre 2000, Francisco Louçã et Luís Fazenda ont quitté la salle

quand le roi d'Espagne y a pénétré pour y être solennellement reçu. Les discours des députés en des occasions comme l'anniversaire de la Révolution de 1974 ou le transfert de Macao sous la souveraineté chinoise ont eu une grande répercussion médiatique et grâce à eux on a perçu la différence entre les partis du système et le profil radical et nettement marqué à gauche du BE.

L'année prochaine

En ce moment, le Portugal vit une crise politique ouverte et le scénario d'élections anticipées en juin est plausible. D'ici là, nous avons l'élection présidentielle en janvier 2001, où le BE présente l'historien Fernando Rosas, qui a été plusieurs fois candidat sur les listes du PSR. Il s'agit d'une élection dont le vainqueur est connu d'avance

— Jorge Sampaio, l'actuel président soutenu par le PS — mais à laquelle la crise politique donne une importance qu'on n'attendait pas au départ. Maintenant, chaque candidat se trouve davantage " collé " au parti qui le soutient et la campagne est plus centrée sur des alternatives concrètes pour le pays.

L'objectif électoral de Fernando Rosas est de parvenir à consolider la croissance du BE et de capitaliser pour le BE le soutien d'un secteur croissant de la gauche qui perd ses illusions sur le gouvernement d'António Guterres. Pendant la campagne — la première quinzaine de janvier — le parlement ne se réunit pas, ce qui centre l'activité politique exclusivement sur les présidentielles. Dans ces élections, la droite se présente divisée, avec deux candidats qui ensemble n'aspirent pas à plus de 30 %. Le PCP traverse une crise interne qui connaîtra des développements à son congrès de décembre, où la ligne " orthodoxe " de type stalinienne sectaire qui domine l'appareil se prépare à écraser l'opposition interne (qui va des pro-PS à ceux qui défendent le dialogue entre les gauches pour trouver une alternative). Le candidat présenté est un conseiller municipal de Lisbonne, inconnu de la population, et l'inconnue pour le moment est de savoir s'il ira jusqu'à disputer l'élection ou s'il soutiendra Sampaio en fin de compte.

Pour certaines initiatives, le plan d'action pour les prochains mois est semblable à celui de l'an dernier : donner de l'écho au travail parlementaire grâce aux débats publics, le " Parlement Ouvert " où les députés parcourent le pays pour discuter et recueillir

opinions et propositions sur le budget de l'État et sur d'autres thèmes de l'actualité politique. Il faut rappeler que les deux députés ont été élus dans la circonscription de Lisbonne mais, depuis, ils ont assumé la

dimension nationale de leur mandat et des thèmes qu'ils ont soulevés en séance plénière de l'Assemblée. C'est ainsi que ces initiatives où ils "rendent compte" aux citoyennes et aux citoyens se tiennent de

façon décentralisée. D'autre part, le BE a installé à l'Assemblée une ligne téléphonique gratuite pour recueillir critiques, commentaires et suggestions en provenance de tout le pays.

Aperçu des projets de loi présentés par le Bloc de gauche jusqu'en juillet 2000

● Violence contre les femmes au sein de la famille, crime public : Élimine la nécessité de dépôt de plainte de la part de la victime, retirant ainsi à l'agresseur la capacité de forcer la victime à abandonner les poursuites judiciaires.

● OGM : soumission de la loi au principe de précaution : Établit les termes de l'investigation scientifique dans le domaine de la biotechnologie agricole, interdisant la production et la commercialisation de produits agricoles OGM.

● Réglementation des Médecines non conventionnelles : Reconnaît la liberté de choix individuel en matière de méthodes thérapeutiques et permet l'établissement de critères de qualification des services et des professionnels des pratiques médicales non conventionnelles.

● Création de pharmacies publiques et mesures pour le développement et la rationalisation du Service National de Santé : Élargit la responsabilité des pharmacies hospitalières à tous les malades en traitement ambulatoire, bénéficiaires du RMI et retraités aux pensions inférieures au salaire minimum. Institue un formulaire national du Médicament, qui soumet au marché public les approvisionnements et impose la prescription de génériques.

● Interdiction de la mise à mort de taureaux : Interdit la pratique. Prévoit, pour les "Barrancos", un régime transitoire qui permette la concertation avec les collectivités locales et les populations. Application de la loi sans exception d'ici 5 ans.

● Contrat de travail à durée déterminée : Impose des limites de validité (1 an) et la reconduction des contrats à durée déterminée. Limite encore les situations où il est permis de signer de tels contrats.

● Mesures de protection des unions de fait : Élimine de la loi la discrimination en fonction de l'orientation sexuelle et élargit l'éventail des droits reconnus aux couples en union de fait.

● Modification du régime juridique de l'adoption : Reconnaît aux couples en union de fait le droit à l'adoption.

● Régime du secret bancaire : Ouvre l'information bancaire au contrôle de l'administration des Finances.

● Révocation des dispositions légales relatives aux zones franches au Portugal : Détermine la suppression des zones franches sur le territoire national.

● Dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse

● Mesures préventives et punitives à l'encontre de la violence dans le sport : Interdit pour 5 à 10 ans l'accès aux spectacles sportifs aux éléments coupables de pratique d'actes violents ou d'incitation au racisme et à la xénophobie.

● Loi sur la liberté religieuse et la laïcisation de l'État : Révoque le Concordat et les privilèges fiscaux de l'Église. Suppression de l'enseignement religieux dans les écoles publiques et de la représentation des confessions religieuses dans les cérémonies officielles d'État.

● Financement de l'activité des partis politiques et des campagnes électorales : Établit des critères de transparence dans les comptes des partis, interdisant leur financement par des entreprises.

● Mesures pour l'éducation sexuelle dans les écoles : Crée un lieu d'écoute pour les élèves dans les établissements et modifie les cursus et les formations des enseignants pour introduire des contenus en relation avec l'éducation sexuelle dans diverses disciplines.

● Contraception d'urgence : Distribution gratuite dans les centres de santé et vente dans les pharmacies sans ordonnance.

● Retraites de l'ancien régime de la fonction publique : Alignement des actuelles pensions de l'ancien régime sur celles des fonctionnaires en activité de catégorie et d'échelon équivalents. Maintien du régime spécial des enseignants.

● Séparation des marchés de stupéfiants et lutte contre la toxicodépendance : Dépénalise la consommation des stupéfiants et réglemente la distribution contrôlée, dans le cadre du Service National de Santé, des opiacés aux toxicodépendants. Autorise la création d'établissements de commerce passif de "drogues douces". Établit les bases d'un nouveau système intégré de prévention et de traitement de la toxicodépendance.

● Loi-cadre sur la Sécurité

Sociale : Institue un régime universel de prestations familiales qui soutienne de façon spécifique les familles monoparentales et à faibles revenus. Établit une contribution de solidarité au financement du système — qui repose sur les grandes fortunes et les revenus du capital en Bourse ; convergence planifiée de la retraite minimum avec le salaire minimum ; réduction de l'âge de la retraite à 65 ans, avec flexibilité jusqu'à 70 (avec augmentation de la pension).

● Processus de régularisation extraordinaire des immigrés clandestins : Admission de tous les citoyens entrés avant le 31 décembre 1999. Sanctions pour les entreprises et particuliers qui,

employant un clandestin, se refusent à lui délivrer un certificat de travail.

● Droits des familles monoparentales et biparentales : Crée des formes de soutien à ces familles, grâce à des mesures de caractère fiscal et de facilitation de l'accès au logement.

● Réduction des périodes normales de travail à 35 heures : Réduction immédiate de l'horaire de travail à 38 heures par semaine. Réduction d'une heure par an, sans réduction de salaire et de droits, jusqu'à 35 heures. Des rythmes plus accélérés sont possibles dans certains secteurs. Décompte de toutes les pauses et interruptions occasionnelles comme faisant partie du temps de travail.

● Initiative législative citoyenne : Distingue entre initiatives de type expositif — la pétition — et initiatives qui doivent prendre la forme de législation, changeant la relation entre citoyens et pouvoirs. Avec le seuil de 4000 signatures, le BE propose une échelle de référence d'autres initiatives citoyennes (constitution d'un parti — 5000 — ou d'une candidature présidentielle — 7500).

● Système d'organisation de l'enseignement supérieur : Interdit le fonctionnement d'établissements d'enseignement publics ou privés qui ne réunissent pas les conditions minimales. Définit des conditions spéciales pour des contrats de programme et le soutien à l'action sociale. Met fin aux exceptions instituées, comme l'Université Catholique. Définit un conseil de régulation de l'Enseignement Supérieur, incluant le gouvernement, des particuliers et les syndicats. Maintient les sous-systèmes universitaire et polytechnique, développant dans les deux l'enseignement de post-graduation.

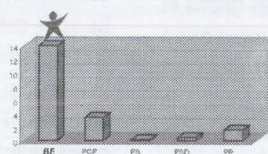
● Suspension du procédé de co-incinération au Portugal : Promeut l'obligation de recyclage et de régénération des huiles et solvants dans le délai maximum d'un an.

● Mesures de réduction des risques pour les toxicodépendants — création de salles d'injection assistée : Définit les règles de fonctionnement des salles d'injection assistée et de leur supervision. Crée des services d'information pour le traitement des toxicodépendants.

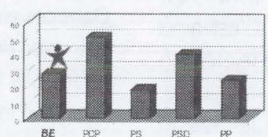
● Définition d'une politique d'immigration qui préserve les droits de l'homme : Renforcement du droit de recours, avec suspension du refus d'entrée et de l'expulsion, renforcement du droit d'assistance juridique ; cabinet de soutien aux citoyens étrangers ; interdiction des expulsions collectives ; révocation de la loi sur le travail des étrangers, et inclusion des immigrés dans la loi commune ; facilitation des conditions d'obtention du permis de travail et de séjour, avec un système de reconduction automatique.

● Régime spécial de retraites anticipées pour les danseurs de la Compagnie Nationale de Ballet : Retraite à partir de 45 ans, après 20 ans d'activité, dont 10 à temps plein, ou à 55 ans, après 10 ans de travail à temps plein. La mesure se justifie par l'exigence physique permanente d'entraînement à laquelle ces professionnels sont assujettis.

PROPOSTAS DE LEI POR DEPUTADO*



PROPOSTAS DE LEI POR PARTIDO**



Nombre de propositions de lois déposés par député (en haut) et par parti (en bas) : le Bloc a réveillé le Parlement !

L'accord sur la représentation parlementaire entre les partis qui ont constitué le BE prévoyait la rotation des mandats au long des quatre années. Depuis le jour de l'élection il a été affirmé que Francisco Louçã resterait à S. Bento la première année du mandat, et qu'il serait remplacé au début de septembre. Néanmoins, du fait de la crise centrée sur la discussion du budget et des questions fiscales — dossiers qu'il avait traités depuis le début — la direction du BE a décidé de ne pas faire la rotation à ce moment. Si tout va comme prévu, après la discussion du budget, Francisco Louçã sera remplacé par la sociologue Helena Neves, ex-dirigeante du PCP, et restera à la direction politique du BE. On ne sait pas encore quelles seront les conséquences de cette substitution, du fait que jusqu'à maintenant l'image du BE a été très centrée sur l'action parlementaire et la figure des députés. Mais la diversité des porte-parole du BE ne manquera pas d'exprimer la diversité politique du mouvement.

Les thèmes politiques que soulèvera le BE l'année prochaine dépendent aussi du calendrier électoral. Au cas où serait écartée l'hypothèse d'élections anticipées, les conditions peuvent être réunies pour promouvoir la campagne pour la dépénalisation de l'avortement — en 1998, le référendum ne fut pas concluant (moins de 50 % d'électeurs ont participé, et le résultat fut la victoire de justesse des "pro-vie"). Cette campagne mènera inévitablement à un référendum, où la manipulation et la démagogie de la droite doivent recevoir de la part de la gauche une réponse à la hauteur, contrairement à la campagne honteuse de 1998. Cependant, si se confirme l'hypothèse d'élections législatives en juin, et avec la certitude d'élections municipales pendant le dernier trimestre, les conditions ne seront pas réunies pour réaliser une consultation avec une participation importante. ■

800 20 40 27
LINHA ABERTA DO BLOCO NO PARLAMENTO
DE 2ª A 6ª, DAS 14:30 ÀS 19H

**ideias
sugestões
comentários**

Bloco
de Esquerda

Présente partout, l'affichette de la ligne ouverte (gratuite) du Bloc au Parlement permet à chacun et à chacune de discuter avec la gauche radicale.

Fausto Bertinotti

Réflexions sur la mondialisation et les perspectives du mouvement ouvrier

Secrétaire du Parti de la refondation communiste d'Italie, Fausto Bertinotti* vient de publier en Italie un nouveau livre sous le titre « *Le idee che non muoiono* » (Les idées qui ne meurent pas).

En estimant que la problématique abordée dans ce livre est susceptible d'intéresser des militants du mouvement ouvrier et des intellectuels de gauche d'autres pays, nous en publions des extraits, suivis par une analyse de notre collaborateur Livio Maitan.

Nous devons nous poser la question de savoir pourquoi et comment un mouvement né pour la liberté de tout le monde a pu déboucher en réalité sur des formes d'oppression. Le mouvement historique du communisme est appelé à donner une réponse, en dépit de toutes les difficultés que cela comporte. Il serait plus facile, voire plus acceptable intellectuellement, de développer une critique des aboutissements d'une idéologie carrément d'oppression. Mais nous devons aborder le cas contraire : celui d'une idéologie et d'une culture de la libération, qui représente le point le plus haut atteint par l'idée de liberté dans l'histoire de la pensée humaine. Nous devons donc supposer qu'au cours des événements les forces qui se sont réclamées de cette idéologie, dans la plupart de leurs expériences, ont contredit radicalement le projet d'où elles étaient issues (...)

Les idées de Marx ont connu un développement au moins tridimensionnel. La première dimension est celle du communisme idéal, c'est-à-dire du développement de l'ensemble de la doctrine, de l'idéologie, de la culture qui découlaient de l'approche marxienne ; la deuxième est représentée par les expériences étatiques post-révolutionnaires qui ont suivi la révolution de 1917 en Russie (...); la troisième est celle de l'histoire du mouvement ouvrier dans son ensemble et, au sein de celui-ci, l'histoire des mouvements, de la lutte de classes et de ses expressions politiques telles qu'elles se sont développées en Europe occidentale. Ces éléments dans leur ensemble configurent l'histoire d'un siècle du mouvement ouvrier. Dans ce bilan global, au lieu de partir des erreurs et de la faillite des pays de l'Est, des raisons et causes motrices de cette faillite, qui posent, par ailleurs, des interrogations

gigantesques, il est opportun et nécessaire de réfléchir d'abord sur la pensée de Marx.

Je partage l'opinion des chercheurs marxistes qui, au cours des dernières décennies, ont expliqué que Marx a représenté le point le plus haut de la pensée politique, qui réside justement dans le concept de révolution. Toutefois, si on juge sur la base de l'expérience historique, il faut dire que sa pensée comporte également des éléments de mûrissement et de vide, qui, certes, n'expliquent pas les événements, même tragiques, qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier, mais ne sauraient être minimisés dans la mesure où ces "vides" ont ouvert le chemin aux erreurs qui se sont produites par la suite.

Marx et ses héritiers

Mais, avant de s'occuper de ces brèches, il faut réfléchir sur l'héritage et les héritiers. En ce qui concerne le communisme idéal je

* Fausto Bertinotti, né en 1940 dans une famille ouvrière, est surtout connu pour son engagement syndical, à Novare, à Turin et au secrétariat national de la CGIL. A la fin des années 1980 et au début des années 1990 il a été le principal dirigeant du courant syndical de gauche *Essere sindacato* (Être un syndicat). Après avoir milité au sein du Parti socialiste italien, il a rejoint le PSIUP (scission du PSI en 1964), puis a été membre du PCI. Depuis 1994 il est secrétaire du Parti de la refondation communiste, fondé en 1991 à la suite d'une rupture du PCI, devenu PDS (Parti démocratique de gauche, puis DS — Démocrates de gauche). Il est député du PRC au Parlement italien et au Parlement européen. Il a publié, entre autres, *Tutti i colori del rosso* (Toutes les couleurs du rouge), 1995, et, en collaboration avec Alfonso Gianni, *Pensare il '68* (Penser 1968), 1998 et *Le idee che non muoiono* (Les idées qui ne meurent pas), éd. Ponte alle Grazie, 2000, dont nous avons extrait les fragments publiés ici. Le choix des extraits, le titre et les intertitres sont de la rédaction de *Inprecor*.

persiste à croire que la pensée de Marx sur la liberté n'a pas été dépassée, même s'il y a eu de grands penseurs communistes tout au long d'un siècle, par exemple Gramsci, qui, à un moment historique déterminé, a marqué une nouvelle évolution du marxisme, sans oublier les apports gigantesques des grands révolutionnaires qui ont combiné action et pensée dans la première décennie du XX^{ème} siècle, de Kautsky à Rosa Luxembourg, de Trotsky à Lénine, ni de grands contemporains comme Sweezy et Marcuse. C'est surtout au cours des dernières décennies qu'il y a eu un obscurcissement du noyau le plus radical de la pensée de Marx. Cet obscurcissement n'est pas seulement déterminé par un grand événement historique, c'est-à-dire la défaite du dernier grand mouvement qui a soulevé la question de la révolution : je me réfère à la révolte ouvrière et étudiante de la fin des années 1960, dont la défaite a incontestablement fermé une porte à l'évolution de la pensée marxiste. Mais même avant cette défaite — et encore plus après — le thème de la liberté a été avancé dans des termes assez similaires à ceux qu'on utilisait avant Marx, c'est-à-dire par une juxtaposition de liberté et d'égalité et une tentative de composition entre ces deux termes qui, dans le mouvement communiste lui-même, semblent plus proches de la pensée démocratique que de la pensée originale de Marx.

Après l'avènement du fordisme-taylorisme la pensée marxiste a connu un infléchissement scientiste, qui a amené à concevoir le développement des forces productives et de la technique, fondamentalement, comme une base nécessaire pour la poursuite d'un processus d'émancipation sociale et de liberté. (pp. 29-32)

(...) Malgré l'obscurcissement du projet que Marx conçoit comme base d'une liberté humaine et malgré les limites de sa pensée et les erreurs qui se sont produites tout au long d'une expérience historique qui s'est réclamée de Marx — dans deux directions, aussi bien par l'oubli de l'inspiration la plus forte et la plus révolutionnaire de Marx que par les conséquences extrêmement négatives qui se sont produites en exploitant les brèches que ses silences ont laissées ouvertes — malgré tout cela, Marx se confirme comme celui qui a découvert une loi fondamentale de l'histoire, c'est-à-dire que le capitalisme est négateur de liberté et que cette liberté qui peut se produire dans son cadre est le résultat d'un processus historique qui a des liens avec le communisme, les luttes et les tentatives de le

réaliser. (p. 42)

(...) Je reste convaincu que notre critique principale à l'expérience des pays du socialisme réel vise leur pénurie de socialisme (...). Toutefois, la pénurie de socialisme n'explique pas entièrement la carence de démocratie et l'existence des formes d'oppression contre les personnes. Mais tout cela ne peut être réellement expliqué si on n'a pas à l'esprit, justement, l'idée de libération chez Marx, qui indique comme l'étoile polaire la perspective humaine d'une libre activité pour tout le monde.

Pourtant, tout en affirmant ceci, nous devons être tout à fait conscients que nous avons plus que jamais besoin d'une théorie de la légalité. (...) Il y a donc un élément supplémentaire, spécifique qui doit être abordé dans le processus de transformation de la société capitaliste, dont le centre reste le dépassement de la propriété privée et la socialisation du travail, en d'autres termes, la libération du travail. Cet aspect ne saurait être négligé : nous avons besoin d'une théorie de l'État, de la légalité et de la démocratie. A ce propos les penseurs libéraux et démocratiques avaient raison, tout en ayant tort pour l'essentiel. (p. 45)

(...) Dans la phase précédente du développement de la société capitaliste il y avait eu un affrontement entre les projets réformistes et les projets révolutionnaires. Or, les uns et les autres ont essuyé une défaite. En ce qui concerne le projet réformiste, je me réfère aussi bien au réformisme du mouvement ouvrier qu'au réformisme bourgeois (par rapport à celui-ci notre critique est encore plus efficace et pertinente). Mais aujourd'hui nous devons avoir une attitude encore plus radicale. Nous n'assistons guère à une atténuation des inégalités mais à leur accentuation de tous les points de vue. Pourtant, ce processus se développe sans être contrecarré par les gouvernements de centre-gauche. (p. 65)

Conscience de classe et crises du marxisme

(...) Comme l'on sait, il y a toujours eu deux interprétations critiques, l'une qui attribuait à Marx une lecture tout à fait progressiste du capitalisme, l'autre qui ne saisissait que le côté négatif que seul le plein développement de la lutte de classes pourrait renverser. Ce paradoxe nous aide même aujourd'hui à réfléchir sur la complexité tant du capitalisme que de la lutte de classes, mais sans doute aussi sur la condition sociale et humaine dans le capitalisme.

Dans une certaine mesure cela peut être saisi si on réfléchit sur le sort de la classe

ouvrière elle-même. Elle a été le fondement de l'accumulation capitaliste par sa nature de force de travail et en même temps elle est le sujet de la transformation dans sa condition de classe et de conscience de classe acquise. Il faut, toutefois, comprendre qu'il s'agit d'une simplification puisque c'est dans ce processus historique lui-même que peut être résolue une question qui, sinon, serait sans solution. En effet, s'il existait une aliénation capitaliste totale, il serait impossible de concevoir en même temps la possibilité de se libérer de cette aliénation. Il faut alors utiliser une formule utilisée par Claudio Napoleoni (1), c'est-à-dire admettre qu'il y a un résidu, c'est-à-dire quelque chose qui dans quelque mesure échappe à l'aliénation capitaliste tout en étant connectée à celle-ci. (pp. 88-89)

(...) Sans la critique du travail salarié il n'y a aucune possibilité de matérialiser une contestation radicale du système capitaliste, ni de fonder un nouveau sujet révolutionnaire, ni de saisir ces deux grandes questions. J'estime toujours que les différentes crises du marxisme ont eu un lien avec l'évolution de la conscience de classe. Par exemple, au début du XX^{ème} siècle on s'était rendu compte que, contrairement aux prévisions, l'accroissement de la conscience de classe n'avait pas une progression linéaire et ininterrompue. Cette simple constatation avait eu des effets importants sur des certitudes théoriques dans l'évolution de la pensée marxiste.

Tout en ne glissant pas vers une approche déterministe, il est incontestable que les différentes crises du marxisme sont en rapport avec des changements fondamentaux de la société capitaliste. Donc, la conscience de classe peut être en rapport aussi bien avec une grave défaite qu'avec un effet de déplacement provoqué par la capacité du capitalisme de changer ses propres structures. Cela peut se produire tant par un processus hégémonique direct que par une obstruction des projets antagonistes. Cet effet de déplacement a été le résultat de plusieurs éléments : notamment la défaite représentée par l'échec du mouvement des étudiants et des ouvriers de la fin des années 1960, l'écroulement des régimes de l'Est et le développement de cette révolution capitaliste qu'on appelle aujourd'hui "mondialisation". Ces trois éléments ont déterminé un changement de scénario qui se répercute sur la question du travail. La thèse de la fin du travail a été tout à fait démentie. Il faut, toutefois, se poser la question de savoir pourquoi elle a été soulevée. Ma réponse est que justement l'apparition de cette thèse contribue à démontrer que c'est la question du

1. Claudio Napoleoni, *Il valore*, éd. Isedi, 1976.

travail qui est l'enjeu. En d'autres termes, pour faire valoir l'idée de la fin du conflit dans un modèle de société global il faut s'efforcer de faire disparaître de la scène sociale le travail lui-même.

Toujours est-il que le travail n'a pas disparu : il a été profondément révolutionné. Nous sommes désormais en condition de rassembler de nombreux éléments d'enquête et d'analyse sur la nouvelle condition du travail, un véritable tableau d'ensemble aussi bien au niveau mondial qu'au niveau régional. Nous sommes également en condition d'observer les modifications qui ont lieu tant dans l'organisation du travail que dans la composition sociale. Mais nous ne disposons pas encore d'une clé d'interprétation unitaire. (pp. 93-94)

Étape actuelle du capitalisme

(...) A l'étape actuelle du développement du capitalisme, il faut saisir un autre aspect de la réorganisation du travail, qui détermine, vers le bas, une modification de la composition sociale, stimulée par l'effort d'acheter la force de travail au prix le plus bas. Il faut y ajouter la révolution de l'informatique et de la communication.

Cette composante de la révolution du capitalisme concerne directement l'organisation du travail. En fait, elle modifie non seulement le rapport de processus productif, d'espace et de temps, mais aussi le rapport du capital financier et du capital productif, dans le sens que la financiarisation est un processus découlant dans une mesure décisive de la possibilité de déplacer les capitaux au delà des frontières en temps réel. Cela implique une poussée importante vers une déterritorialisation de la production. Ainsi, le rapport de facteurs matériels et de facteurs immatériels de la production change radicalement et la distinction entre travail manuel et travail intellectuel connaît également un bouleversement. Il suffit de considérer la figure du typographe et du journaliste pour comprendre la profondeur de mutation de l'espace, du temps, du rapport entre bases matérielles et immatérielles dans le processus de production.

Mais cette modification structurelle du travail et de la production, de leur rapport avec la société s'insère dans une mutation du rapport plus général entre production et culture. Il me semble que cela se produit dans deux directions. La première est celle de la pensée unique analysée par Ignacio Ramonet, qui souligne la construction progressive d'un point de vue organique et fonctionnel à cette révolution du capital et des technologies soumises au capital. La

deuxième est celle qui s'efforce de briser les espaces d'autonomie qui, tout en étant intégrés dans la division capitaliste du travail et fortement marqués par la montée des classes subalternes, avaient caractérisé le cycle précédent. A l'époque on avait, en effet, conquis des espaces importants dans les processus culturels, scientifiques et artistiques, parfois à l'intérieur même de cadres institutionnels, dont celui de l'école, en réussissant à influencer, par le conflit de classes, l'organisation du travail dans son ensemble.

C'est justement tout cela qui est remis radicalement en question à l'heure actuelle. Une intellectualité diffuse est en train de se former, avec une nouvelle place dans la division sociale du travail et des savoirs. Il ne s'agit plus d'intellectuels qui opèrent une médiation entre production et société, organisent le consensus et, en même temps, produisent. Ce rôle classique des intellectuels est désormais en crise alors qu'en même temps naissent des intellectuels diffus, intimement liés au nouveau processus de production qui brise toutes les barrières entre production de biens matériels, de services et de culture. D'où une dimension de plus en plus totalisante au sein de laquelle les spécifications internes sont tout simplement techniques ou, en tout cas, dépourvues d'une autonomie quelconque. (...) Le système exige une renonciation totale à la pensée en tant que telle, de même que l'acceptation d'une séparation de capacité d'innovation du système et de progrès social. (pp. 107-9)

(...) [Au sujet de la féminisation du travail] il ne faut pas oublier qu'en même temps il existe une marginalisation constante des femmes du marché du travail. Le processus de privatisation de droits sociaux détermine une détérioration ultérieure de la vie des femmes, aussi bien directement que

par la médiation de la famille. Ce n'est pas par hasard qu'au cours de ce processus la famille est hypervalorisée en tant que cellule économique de base, comme lieu de compensation, encore une fois au détriment de la femme. On peut donc parler d'une féminisation du travail sous condition de ne pas oublier qu'il s'agit d'une féminisation pauvre, qui consiste à externaliser de nombreuses fonctions accomplies auparavant

par l'État-providence organisé et qui aujourd'hui sont assignées au système de la sous-traitance et à une utilisation distordue du "troisième secteur", soumis aux exigences de remplacement du public par le privé dans le cadre du processus de privatisation croissante.

En revanche, c'est dans une conception tout à fait différente des droits sociaux, de droits sociaux universels, misant sur une qualité élevée des prestations garanties, qu'on peut introduire le thème de la rétribution comme reconnaissance d'une prestation sociale. Je crois que cette approche peut se concrétiser dans la proposition d'un salaire social aux chômeurs et aux inoccupés de longue durée, que les députés du PRC ont présentée dans un projet parlementaire du premier février de cette année, et qui propose un revenu monétaire assuré par l'État à tous ceux qui se trouvent dans une telle condition douze mois après

leur inscription parmi les chercheurs d'emploi, et des services gratuits garantis par les administrations locales. (pp. 114-115)

Des choix différents étaient possibles

(...) Ce n'est pas que par un intérêt historique qu'il est nécessaire de faire un bilan du mouvement ouvrier et communiste du XX^{ème} siècle. Se pose en même temps le problème non seulement de redonner une crédibilité à la perspective de dépassement de la société capitaliste et donc d'avancer les raisons pour lesquelles le capitalisme ne doit pas être conçu comme une société sans alternative, une sorte de nouvelle fin de l'histoire, mais aussi d'expliquer pourquoi



Fausto Bertinotti

l'échec des expériences de construction de sociétés socialistes au cours du XX^{ème} siècle n'implique pas par lui-même l'échec de toute hypothèse de dépassement de la société capitaliste.

Selon moi, il ne suffit pas d'avoir une approche expérimentale, c'est-à-dire d'expliquer qu'il faut essayer et essayer à nouveau. Si on veut refonder une trajectoire, il faut garantir que de nouvelles tentatives ne parcourent pas les chemins déjà expérimentés. Je crois que, par rapport au passé, nous devrions même être en état de nous proposer une histoire contre-factuelle. En rejetant l'idée qu'on ne saurait écrire l'histoire avec des si, il faudrait réexaminer le siècle qui vient de se terminer et notamment quelques passages cruciaux justement ayant recours aux si, s'efforcer de partir de l'hypothèse que, dans l'histoire de la construction des sociétés autoproclamées socialistes, un choix différent aurait pu avoir un aboutissement bien différent. (pp. 175-76)

Dépérissement de l'État national

(...) Le processus de mondialisation balaie les pouvoirs et les compétences des États nationaux et projette ses propres lieux de gouvernement. Ceux-ci sont lointains et tout à fait indépendants des lieux de la démocratie représentative, même sous ses formes les plus diluées (...). On assiste, en fait, à un processus de crise profonde et, sous certains aspects, irréversible, de l'État-nation, qui pèse de moins en moins aussi bien dans la politique intérieure que dans la politique extérieure. Mais de cette crise il n'en découle pas du tout la disparition des États. Il en découle plutôt une modification profonde de leur rôle et une liquidation des processus d'élargissement de la démocratie qui s'étaient développés dans leur cadre comme résultat des luttes du mouvement ouvrier, du moins en ce qui concerne l'Europe. Ils pèsent moins, mais peu d'États pèsent beaucoup et depuis la fin de la guerre le nombre des États, loin de diminuer, est allé augmentant. La politique des grandes puissances, comme l'on a vu lors des événements des Balkans, pousse en effet vers la multiplication d'États dont la dimension territoriale se réduit à la moindre expression et qui parfois se définissent sur une base ethnique, mais ces États ont de moins en moins de pouvoir et d'autorité. En même temps, bien que le capital financier ait une dimension internationale, son centre a encore une localisation prédominante, surtout aux États-Unis, dont la superpuissance militaire et les formes d'organisation sociale qui la

soutiennent, constituent le cœur, le modèle et le moteur d'un nouveau système impérial fondant son pouvoir non sur le consensus, mais sur l'intégration de groupes sociaux restreints et l'exclusion de très larges secteurs de peuples et de populations de la vie économique, civile, culturelle et démocratique. La crise de l'État-nation va donc de pair avec la création d'un nouveau système impérial, qui a au centre les États-Unis et à la périphérie une myriade d'États soumis à ceux-ci ou par ceux-ci combattus. (pp. 192-193)

Esquisses d'un programme alternatif

(...) Un programme politique actuel doit esquisser à la fois une alternative de gouvernement de la société face aux politiques néolibérales et une alternative d'émancipation de régions importantes du monde face au modèle social induit par la mondialisation. Est-ce qu'il est possible de définir ce programme sans rouvrir en même temps la grande question du capitalisme et de son dépassement ?



De ce point de vue, il me semble que se pose justement le problème de l'Europe, d'une Europe où il soit possible de construire une alternative de société, fondée sur la critique de la guerre comme fondement d'un nouvel ordre mondial impérial, et une alternative aux politiques néolibérales. Ce passage — qui peut et doit comporter la construction de forces politiques pour l'alternative dans une dimension qui ne soit pas euro-centrique, mais soit capable de concevoir l'Europe comme une masse critique nécessaire pour avancer sur le chemin d'une alternative — devrait être nourri à nouveau par la critique de l'exploitation et de l'aliénation et par la formation d'éléments de communauté susceptibles de réaliser, sous des formes non utopistes, mais concrètes, des objectifs partiels.

Je voudrais être clair : je ne pense pas qu'il faille récupérer au niveau local ou territorial une idée d'objectif intermédiaire ou une idée d'autonomie d'une réalité par rapport à toutes les autres, disons, sous la

forme où dans les XX^{ème} siècle ont été esquissées les expériences des voies nationales au socialisme, fondées, entre autres, sur l'importance du rôle de l'État national à l'époque. Je voudrais reprendre ici l'intuition gramscienne des "casemates" à libérer dans la "guerre de classe" contre la société capitaliste.

A mon avis, cette intuition sur les "casemates" nous rappelle même aujourd'hui la nécessité d'occuper des espaces et des temps en les remplissant de contenus qui soient susceptibles d'échapper, tout en n'y réussissant pas complètement, à la logique de l'exploitation et de l'aliénation et, dans une certaine mesure, de se référer à cette société future dont la réalisation implique que le prolétariat ne peut exister que sur le plan de l'histoire universelle. Cette dialectique, pour ainsi dire, de la communauté et du monde esquisse les deux polarités dans le cadre desquelles il est possible de reconstruire une idée nouvelle de lutte des classes, une nouvelle idée de libération des hommes et des femmes, une idée de la vie qui avance le thème du communisme, rendu, d'un côté, historiquement nécessaire par la révolution restauratrice du capitalisme dont nous avons parlé, de l'autre côté, reconstruit subjectivement. L'élément le plus critique d'une telle perspective — en même temps que la disproportion entre sa maturité objective et l'immaturité dramatique de la subjectivité organisée du mouvement social, du mouvement ouvrier, des forces antagonistes au nouveau capitalisme — réside dans le hiatus qui, dans le cadre de la modernisation capitaliste actuelle, se produit entre exploités et exploités dans la perception et les cultures répandues au niveau des masses.

Le rapport causal entre malaise social, d'une part, et pouvoirs des patrons et des classes bourgeoises, d'autre part — qui a été au XIX^{ème} siècle un facteur déterminant de la croissance des organisations prolétaires, de la transmission de la conscience de classe dans des communautés socialement très marquées — s'est aujourd'hui dissipé à la suite d'une défaite historique, de nombreux abandons et changements de camp et d'une rupture, d'un déchirement, dans le tissu social, dans la composition de la classe. Voilà pourquoi ce rapport causal, qui auparavant était dans une certaine mesure le résultat d'un processus historique et d'un processus social, doit être aujourd'hui entièrement reconstruit. On ne saurait, selon moi, le reconstruire pédagogiquement ou du haut des états-majors, mais dans le vif d'une nouvelle expérience sociale, politique et culturelle. (pp. 206-208) ■

A propos du livre de Fausto Bertinotti : Convergences et remarques

Par
Livio Maitan*

L'index du livre que Fausto Bertinotti vient de publier, sous forme de réponses aux questions posées, avec une argumentation ample et serrée, par son collaborateur Alfonso Gianni, révèle par lui-même l'ambition de l'auteur : La liberté - L'égalité - Le travail - La valeur - Le besoin - Le communisme. En fait, il s'agit d'une série de réflexions, générales et ponctuelles, sur des questions théoriques et des expériences capitales du mouvement ouvrier au XXème siècle, d'analyses du capitalisme à l'heure de la mondialisation et d'esquisses de perspectives sociales et politiques pour le mouvement ouvrier d'aujourd'hui. En d'autres termes, l'inspiration fondamentale du livre réside en même temps dans la réaffirmation d'une continuité nécessaire avec les acquis et les luttes de plus d'un siècle d'histoire et dans une prise de conscience lucide de la nécessité impérieuse d'un profond renouveau, voire d'un nouveau départ tout court. Tous ceux qui comme nous continuent de se réclamer du marxisme révolutionnaire, ne peuvent que partager une telle approche. Qui plus est, nous sommes fondamentalement d'accord sur une série de conceptions méthodologiques et d'idées essentielles, qui, surtout au cours de la dernière décennie, ont été rejetées ou grossièrement distordues non seulement par les apologistes du capitalisme, chantres de la "pensée unique" mais aussi, à une échelle sans précédent, dans les rangs des partis sociaux-démocrates, des formations issues des anciens partis communistes et des syndicats sous leur influence. Essayons dans ce commentaire de souligner les points à notre sens les plus importants.

Convergences essentielles

D'abord, il est significatif que Bertinotti, qui déjà dans les débats d'il y a quelques années, avait réaffirmé l'actualité du marxisme et de l'idée de la révolution chez Marx, rappelle, y compris par des citations pertinentes, des textes comme La question juive, Les manuscrits économique-philosophiques de 1844 et L'idéologie allemande, en repre-

nant les thèmes de l'aliénation, de la libération et des fondements mêmes d'une nouvelle société, la société communiste. Pour notre part, nous apprécions notamment une citation tirée de L'idéologie allemande qui implique par elle-même le rejet de l'idée de socialisme dans un seul pays. Bertinotti souligne aussi que ce même texte, pour ne pas mentionner les Grundrisse, avance des réflexions sur la dynamique du capitalisme qui aident à comprendre le capitalisme de l'heure de la mondialisation (pp. 170-171). Par ailleurs, de nombreuses pages sont consacrées à une réaffirmation de la théorie marxienne de la valeur, avec des références à la critique classique de Piero Sraffa et aux remarquables contributions de l'économiste marxiste italien Claudio Napoleoni que Bertinotti et Gianni considèrent leur principal point de référence, sous plusieurs aspects à juste titre (1). Conclusion : les nouvelles formes d'exploitation suggèrent de relancer la théorie de la valeur-travail qui permet de comprendre comment le capitaliste contemporain extrait de la plus-value des nouveaux travaux, quelle que soit leur définition juridique (pp. 125-138).

En deuxième lieu, on ne peut qu'être d'accord avec Bertinotti, quelles que puissent être les différences de formulation ou d'accentuation, lorsqu'il rappelle l'opposition dans le mouvement ouvrier depuis sa naissance entre un projet réformiste et un projet révolutionnaire et sur la constatation que l'un et l'autre ont essuyé un échec. Nous sommes d'accord aussi sur l'ampleur des défaites, sous plusieurs angles, sans précédent que le mouvement ouvrier a subies dans les années 1980 et 1990. Il est juste de souligner, par ailleurs, que les partis sociaux-démocrates en ont en tiré une leçon allant dans la direction diamétralement opposée à celle qui se serait imposée, en diluant à l'extrême, voire en effaçant complètement, leur nature d'organisations du mouvement ouvrier et en acceptant désormais le cadre de la société capitaliste comme incontournable et la mondialisation soit comme un progrès soit comme une sorte d'évolution naturelle (2). D'autre part, Bertinotti critique aussi, à juste titre, ceux qui, malgré tout, maintiennent une sorte de conception



« campiste », c'est-à-dire s'inspirent du schéma stalinien et post-stalinien de l'affrontement entre pays capitalistes et pays « socialistes » ou, tout au moins, susceptibles de constituer des bastions anti-impérialistes (3).

Troisièmement, le livre de Bertinotti exprime un jugement sans ambiguïté sur l'échec du « socialisme réel » et indique dans cet échec l'une des causes de la profonde régression actuelle, politique et culturelle, du mouvement ouvrier. Mais son analyse se distingue non seulement de celle de la social-démocratie, mais aussi des analyses développées par des formations issues des anciens partis communistes et par ces intellectuels qui s'efforcent d'effacer les traces de leur passé. Il ne se limite pas à dénoncer l'absence de démocratie, les différentes formes d'oppression etc., mais il explique que la « critique principale » doit viser la « pénurie

* Livio Maitan est dirigeant de la IV^e Internationale et membre de la direction du Parti de la refondation communiste (Italie).

1. Pour notre part, nous partageons l'idée de Napoleoni selon laquelle « chez Sraffa il ne reste plus rien de la théorie de la valeur de Marx ni rien de ce qui découle comme conséquence de cette théorie » (Il valore, éd. Isedi, 1976, p. 175). Ernest Mandel va dans le même sens (cf. *Late capitalism*, Londres, 1976, pp. 12 et 290).

2. Dans un débat public avec Bertinotti, le secrétaire des DS (Démocrates de gauche), Veltroni, a prétendu que Nelson Mandela lui aurait dit qu'il est vain de s'opposer à la mondialisation comme de s'opposer aux phénomènes météorologiques. La comparaison est tout au moins boiteuse : la mondialisation est le résultat d'une dynamique et d'une entreprise de forces sociales et politiques et n'a absolument rien de fatal. Si on voulait être pointilleux, on pourrait ajouter que, comme tout bon écologiste le sait, les phénomènes météorologiques eux-mêmes ne sont plus tout à fait indépendants des comportements des sociétés humaines.

de socialisme ». L'expression peut apparaître un peu sommaire, mais elle touche à l'essentiel.

Finalement, il va de soi que nous sommes fondamentalement d'accord avec une série d'analyses sur le capitalisme à l'heure de la mondialisation, les effets de la diffusion de l'informatique et des nouveaux moyens de communication, les processus de différenciation, de fragmentation et de recomposition de la classe ouvrière, plus généralement des travailleurs salariés, et le dépérissement progressif de l'État national. A plus forte raison, nous sommes d'accord sur le point capital : les travailleurs salariés, loin d'être en train de disparaître, comme certains le prétendent, sont à l'échelle mondiale plus nombreux que jamais et ce sont eux, de même que tous ceux et toutes celles qui doivent vendre leur force de travail, que ce soit sous la forme la plus traditionnelle ou la forme la plus « moderne », qui sont toujours les sujets irremplaçables de la transformation révolutionnaire vers une société socialiste.

Quelques remarques critiques et points d'interrogation

Dans la phase actuelle du mouvement ouvrier à l'échelle internationale on ne saurait s'étonner qu'il existe des points de vue différents y compris entre ceux et celles qui partagent conceptions et approches sur les problèmes essentiels. De surcroît, même quand on est d'accord, il se peut que des problèmes soient abordés sous des angles différents, par des formules ou une terminologie différente, voire avec un autre appareil conceptuel. On ne saurait donc prétendre à une uniformité impossible dans les débats où nous sommes engagés. C'est pourquoi nous avons mis l'accent surtout sur les points de convergence. Cela ne nous empêche aucunement dans un but de clarification ultérieure, d'avancer maintenant des remarques critiques et de soulever quelques

problèmes.

Tout d'abord, le livre qui, rappelons-le, s'efforce de saisir la dynamique de l'économie capitaliste tant dans le passé qu'aujourd'hui, glisse sur un trait essentiel de cette économie, c'est-à-dire sur sa nature cyclique. Il est vrai qu'à un moment donné on rappelle que « la question de la crise » est « un élément lié à la société capitaliste et à son mode de production » (p. 134). Mais ce n'est qu'une allusion rapide et, plus généralement, se confirme dans ce livre une approche qui est présente dans le PRC et dans son entourage et qui consiste à sous-estimer, en fait, cette question cruciale. D'où notamment une propension à présenter des traits et des tendances du capitalisme actuel comme indéfiniment acquis, alors qu'un nouveau cycle — que personne ne saurait exclure, indépendamment des échéances et des manifestations spécifiques éventuelles — pourrait remettre en question choix macro-économiques, options technologiques et formes d'organisation du travail imposés aujourd'hui par les classes dominantes et leurs gouvernements.

Une telle sous-estimation se répercute aussi sur l'analyse des événements des deux dernières décennies, plus particulièrement en Europe. A juste titre, Bertinotti souligne la multiplicité des facteurs qui ont déterminé l'actuelle régression du mouvement ouvrier. Mais, sauf erreur, il n'y pas la moindre allusion à l'événement qui a constitué un clivage majeur, la récession de 1974-75. En dernière analyse, c'est ce changement à long terme du cycle économique qui est à l'origine des nouveaux choix économiques et sociaux qui ont marqué les années 1980 et 1990 et des orientations politiques qui en ont découlé. Est-ce que nous avons besoin, par ailleurs, de rappeler ici toutes les conséquences de la crise des années 1929-32, sans laquelle il serait impossible d'expliquer de manière exhaustive aussi bien l'avènement de Hitler au pouvoir que, en fin de compte, l'éclatement de la Seconde guerre mondiale ? De même, il y a incontestablement une multiplicité de facteurs à l'origine des options sociales et politiques en Europe capitaliste dans les années 1950 et 1960, mais est-ce que ces options auraient été possibles sans l'onde longue d'expansion d'à peu près un quart de siècle ?

Qui plus est, seule une compréhension du caractère cyclique persistant de l'économie capitaliste permet d'anticiper et de saisir tendances qui mûrissent et fractures potentielles, tôt ou tard inévitables, dans ce cadre qu'on prétend nous présenter de façon apologétique comme fin de l'Histoire. Il ne s'agit pas du tout de relancer des approches catas-

trophistes. Mais tout simplement de ne pas ignorer que ce sont les principaux dirigeants des puissances économiques qui se posent, parfois avec angoisse, la question de savoir combien de temps la phase actuelle pourra se prolonger et comment éviter une crise majeure aux répercussions mondiales.

Deuxième question. Dans un passage du livre que nous reproduisons, Bertinotti fait allusion à des « vides » dans la pensée politique de Marx qui auraient « ouvert le chemin aux erreurs qui se sont produites par la suite » (4). Or, comme l'auteur lui-même le souligne ailleurs, Marx a eu parfaitement raison de ne pas s'engager dans une préfiguration détaillée d'un État socialiste du futur, ce qui aurait représenté une régression vers le socialisme utopique. Mais on ne saurait oublier que chez Marx, sous certains aspects encore plus chez Engels, il y a une analyse de la nature de l'État qui reste fondamentalement valable jusqu'à aujourd'hui. Il y a aussi chez les deux théoriciens des analyses très pertinentes et pas du tout obsolètes sur des formes plus spécifiques de la domination politique bourgeoise (par exemple, à propos du bonapartisme). Qui plus est, si c'est surtout Engels qui insiste sur le concept de dépérissement de l'État dans la perspective d'une société communiste, des idées fondamentales sur le terrain d'une démocratie révolutionnaire et de l'égalité sont énoncées avec force dans l'essai de Marx sur la Commune de Paris. C'est significatif, par ailleurs, que Lénine ait repris ces idées dans *L'État et la révolution* quelques mois avant Octobre 1917.

Pour en venir finalement aux analyses esquissées sur les sociétés post-révolutionnaires, le processus de bureaucratisation n'a pas été, fondamentalement, la conséquence d'erreurs ou de carences théoriques, mais le produit de conditions économiques, sociales et politiques historiquement données. Bertinotti confirme à plusieurs reprises dans son livre sa critique radicale du stalinisme et cite, entre autres, sur la problématique de la transition, une page célèbre de la *Critique du programme de Gotha*. Certes, on ne saurait tout attendre d'un livre qui traite d'autant de sujets en deux cent pages. Toujours est-il qu'il ne souligne pas le fait incontestable que, au delà de ses dimensions politiques et culturelles, le stalinisme a représenté un phénomène social. C'est justement la cristallisation d'une nouvelle couche sociale privilégiée qui a poussé à l'extrême les dérives politiques et les mystifications idéologiques et permis qu'un régime despotique, instauré depuis la fin des années 1920, se maintienne pendant des longues décennies (5). A ce sujet, il paraît que Bertinotti,

3. Cf. p. 177. Un point de vue similaire est défendu encore aujourd'hui par des membres du PRC et a été exprimé dans une discussion sur la situation politique mondiale qui a eu lieu à la direction du parti en juin dernier. Sur la Chine les auteurs expriment des jugements critiques (p. 46).

4. Cf. p. 31. Dans un article assez récent Bertinotti a parlé d'une « absence », y compris chez Marx, d'une théorie de l'État (*Liberazione*, 3 septembre 2000).

5. Personne ne saurait prétendre que la bureaucratisation de l'URSS a été le produit de la thèse antimarxiste du socialisme dans un seul pays. C'est l'inverse qui s'est passé : cette thèse a été adoptée pour justifier le processus de bureaucratisation qui était en train de se dessiner.

qui mentionne les « *apports gigantesques des grands révolutionnaires* » parmi lesquels Trotsky (p. 31), n'a pas, toutefois, suffisamment réfléchi sur l'œuvre de celui-ci, de même que sur celles d'autres théoriciens comme, par exemple, Preobrajenski et Rakovsky, qui depuis les années 1920 avaient développé une analyse clairvoyante des problèmes cruciaux de l'accumulation économique et des structures politiques dans une société de transition (6).

Pourtant, l'auteur défend une approche méthodologique absolument correcte, lorsque, en opposition à ceux qui rejettent toute idée d'une « *histoire contrefactuelle* », il affirme que dans l'histoire du mouvement ouvrier d'autres projets et d'autres choix auraient été possibles (7). Tout à fait d'accord : voilà pourquoi, si on revient sur la tragédie de la révolution russe, c'est une obligation y compris morale de revaloriser l'apport d'hommes et de femmes qui non seulement ont développé des critiques sur le terrain théorique mais se sont battus aussi politiquement, même au prix de leur liberté et de leur vie, pour que fussent faits des choix radicalement différents, voire opposés à ceux qui ont finalement prévalu avec les conséquences ravageuses à long terme que personne ne saurait nier aujourd'hui.

Un problème stratégique qui reste ouvert

Les trois dernières pages du livre (207-209) posent le problème crucial que nous appelons, dans notre propre terminologie, celui du programme de transition. On y esquisse une critique des conceptions des voies nationales au socialisme. Mais le passage le plus important se réfère à une page célèbre de Gramsci que l'auteur considère toujours comme une référence stratégique essentielle (8). Sans nier la valeur des réflexions de Gramsci, nous continuons à penser que deux mises au point s'imposent (9). La première est d'ordre historique : sa caractérisation de la Russie pré-révolutionnaire est excessivement simplifiée, même si la distinction entre Russie et sociétés d'Europe occidentale est incontestablement fondée. La deuxième est qu'il ne faut pas oublier que la réflexion de Gramsci sur la conquête des casemates se réfère à des phases de lutte où le mouvement ouvrier doit accumuler des forces et se structurer socialement et politiquement. Dans ce sens elle n'aborde pas la problématique de la rupture révolutionnaire. La falsification opérée par Togliatti et les autres dirigeants du PCI dans les années 1950 a consisté à présenter l'approche de Gramsci comme une

approche réformiste gradualiste alors que chez celui-ci rien n'autorise l'idée qu'il avait renoncé à une perspective révolutionnaire.

Aujourd'hui, on peut justement dresser un bilan extrêmement négatif : les casemates du mouvement ouvrier ont été, dans une très large mesure, démantelées ou désertées. A plus forte raison on doit être conscient que sans la reconstruction de nouvelles casemates toute perspective révolutionnaire ne serait qu'un vœu pieux. Mais le problème des objectifs de transition, c'est-à-dire d'objectifs susceptibles de stimuler une dynamique anticapitaliste en partant des positions conquises et du niveau de conscience atteint au niveau des masses, est loin d'être résolu.

Pour notre part, nous partageons le jugement de Bertinotti : la contradiction cruciale à l'heure actuelle réside justement dans le fait qu'il serait plus que jamais nécessaire de mettre à l'ordre du jour la perspective du renversement du capitalisme alors que le rapport de forces et la régression du niveau de conscience anticapitaliste constituent un obstacle majeur dans ce sens. Nous en tirons d'autant plus la conclusion que le Parti de la refondation communiste doit opérer des changements profonds dans ses approches stratégiques et sa façon de se construire, en sortant de l'impasse où il se trouve : c'est la condition sine qua non pour qu'il soit en état de contribuer effectivement au renouveau du mouvement ouvrier, à la reconquête des casemates perdues et à la conquête de casemates nouvelles.

5 octobre 2000

Post-scriptum

Le quotidien italien *Corriere della sera* (du 20 octobre) a publié une interview de Fausto Bertinotti sur son livre, sous le titre : « *Bertinotti redécouvre Marx : oui, je crois à la révolution mondiale* ». Que la révolution mondiale apparaisse dans un titre du plus important quotidien italien est, somme toute, sympathique. Nous voudrions, toutefois, faire un commentaire télégraphique sur le passage qui suit : « *La révolution n'est pas une révolte et ne saurait être conçue comme conquête du pouvoir étatique. Et elle ne peut être accomplie dans un seul pays. Il faut revenir à l'idée de la révolution comme un processus mondial et à long terme* ».

D'accord : la révolution n'est pas la conquête du « pouvoir étatique » existant. Elle implique une rupture du cadre politico-institutionnel donné et l'édification *ex novo* d'institutions démocratiques révolutionnaires. D'accord aussi sur le fait que la révolution ne saurait inaugurer la construction

En novembre 2000 la librairie La Brèche déménage...

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES, R. MARX

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél : 01 42 38 04 14
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

d'une société qualitativement différente de la société capitaliste, c'est-à-dire une société socialiste, dans un espace national (laissons Staline se retourner dans sa tombe !). D'accord, finalement sur la nécessité d'envisager des échéances à long terme. Toutefois, un point d'interrogation : si la construction d'instruments de masses pour une lutte révolutionnaire (et la construction ou reconstruction de casemates) est nécessairement un processus et que l'édification de la nouvelle société est également un processus, comment faut-il concevoir la transition de l'un à l'autre ? Ici se pose le problème incontournable de la rupture révolutionnaire, quelles que soient les formes qu'elle pourra prendre. Voilà un point crucial sur lequel il est souhaitable que le livre de Bertinotti stimule la réflexion... ■

6. Nous regrettons également qu'alors que dans le livre on se réfère à juste titre à des théoriciens contemporains comme Sweezy et Marcuse, il n'y ait pas la moindre allusion aux contributions d'Ernest Mandel dont l'analyse du néo-capitalisme ou capitalisme tardif, c'est-à-dire du capitalisme d'après la Deuxième guerre mondiale, ne devrait être négligée par personne.

7. Cf. p. 176. Plus loin, comme exemple d'une « *histoire contrefactuelle* » possible, il se réfère au printemps de Prague qui aurait pu avoir un aboutissement tout à fait différent (p. 178).

8. « En Orient l'État était tout, la société civile était primitive et sans forme ; en Occident, entre l'État et la société civile, il existait un juste rapport et derrière la faiblesse de l'État on pouvait voir immédiatement la solide structure de la société civile. L'État était seulement une tranchée avancée derrière laquelle se trouvait une chaîne solide de fortifications et de casemates : bien entendu, cela était variable d'État à État mais c'est justement pourquoi il fallait analyser attentivement ce phénomène au niveau national » (Cahiers de prison, t. I, pp. 183-84).

9. Cf. à ce sujet notre essai *Il marxismo rivoluzionario di Antonio Gramsci*, Nuove Edizioni Internazionali, 1987 (en français, Quatrième Internationale n° 24, avril 1987).

Milosevic renversé par le soulèvement des ouvriers et de la jeunesse

Par
Radoslav Pavlovic*

Le renversement de Slobodan Milosevic le 5 octobre marque une nouvelle étape dans l'histoire des Balkans. L'état d'esprit en Serbie a changé de fond en comble. Rien ne sera plus comme avant. Ce fut un sursaut d'unanimité et de détermination populaire jamais vu en Serbie, car il s'agissait de réagir à la déchéance collective sûre et certaine, au cas où le tyran se serait octroyé encore des années d'un pouvoir arbitraire.

La grève générale a été totale. Les participants de ce mouvement, qui a touché chaque foyer et le moindre village du pays, n'en revenaient pas eux-mêmes le lendemain : « *On ne pouvait même pas imaginer que c'était si facile. On s'attendait à une guerre civile, or tout s'est passé en quelques heures.* »

Les illusions sont la suite logique d'un nouvel immense espoir, les problèmes essentiels demeurent, mais un barrage monstrueux devant l'avenir a été balayé à coup de pelleteuses, haut symbole du 5 octobre, que les ouvriers — à la pointe du mouvement — ont utilisées comme moyen de se frayer le passage.

Montée populaire déterminée sur Belgrade

Ce sont les mineurs de Kolubara qui ont donné le signal et le ton au mouvement. Comme les autres, en majorité ils votaient pour Milosevic. En dix ans ils avaient à peine

mené une grève économique. Par cette modération, mais aussi par leur place centrale dans le système électro-énergétique, leur action devenait une affaire d'État. Et dès le départ ils donnent le ton : il ne s'agit pas de revendications catégorielles mais bien d'une revendication hautement politique, la reconnaissance de la victoire de Vojislav Kostunica, ce qui est tout à leur honneur.

Le pesant face-à-face avec les unités spéciales de police (« *anti-terroristes* »), l'ordre urgent du procureur public de procéder à l'arrestation du comité de grève en tant qu'organe d'une action de sabotage, tout cela n'empêche pas les mineurs de tenir bon pendant plus d'une semaine et de permettre à l'ensemble de la classe ouvrière, inorganisée, de se décider et de se mettre en route.

« *Une révolution pacifique* » ? Elle était pacifique car le rapport de forces a changé d'un bout à l'autre. Ce n'est pas parce que Milosevic s'est volontairement incliné devant le verdict du scrutin que le conflit sanglant a été évité. Il avait mobilisé toute la police disponible. Mais l'unanimité et la détermination populaire ont dépassé tout ce que lui, comme Kostunica, avaient pu imaginer. On savait que Belgrade seul contre le régime n'aurait pas emporté la victoire. C'est la province qui avait le rôle décisif : les villes ouvrières comme Cacak, Kraljevo, Kragujevac Uzice, Valjevo, Novi Sad, Nis — par ailleurs fortement bombardées l'année dernière. La majorité des 100 000 provinciaux venus prêter main forte à Belgrade, le 5 octobre, étaient des jeunes et des ouvriers. Leurs camarades sont restés sur place, occupant pratiquement la ville. Dans cette grève générale il y avait cet élément dynamique absolument indispensable pour casser de nombreux barrages sur les routes menant à la capitale et soutenir de manière décisive les belgradois lors de la prise du Parlement et de la RTS (Radio-TV d'État). C'est d'ailleurs un bulldozer de Cacak qui a défoncé la porte de la « Bastille » de Milosevic, l'immeuble de la RTS.

Cet apport décisif de la classe ouvrière dans le renversement de Milosevic — par la

grève générale et par une action énergique, qu'elle insuffle à l'ensemble du mouvement — est d'autant plus évident si on le compare à l'hiver 1996-1997, lorsque des centaines de milliers de belgradois avaient manifesté pendant trois mois contre le vol des élections municipales. C'étaient les manifestations des fleurs pour les policiers en ordre de bataille, des bougies et des icônes. La classe ouvrière à cette époque ne s'était pas mise en marche, ce qui a permis à Milosevic de céder sur les municipales pour garder le pouvoir central intact. Cette fois-ci, Milosevic a encore essayé d'utiliser l'effet néfaste des tergiversations politiques sur un mouvement de contestation. Sans la classe ouvrière, qui a renforcé le moral de la population, l'opposition victorieuse aurait pu facilement céder à la peur de la guerre civile et accepter le marchandage.

Donc, l'unanimité et la détermination populaire ont politiquement désarmé aussi bien la police que l'armée. N'empêche que lors de chaque barrage il fallait faire avancer les « *gueules noires* » menaçantes des ouvriers, qui ne s'attardaient pas dans de longues discussions avec la police mais lançaient un ultimatum sans appel : « *Vous vous écarterez, sinon on vous marche dessus !* » Et sans attendre la réponse, ils précipitaient dans la fosse les véhicules de police au moyen de bulldozers amenés exprès. Dans de telles circonstances il n'est pas étonnant que plus d'un flic se soit révélé heureux de pouvoir céder sans mettre en cause sa responsabilité personnelle : l'ordre d'en haut, c'est bien ; la vie, c'est mieux.

Milosevic lui-même était déstabilisé. La défaite électorale était flagrante, il fallait trop de temps pour en sortir une magouille crédible, l'appareil d'État ne marchait plus qu'à contre-cœur. Dans la rue cela ne rigolait pas du tout, chaque fonctionnaire était amené à jouer une grosse carte, la carte de sa vie : continuer de jouer petit avec le perdant et risquer gros en cas d'erreur ?

Pour Milosevic, isolé dans son dernier carré de fidèles, rien ne marchait plus, la panique envahissant les hautes sphères du pouvoir, il s'entêtait à mentir et louvoyer, ce

* Radoslav Pavlovic, syndicaliste indépendant serbe et un des initiateurs de International Workers Aid pour la Bosnie, est membre du bureau éditorial de *Workers International Press*, mensuel de Workers International. *Inprecor* a publié précédemment d'autres contributions de l'auteur : « *Serbie, vers une nouvelle guerre ?* » (n° 446 d'avril 2000), « *Serbie : un tournant historique* » (n° 437/438 de juillet-août 1999) et « *Belgrade 1968-1998, de la révolution au nationalisme* » (n° 426 de juillet-août 1998). Nous sommes heureux de lui ouvrir la tribune d'*Inprecor* à l'occasion de grands changements dans son pays. Le titre, les intertitres et les notes sont de la rédaction d'*Inprecor*.

qui le rendait indéfendable même aux yeux de ses propres électeurs. Il a régné par la peur, il a fini par gagner le mépris universel. Ce n'était pas l'homme isolé qui se défendait courageusement contre la marée montante, il était amené à dévoiler sa véritable nature : épicier menteur, mesquin et stupide dans son cynisme sans bornes et sans aucune prise sur la réalité. Pour quelqu'un qui prétendait à des titres impériaux dans le combat contre le monde entier, c'était plutôt ridicule. Et comme on sait, le ridicule tue. Ce n'est pas un homme en train de dégoûter toute une nation qui pouvait insuffler l'esprit de décision aux policiers et militaires. Il fut minable lors de sa chute comme le dernier Bourbon ou le dernier Romanov.

Le roi était nu

D'où, selon le principe des vases communicants, le regain de fierté, de dignité et de confiance en soi au sein des masses. C'est un renversement spectaculaire, un gros atout pour l'avenir, mais il n'est pas pour autant un acquis définitif pour les luttes à venir. La Serbie évoquait ces dernières années un peuple froissé comme un vieux journal jeté dans la rue où prolifère un marché aux puces sans limites, où la misère côtoie la misère. Et il ne s'agit pas là de petits marchands de métier, ce sont les ouvriers, les professeurs, les infirmières obligés de recourir à cette ultime façon, humiliante de survie. Tout au long de ces journées mornes, pour gagner quelques petites dizaines de deutsche marks (10-20), le moindre flic pouvait vider toute la rue en cinq minutes : commerce illégal ! A plusieurs, ils pouvaient saisir cette marchandise, qui hier ne valait rien et encore moins aujourd'hui.

D'autres, petites gens des villes, retraités, faisaient des queues interminables pour du sucre, de l'huile, du lait ou du pain. Le stock était contingenté, il fallait jouer des coudes pour arriver avant les autres. Dans cette ambiance d'humiliation générale un seul nom maudit à la bouche faisait l'unanimité de tous. Le 5 octobre ils étaient les uns et les autres dans les mêmes rues, mais pour un objectif tout autre et dans une constellation de forces toutes différentes face à la police.

Ainsi Milosevic est tombé. Non sur le béton, comme disait un journaliste, mais dans la boue et dans la honte. La Bastille de la bureaucratie n'est pas encore renversée, mais sa porte principale est bel et bien défoncée. Milosevic est resté sans aucune assise sociale, y compris dans les couches inférieures et moyennes de la bureaucratie.



Ses journalistes, chroniqueurs de guerres honteuses en Croatie, Bosnie et Kosovo, véritables meneurs en chauvinisme, mais sans prendre aucun risque (à la différence des volontaires nationalistes), sont sortis drapeau blanc en avant. Les plus connu(e)s ont même reçu quelques coups au passage. La Bastille s'est vidée de ses gardiens effrayés devant la rage des prisonniers décidés à se libérer par leurs propres hardiesse et détermination, ce qui valait mieux que n'importe quelle arme.

Cette leçon confirme les meilleurs enseignements de l'Histoire : plus les masses sont déterminées et énergiques politiquement, plus facilement l'ennemi dépose les armes et moins il y a de sang versé. Ainsi sont tombés le roi français et le tsar russe : la révolution a gagné sans effusion de sang. C'est la contre-révolution ultérieure, les aristocrates, les vendéens et les cosaques qui ont provoqué le bain de sang, car ils voulaient revenir à l'ancien régime. Les critiques gauchistes de Lénine et de Robespierre aujourd'hui, en faisant la n-ième médecine légiste sur le corps de la révolution pour y chercher le péché originel de leur défaite, font abstraction totale de l'existence d'une contre-révolution en chair et en armes, par rapport à laquelle tous devaient se déterminer, car c'était la guerre civile.

En Serbie, il n'y avait pas de guerre civile, car pour cela il faut que la société soit divisée en deux parties plus ou moins égales. Le roi était nu. N'empêche qu'il fallait employer la poigne pour passer. Rien n'était

gagné d'avance, même avec la police hésitante. Devant le Parlement où s'est joué l'acte final, les grenades lacrymogènes ont bel et bien commencé à faire refluer la foule, à la fin hésitante. Mais pour que l'indécision et la peur ne gagnent pas la masse, il fallait bien que quelques courageux foncent seuls vers le cortège de la police, en appelant les autres. Ils savaient qu'ils ne passeraient pas, qu'on allait commencer à les rouler par terre et à les tabasser, mais ils escomptaient aussi que la foule viendrait à leur secours et oserait ainsi pénétrer dans le sacro-saint édifice. Et ceci a marché comme une horloge. Non grâce à un plan prémédité des chefs de l'opposition, mais par l'initiative spontanée populaire.

Ce fut son génie mais aussi sa limite. Si les jeunes et les travailleurs serbes montrent autant de perspicacité politique à l'avenir que de courage et d'ingéniosité pratique lors du renversement du président maudit, l'avenir sera radieux. Mais dans l'Histoire le fétichisme de la spontanéité des masses est le signal sûr des défaites ultérieures.

Rejet de Milosevic, et non chèque en blanc à Kostunica

La colère contre Milosevic s'est brusquement généralisée après les bombardements de l'OTAN. La responsabilité pour les guerres perdues et honteuses lui incombait unanimement. Mais il n'y avait aucun canal politique pour exprimer cette colère. Milosevic, lui, a paradoxalement donné la possibilité de

s'exprimer par voie électorale. Son calcul à l'origine n'était pas si erroné que cela, lorsqu'il a modifié la Constitution en juillet dernier. En introduisant l'élection du président fédéral au suffrage universel, mais en supprimant la barre des 50 % de votants inscrits obligatoirement, il comptait s'octroyer des années de pouvoir sans partage avec 20 % de l'électorat SPS-JUL (1) homogène, face à l'opposition dispersée en 3-4 listes, dont aucune n'atteignait 10 %. Et ceci dans les conditions réelles de désaffection des masses à l'égard de la politique, promettant l'abstention de plus de 50 % des électeurs.

L'opposition a dénoncé ce changement constitutionnel comme un véritable coup d'État, ce qu'il était, mais rapidement elle a compris le danger du boycott. En se séparant de Draskovic, qui voulait dominer le bloc électoral en tant que chef du parti le plus fort, et qui a fini par le saboter avec son propre candidat, la coalition démocratique de 16 partis (dont plusieurs composés uniquement de leur comité directeur) a pu s'unir et se maintenir tout au long. Elle a mis en avant Kostunica, démocrate et nationaliste, mais sans barbe, armes ni alcool. Il était violemment anti-atlantiste lors des bombardements, sans se mouiller ouvertement avec Milosevic, dont il n'a cependant jamais désavoué l'épuration ethnique au Kosovo. Les bourgeois et petits-bourgeois de Serbie n'avaient rien de mieux. L'homme qui pouvait renverser Milosevic à partir d'une position centre-gauche, Ivan Stambolic, l'ancien chef des communistes serbes que Milosevic avait renversé lors d'un Comité central en 1987, anti-nationaliste, démocrate et homme de raison, bref social-démocrate de gauche, avait été kidnappé en pleine rue un mois avant les élections. La classe ouvrière serbe, inorganisée, n'ayant rien de mieux en matière de choix politique, a voté Kostunica pour renverser Milosevic et assurer le mini-

mum de démocratie, sans laquelle il n'y a pas possibilité de créer un syndicat indépendant ni une organisation politique. Ce choix n'était pas erroné, à condition d'être clairement précisé, ce qui signifiait combattre des illusions et limiter le contrat électoral au strict minimum. Car dans le domaine économique, social et national les conceptions de Kostunica sont nettement à droite.

L'opposition démocrate hétéroclite a établi un contrat bien délimité avec Kostunica, de même qu'avec les masses. Les illusions à son égard, naturelles après la victoire, restent néanmoins assez circonscrites. Il sera soumis autant à la surveillance d'en bas, qu'à celle d'en haut. La pression de l'opinion publique serbe sera autant sinon plus exigeante que la pression du Kremlin ou des gouvernements occidentaux.

La droite serbe laminée électoralement

La droite serbe a été laminée à l'occasion de ces élections, surtout le monarchiste Vuk Draskovic. Pour sa part le fasciste Seselj, ayant obtenu aux élections précédentes plus de 20 % des voix, la moitié du gouvernement et un tiers du parlement, n'a eu qu'environ 5-6 % aux présidentielles. Il perd la mairie de Zemun contre un jeune démocrate inconnu, n'a plus grand chose ni au parlement, ni dans les municipalités, ni dans les caisses du pouvoir de son allié Milosevic. Il voulait monter sur l'épaule des « communistes », en poussant les enchères nationalistes et en faisant le sale boulot pour Milosevic, afin de s'approprier l'appareil d'État le jour de l'usure politique terminale des « socialo-communistes », mais il est tombé avec eux.

La chute la plus inattendue est celle de Vuk Draskovic. Avec presque 10 % de l'électorat et un petit tiers de députés (dont le

gros tiers appartient à Milosevic et à Seselj), dirigeant la mairie de Belgrade par le truchement du petit-fils de Mihailovic, l'ancien dirigeant tchetnik durant la Seconde guerre mondiale, que Tito avait condamné à mort en 1945, Draskovic a tout perdu. Il est puni pour avoir saboté le front uni oppositionnel par une candidature outsider, celle de ce même petit-fils de Mihailovic, qui n'a eu que 2,8 %. Telle est la versatilité politique légendaire du défenseur des tchétniks, qui tantôt appelle à l'assaut contre la Bastille « communiste », tantôt entre dans le gouvernement des mêmes « communistes », pour en être rejeté par la petite porte de derrière comme un chien galeux, puis devenir même la cible d'un attentat sanglant, d'où il ne sort indemne que par miracle (quatre gardes du corps et son beau-frère tués sur place), tout en étant prêt à entrer dans un autre « gouvernement d'union nationale », dans une nouvelle conjoncture, y compris avec les commanditaires de son assassinat, si « l'intérêt suprême du peuple l'exige ». Ce qui est trop, est trop, même pour le paysan serbe le plus arriéré...

Sur 110 élus municipaux de Belgrade, le DOS (2) de Kostunica emporte 105 sièges, Milosevic 4, Seselj 1 et Draskovic... aucun ! Comme on le dit, on ne peut pas poser un seul postérieur sur plusieurs sièges.

En analysant la nature de classe des partis politiques serbes, il y a quelques années déjà, j'avais prévu l'éclatement du SPO (3) comme une bulle de savon, car il y avait chez lui trop d'ouvriers et de paysans à côté d'autant de lumpens et de nouveaux riches, trop de courbettes devant l'Église et le roi en exil pour que le poète verbeux, faisant la politique la bave aux lèvres, puisse être crédible même pour eux. On ne peut pas à la fois appeler la guerre de Milosevic en Croatie « guerre de conquête » (injuste) et y envoyer les troupes paramilitaires de son propre parti.

Donc, les élections serbes ont marqué un sursaut politique vers la gauche. Si ce ne fut pas encore plus à gauche, c'est qu'il n'y avait rien de tel qui se soit présenté. Mais le bulletin de vote a été largement rattrapé dans la rue.

Le rôle des étudiants d'Otpor

Les élections ont signifié le désir démocratique profond et la détermination ferme de défendre la victoire dans la rue. On allait au combat non pour Kostunica, mais contre Milosevic et pour sa dernière parcelle d'honneur, de dignité, d'espoir à changer une vie insupportable. La disposition de la société pour une telle lutte existait déjà, mais

1. Le Parti socialiste serbe (SPS) de Slobodan Milosevic et l'Union de la gauche yougoslave (JUL) dirigé par sa femme, Mirijana Markovic. La famille prétendait incarner ainsi à elle seule le... pluripartisme.

2. DOS (Opposition démocratique de Serbie) est le nom du bloc électoral victorieux qui a présenté la candidature de Vojislav Kostunica. Son programme de réformes allie les illusions populaires sur les « démocraties occidentales » et des éléments d'un programme visant à l'intégration de la Serbie au sein du « monde civilisé ». Il se prononce pour « le retour de la Yougoslavie et de la Serbie dans le monde » au travers de la réintégration de toutes les institutions internationales (sont mentionnés : le Pacte pour la stabilité en Europe du Sud-Est, le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne...) dans l'espoir de bénéficier ainsi de « l'aide financière » et des « capitaux et investissements étrangers ». Il propose des « réformes économiques

radicales », notamment la baisse des dépenses publiques, la réforme fiscale en vue de l'introduction d'une TVA, la création d'une monnaie stable (« émission d'une nouvelle monnaie convertible ou adoption du mark allemand » !), la libéralisation des prix (accompagnée, il est vrai, d'un « système d'aides et de subventions pour les plus démunis »), des privatisations... Il n'y a guère que le projet de démilitarisation et celui visant le règlement des rapports avec les autres Républiques de l'ex-Fédération de Yougoslavie qui échappent à l'habituelle litanie néolibérale déjà servie dans les autres pays de l'Est. Mais le DOS ne va pas jusqu'à revendiquer la libération d'environ 1800 otages kosovars-albanais arrêtés lors de la débacle de l'armée serbe au Kosovo, dont Albin Kurti (cf. *Inprecor* n° 446).

3. Mouvement du renouveau serbe de Vuk Draskovic, monarchiste, qui avait tenté d'hégémoniser l'opposition à Milosevic.

comme Milosevic avait survécu à la défaite contre l'OTAN, et comme l'opposition n'était pas créditée d'une grande confiance, refoulement et démoralisation reprenaient le dessus dès l'automne dernier. L'abstentionnisme politique s'inscrivait comme une donnée évidente et durable. Milosevic a compté avec. Mais en un mois le revirement était profond. Non seulement parce que l'opposition s'unissait, mettait de côté sa zizanie coutumière (cela aussi est le résultat d'une volonté unanime des masses de se débarrasser de Milosevic, et les dirigeants démocrates savaient qu'ils allaient définitivement être balayés s'ils ne montraient pas le minimum de sérieux), mais surtout parce que l'opinion publique fut profondément retournée par le réseau dynamique des étudiants *Otpor* (Résistance).

Menant une guérilla d'affiches déconcertante pour la police elle-même, sans direction ni siège central, mobiles, inventifs, joviaux, malgré les peines de prison d'un à deux mois, ils chassaient la peur dans la population, surtout en province. L'emblème du mouvement — le poing menaçant — parle de lui-même, par contraste avec les trois doigts nationalistes. Leurs slogans, établis scientifiquement et diffusés professionnellement, en l'absence de toute direction centrale, sans se lier à aucun parti politique, agissaient sur la conscience des masses, tirillées entre peur et colère. « *Il est fini !* », leur dernier cri, c'était à la fois le constat du rapport de forces en présence et l'appel à aller voter, car « *rien n'est fini si vous ne bougez pas* ». Cela leur a valu une grande sympathie et le rôle de stimulant décisif auprès des masses. Ainsi, le calcul électoral de Slobodan Milosevic est devenu soudainement faux. Les étudiants le descendaient de son austère piédestal de Providence divine serbe par leur humour ravageur.

Ainsi celui qui avait été plébiscité par un million d'hommes à Gazimestan (4), en 1988, toutes classes confondues, après quatre guerres perdues et l'humiliation de sa propre nation, rendue misérable matériellement, a été renversé par un autre million, également toutes classes confondues. Sans aucun doute c'est une nouvelle période qui s'ouvre, malgré l'apparence de continuité nationaliste entre Milosevic et Kostunica. Une nouvelle génération est arrivée, celle qui n'a connu que Milosevic. Comme quoi l'Histoire est plus forte que l'appareil bureaucratique le plus puissant, et celui de Milosevic n'en était pas un des plus faibles.

Le grand atout pour l'avenir, c'est que cette chute est due à l'action spontanée des masses, avec leurs propres moyens, leur propre détermination et organisation. Ni

complot ou alliance quelconque avec les officiers, ni avec une puissance étrangère, ni même sous la direction du DOS, incapable par ses propres forces d'organiser ou de maîtriser un tel torrent. Les masses ont le sentiment de ne devoir rien à personne, même pas à Kostunica. Il est élu, surtout il a été proclamé président grâce à leur action. Ceci rend singulièrement étroite la marge du nouveau président face à l'immense exigence populaire. Pas tellement en matière de revenus dans l'immédiat, mais dans les domaines de transparence politique, de gestion démocratique, d'initiatives de paix et de normalisation des relations avec le monde extérieur. Sur aucun problème relevant de ce vaste champ ne règne de consensus préalable ni dans l'opposition, ni entre l'opposition et les masses. D'un côté comme de l'autre, on a mis entre parenthèses toutes les grandes questions du pays, y compris celle du Kosovo. Ce n'est pas normal, mais la Serbie n'était pas un pays normal. Tout a été ajourné pour l'après-Milosevic. Il n'y avait pas d'autre moyen de franchir le cap et on ne pouvait plus

image. La haine contre Milosevic, c'est la tentative des masses pour se débarrasser de leur propre passé récent, peu glorieux, de régler les comptes avec leurs propres acclamations du guide maudit, de l'oublier, de tourner la page. Si Kostunica essaye de l'amnistier et de le réintroduire dans la vie politique, sous la pression russe et / ou sous la contrainte institutionnelle, les masses vont s'en détourner aussi vite qu'elles l'ont hissé au pouvoir. L'alliance démocratique se disloquera.

Contre les bureaucrates dans les usines

La portée du mouvement des travailleurs comme élément d'une révolte populaire, qui vise la bureaucratie et pas seulement son



attendre une meilleure disposition des forces sur l'échiquier politique. Les ouvriers, faute d'autres moyens, ont marché dans cette alliance et contribué à sa victoire de manière décisive.

C'est pourquoi la nouvelle période commencera par une âpre lutte politique. Le sort de Milosevic a été scellé par les urnes et par la rue, mais pas celui de la bureaucratie. La volonté de Milosevic de se maintenir dans la vie politique, soutenu puissamment par les Russes, frise le surréalisme dans un pays qui ne peut plus supporter ne serait-ce que son

chef suprême, était perceptible déjà au cours de ces journées survoltées.

A Subotica les ouvriers de l'usine "Sever" en grève, empêchés pendant des années de s'organiser en syndicat indépendant, prennent le directeur en flagrant délit de fuite avec des valises pleines de deutsche marks. Ils chassent aussitôt toute la direction.

A Nis les ouvriers chassent le directeur et quarante membres de la direction dans le grand complexe d'industrie électronique et d'appareils ménagers, puis à DIN (industrie du tabac), puis à Electro-distribution.

A Kragujevac, dans l'usine automobile Zastava, c'est le directeur qui prend les devants et démissionne entre deux tours, suivi par toute l'équipe dirigeante. Pour eux Milosevic est fini, il vaut mieux partir avant

4. Village au Kosovo, sur les lieux historiques de la bataille du Champ des merles, où Milosevic avait prononcé un discours chauvin serbe devant plus d'un million de personnes.

que de se faire jeter dehors par les ouvriers.

A Kolubara, une nouvelle grève est prévue pour le 12 octobre si toute la direction n'est pas renvoyée. Une tension semblable règne dans toutes les usines serbes. Les directeurs sont en général les directeurs locaux du SPS, plongés jusqu'au cou dans des affaires juteuses et illégales derrière le dos des travailleurs, jouissant non seulement du pouvoir absolu que leur donne la loi, mais aussi d'une impunité totale dans l'ambiance générale de l'arbitraire du régime de Milosevic.

A l'instar du chef d'État-major de l'armée et des parlementaires SPS, tous ces directeurs, pour sauver leur poste et éviter les poursuites, expriment leur allégeance au nouveau président. Ils sont capables de changer leur carte de parti en 24 heures. Si par malheur Seselj le fasciste avait gagné, ils auraient fait de même. La bureaucratie serbe sous la houlette de Milosevic n'avait plus aucune idéologie en dehors du profit personnel.

Or ses membres représentent toute l'ossature de l'État, des grandes entreprises, de l'école et des hôpitaux. Partout ils se sont imposés comme une caste au-dessus de la loi et intouchable, ne cachant plus leur besoin éhonté de pillage de la propriété d'État, en disant cyniquement à l'opposition qu'elle ferait pareil si elle était au pouvoir. Ils sont quelques bonnes dizaines de milliers en Serbie aux postes de commande. Leur départ va de soi pour les ouvriers, après le départ de Milosevic. Mais est-ce que Kostunica voudra ou pourra les chasser ? Les chasser c'est renverser la bureaucratie du haut en bas, accomplir la révolution politique. Kostunica est tout sauf révolutionnaire. Mais par ailleurs, il est démocrate. Où finira l'alliance entre lui et les nombreux travailleurs qui l'ont littéralement porté à la présidence d'État, on le verra très rapidement.

Le sort de Milosevic, c'est le même casse-tête. Kostunica ne peut pas le livrer au TPIY (5) — tous les Serbes sont d'accord là-dessus, y compris l'auteur de ces lignes, mais pour des raisons différentes. Il ne peut pas l'amnistier non plus, car la moindre affaire

scabreuse publique, financière ou politique, remonte à son clan. La Serbie ne pourra contourner la question de son rôle, celui de son président avant tout, dans les guerres d'épuration ethniques un peu partout. Le seul avenir des nombreux réfugiés serbes de Croatie, Bosnie et Kosovo posera cette question. Dans la voie de la normalisation de ses rapports avec l'étranger, le nouveau régime ne pourra pas faire abstraction de son voisinage le plus proche, où les guerres, les crimes et les milliers d'exilés représentent chacun des dossiers de milliers de pages. Et sans parler de l'avenir du Kosovo, qui a été délibérément mis entre parenthèses pendant les élections, sans que pour autant le nouveau président ne répète sa position, qui ne diffère en rien de celle de Slobodan Milosevic.

Ainsi tout laisse prévoir de nouvelles luttes âpres en Serbie. Kostunica a promis la démocratie. Dans la situation actuelle c'est un pas en avant. Garantir la démocratie, c'est garantir la liberté de presse, la liberté syndicale, les libertés politiques, la liberté de critique, l'indépendance de la justice. La démocratie conséquente mène inéluctablement à la révolution. En cas de muselage de cette démocratie, dangereuse pour les grandes puissances, y compris le Kremlin, l'unanimité fraternelle du peuple serbe volera en éclat et chaque classe prendra de nouvelles dispositions.

Rompre l'isolement des ouvriers de Serbie

Pour nous la question de fond est le sort de la classe ouvrière serbe. Elle s'est lancée dans la lutte pour conquérir ne serait-ce qu'un préalable pour sa lutte de classe propre. Elle va à l'encontre de pièges non moins dangereux que ceux qui lui ont été tendus depuis 10 ans, avant tout sur la question des privatisations et la question nationale. Elle a montré un élan de spontanéité et de capacité d'organisation remarquable, mais elle n'est pas réputée pour une clairvoyance politique de principe. Il faut l'aider, la sortir de l'isolement national qui la désarme face au nationalisme, la mettre par ses militants et ses organisations syndicales et politiques indépendantes — ces dernières à créer ! — dans l'orbite internationale, la confronter aux expériences d'autres pays où les ouvriers ont déjà mené les luttes qui les attendent, les incorporer dans la communauté ouvrière internationale.

Dans des conditions politiques et matérielles extrêmement étriquées les ouvriers serbes ont fait un bond en avant, surtout en province. Ils ont fait preuve de courage mais

pour l'avenir il faut de l'intelligence politique. Sinon ils se battront pour les intérêts des autres partis et des autres classes, pour être finalement déçus. Ils ne peuvent pas s'en sortir seuls. C'est au mouvement ouvrier international d'agir, notamment à son avant-garde trotskiste. *Workers International* (6) a proposé et initié certaines actions modestes, depuis *Workers Aid for Bosnia*, puis par le biais des conférences syndicales internationales (Budapest, Tuzla), où les syndicalistes serbes pouvaient rencontrer leurs collègues d'autres républiques. Dans le passé il y avait un certain nombre de divergences tactiques, non de principe, qui ont ralenti ou arrêté ces actions. Il faut les reprendre, dans un esprit qui dépasse l'intérêt étroit du groupe politique ou du syndicat particulier. Notre tâche n'est pas de régler le programme politique des ouvriers serbes, albanais, croates ou bosniaques en détail, de faire leur travail, de se positionner comme professeurs marxistes sévères à l'égard de leurs erreurs et faiblesses, mais de les aider à reconquérir les notions de classe élémentaires, afin qu'ils se forgent leur propre outil politique et syndical de libération sociale et de paix inter-ethnique, d'ériger de solides ponts de confiance mutuelle après que les guerres les ont détruits.

C'est la tâche la plus urgente, car derrière la tragédie yougoslave, énorme pour un pays relativement petit, peuvent arriver de nouvelles et plus grandes catastrophes dans l'Est européen. Malgré la victoire de l'opposition démocrate et bien qu'il ait perdu les élections, le fascisme en Serbie n'est pas inexistant. Ses partisans combinent les urnes et les armes, et s'ils ont perdu les urnes ils gardent les armes. La lutte contre le fascisme en Europe, circonscrite à la clameur démocratique contre Heider, est un jeu d'enfant, indigne des militants ouvriers. Les militaires russes, abandonnés délibérément à la harangue chauviniste des arrières-petits-fils des cosaques, ont montré à Grozny à grande échelle ce que les Serbes ont commencé à appliquer à Vukovar, à Srebrenica, à Drenica. Pour que la Serbie rompe vraiment avec la politique stalino-fasciste de Milosevic et Seselj, il faut qu'elle apprenne toute la vérité sur ces guerres depuis dix ans, et ce n'est pas un travail que quelques intellectuels honnêtes de tous bords pourront faire à la place du mouvement ouvrier.

Si, par contre, on se contente de se poser des questions dubitatives sur le fait que les ouvriers serbes ont voté massivement pour l'homme de droite libéral qu'est Kostunica, alors mieux vaut ne rien entreprendre.

le 6 octobre 2000

5. TPIY - Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie qui a inculpé Slobodan Milosevic pour crimes de guerre.

6. *Workers International* est un regroupement se réclamant du trotskisme, au sein duquel se retrouvent des militants est-européens regroupés autour du militant hongrois Balazs Nagy ("Michel Varga") qui ont rompu avec l'OCI ("lambertiste"), des militants britanniques issus de la crise du *Workers revolutionary party* ("healiste") et un groupe de militants de Namibie.

Le renouveau du mouvement ouvrier et les tâches des socialistes

Par
Kim Moody*

La fin du XXème siècle semble être marquée par une relance de l'hégémonie du capital nord-américain dans l'économie mondiale de l'après-guerre froide. Toute crise est apparue comme une occasion favorable pour que les États-Unis et leurs principales sociétés multinationales puissent renverser les obstacles à leurs finalités d'accumulation et imposer des structures et des relations nouvelles, susceptibles de concrétiser ces nouveaux acquis. De l'adoption de l'ALENA à la nouvelle Organisation mondiale du commerce (OMC), de la "guerre contre la drogue" en Amérique Latine aux bombardements criminels de l'Irak et de la Yougoslavie, aucune force n'a été apparemment en état de contrecarrer le pouvoir des États-Unis (...).

Les racines d'une nouvelle révolte

Toutefois, le renforcement de leur l'hégémonie économique et politique ne fut pas une relance de la course à la domination qui suivit la Seconde guerre mondiale. Deux changements majeurs ont rendu cette nouvelle montée du pouvoir des États-Unis plus fragile que dans la période de croissance qu'ils ont connue pendant un quart de siècle avec les autres principales puissances économiques dans l'après-guerre. Le premier est que le néolibéralisme, c'est-à-dire, la politique adoptée par la plupart des gouvernements du monde, a cessé d'œuvrer comme phénomène politique et facteur de stabilisation du point de vue du capitalisme. La tempête économique en Asie orientale et surtout la stagnation prolongée et apparemment irréversible d'une économie autrefois toute puissante comme celle du Japon ont été des signes que tout espoir d'une stabilité à l'échelle mondiale était en train de disparaître.

Le symbole de la crise du néolibéralisme en tant que mouvement politique s'est manifesté dans les dernières années par la

montée d'une opposition importante à travers le monde, notamment de la classe ouvrière et de la paysannerie prolétarisée. Des grèves de masse contre la politique néolibérale et ses conséquences se sont produites dans de nombreux endroits. La similitude de ces actions de masse — dans des pays aussi différents que le Zimbabwe, la Colombie, la France, la Grèce, la Russie, la Corée du Sud, le Canada, et bien d'autres —



Seattle, décembre 1999

nous rappelle que, si la majorité de ceux qui travaillent dans le système capitaliste globalisé restent en dehors des rapports formels du travail salarié, la classe ouvrière n'a cessé de croître à l'échelle mondiale. En fait, même dans les pays de l'OCDE, où il y a eu un déclin industriel avec restructurations à une large échelle, le nombre des travailleurs industriels a augmenté, bien que dans une faible mesure : de 112 millions en 1973 à 113 millions en 1994. Dans ce qu'on peut appeler le sud économique en y incluant les anciens pays "communistes", la force industrielle a augmenté de 285 millions en 1980 à 407 millions en 1994. Des mouvements de la classe ouvrière, qui furent réprimés dans les années 1960 et 1970, se sont développés, à nouveau ou pour la première fois,

dans de nombreux pays du Tiers-Monde aussi bien qu'en Europe du Sud. Le fascisme a été renversé en Grèce, au Portugal et en Espagne et les syndicats sont devenus de nouveau légaux. A la fin des années 1990 ces mouvements, nouveaux et anciens, exprimèrent leur opposition à l'impact écrasant d'à peu près deux décennies de néolibéralisme.

La deuxième différence réside dans le fait que, tandis qu'à époque du boom prolongé de l'après-guerre le niveau de vie des Américains avait, en moyenne, augmenté, maintenant la relance de grandes capacités économiques est allée de pair pendant vingt années avec une baisse du niveau de vie d'une nette majorité de la population. En fait, un spécialiste à Wall Street, Stephen Roach, définit l'expansion économique des années 1990 aux États-Unis comme « une reprise qui écrase les travailleurs ». Par exemple, en 1998, le niveau réel des salaires était inférieur de 12 % par rapport à 1979. Ce déclin général a été accompagné par une division aiguë entre les trois quarts de la population aux revenus faibles, dont les revenus ont baissé, et le quart privilégié dont les revenus se sont accrus. Si dans ces conditions il n'y a pas eu dans la période récente aux États-Unis de grève de masse ou de grève générale, il y a à nouveau maintenant des luttes de classes de haut profil. Loin de fournir la base matérielle d'une persistance

* Kim Moody est rédacteur du bulletin de la gauche syndicale *Labor Notes* et auteur de deux livres publiés par les éditions Verso : *An Injury to All, The Decline of American Unionism* (L'attaque contre tous, le déclin du syndicalisme américain) et *Labor in a Lean World* (Le travail dans un monde flexible). Nous publions ici de larges extraits de la dernière partie d'un petit livre qu'il a écrit récemment, *The rank and file strategy : Building a socialist movement in the U.S.* (La stratégie de ceux d'en bas : construire un mouvement socialiste aux États-Unis), publiée par l'organisation socialiste Solidarity. Dans les deux premières parties de cet ouvrage l'auteur analyse le rôle des organisations ouvrières dans la tradition marxiste et développe une analyse historique des échecs du mouvement ouvrier américain. Faute de place nous avons dû omettre cette élaboration dans ce numéro d'*Inprecor*.

États-Unis

de la subordination idéologique de la majorité de classe ouvrière, la nouvelle puissance du capital nord-américain a été en partie achetée par une détérioration croissante des conditions de travail et de vie de la grande majorité de la population.

Un des aspects du changement a été la vaste restructuration de l'organisation et du marché du travail découlant de la production flexible. Dans les hôpitaux comme dans les usines automobiles, dans les bureaux de postes comme dans les bureaux high-tech "postindustriels", les conditions de travail sont le plus souvent pires qu'il y a dix ans — en admettant qu'une personne ait eu la chance de garder le même emploi si longtemps. Les conditions de travail sont sans aucun doute plus stressantes, probablement plus dures et plus dangereuses. Dans la première moitié des années 1990 le taux d'accidents et de maladies était, selon les secteurs, entre 9 % et 100 % plus élevé qu'au cours de la première moitié des années 1980. Cela a été, entre autres, le résultat des modifications du temps de travail. Les ouvriers du secteur manufacturier devaient accepter de faire plus d'heures supplémentaires alors que des millions de travailleurs faisaient désormais partie de la force de travail précaire (nombre croissant de travailleurs à temps partiel, temporaires ou ayant des boulots ponctuels). Selon les statistiques mensuelles du *Bureau of Labor Statistics*, au milieu de l'année 1997, 21 millions de travailleurs — environ 18,4 % — étaient employés à temps partiel (travaillant moins de 35 heures par semaine) alors qu'ils n'étaient que 16,6 % en 1975. Si l'on considère tous ceux qui travaillent moins de 40 heures par semaine, ils sont plus de 38 millions alors qu'un nombre non calculé de travailleurs à temps partiel, rémunérés en tant que tels, travaillent 40 heures et plus, y compris pendant les week-end. La croissance des travailleurs temporaires est encore plus surprenante. Ceux qui ont du travail par l'intermédiaire d'agences d'embauche sont passés de 540 000 en 1987 à plus de 3 millions à la mi-1999. Il faut y ajouter un nombre non enregistré de gens qui travaillent pour une quantité croissante d'entreprises. Une étude de l'*Economic Policy Institute* estime que les postes de travail ne correspondant pas à un standard représentent 29,4 % de la force de travail (34,4 % pour les femmes). Après l'introduction de la production "modulaire" à la fin des années 1990, qui accroît le recours à la sous-traitance, encore plus des postes à plein temps et bien payés deviendront des postes temporaires et/ou avec des salaires

plus bas.

Tout cela n'est pas passé inaperçu de cette majorité qui est composée par les travailleurs à revenu moyen en baisse et les ouvriers à revenu plus bas dont le nombre est croissant. Ils en sont furieux (...) Mais ils ont peur de perdre leur travail. Pour reprendre un éditorial du *Multinational Monitor* : « *Des employeurs sans pitié transforment les sources multiples d'insécurité du travail en un tout plus grand que les diffé-*



rentes parties ».

Un autre aspect des restructurations est l'intensification du travail. Si les gens au pouvoir n'ont pas écouté les travailleurs qui se plaignaient, au moins l'un des spécialistes de Wall Street, Stephen Roach, a écrit dans le *Wall Street Journal* : « *La soi-disante relance de la productivité au cours des dernières années est le produit de ces stratégies d'écrasement et de destruction qui ont exercé des pressions extraordinaires sur la force de travail.* » Roach n'hésite même pas à prévoir des réactions de retour de la part des ouvriers.

Justement, il peut se produire à un moment donné une situation où les pressions et les outrages d'une exploitation intensifiée pèsent plus que la peur de perdre son travail. C'est ce qui s'est passé lors de la Grande dépression en 1929-1932. Un secteur après l'autre commencent à tâter le terrain et des conflits ouverts se produisent à nouveau malgré toutes les manœuvres des syndicats et les projets de collaboration entre ouvriers et directeurs. Voilà la signification des grèves violentes qui ont eu lieu ces dernières années. Certaines ont essuyé une défaite (Caterpillar et A. E. Staley). D'autres (par exemple, Wheeling-Pittsburg) se sont soldées par un match nul. D'autres encore ont obtenu quelque chose. Exemples : les luttes chez UPS en 1997, et dans plusieurs compagnies de télécommunications en

1998, des grèves tout au long de deux ans et demi dans l'atelier 17 de General Motors, la courte grève chez Dunlop, la grève de 69 jours chez Boeing, la grève générale d'une semaine des fonctionnaires de l'État de l'Oregon, la grève tournante à l'Université de Yale et la lutte de 54 jours chez WCI Steel à Warren (Ohio).

Il faut y ajouter des grèves massives de travailleurs immigrés et latino-américains sur la Côte Ouest : concierges, travailleurs de laveries, charpentiers à Los Angeles ; camionneurs du port dans la même ville et à Seattle et, dans les derniers jours du XX^{ème} siècle, travailleurs du port en Californie du Sud. Et encore : la lutte pour organiser 20 000 cueilleurs de fraises en Californie, un nombre plus limité de cueilleurs de pommes dans l'État de Washington et les cueilleurs de concombres en Caroline du Nord. Ces luttes et d'autres similaires dans des différentes zones du pays ont mis en évidence un phénomène nouveau : la montée des travailleurs latinos non seulement dans la force de travail, mais aussi dans les syndicats. Alors que, de 1992 à 1996, le taux de syndicalisation n'a cessé de baisser en général, le nombre des syndiqués latinos a augmenté de 12 %.

Ainsi, au cours de la longue expansion économique des années 1990 l'esprit combatif est réapparu dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière des États-Unis. Toutefois, on n'a pas assisté à une reprise des négociations collectives du style traditionnel, avec des grèves dans le but d'obtenir des améliorations de salaires et de primes. Les grèves et les luttes ont été dans une large mesure défensives, souvent très longues et violentes, le plus souvent centrées sur des problèmes d'emplois et de changements dans le marché du travail, dans une mesure croissante "politiques" dans le sens qu'on avançait (parfois délibérément) des revendications auxquelles tous les travailleurs pouvaient être sensibles. Elles pouvaient donc susciter de la sympathie et obtenir du soutien. Les grèves chez Staley, dans les journaux de Detroit et chez UPS sont allées dans ce sens et les grèves de 1998 chez General Motors et dans les télécommunications ont gagné également la sympathie d'une majorité de gens.

Les grèves des dernières années ont mis au jour les contradictions du « *business unionism* » (syndicalisme fondé sur la concertation avec le patronat). En même temps, elles ont révélé souvent le nouveau pouvoir dont disposent de nombreux travailleurs organisés. Les grèves chez Staley, chez Caterpillar et dans les journaux de

Detroit ont essuyé un échec, en partie, parce que des dirigeants locaux ou nationaux ont tiré leur épingle du jeu ou même aidé à faire dérailler les grèves. Mais il est quand même impressionnant que la lutte dans les journaux a continué malgré tout avec une participation active de militants. En 1998, chez General Motors, où il était clair que le syndicat avait un pouvoir énorme de bloquer l'entreprise, les dirigeants nationaux ont refusé d'avoir recours à la grève pour obtenir des gains importants au niveau national et même local. Ils ont opté pour des gains modestes, souvent réversibles, sans résoudre les problèmes majeurs résultant des restructurations et de la sous-traitance. En revanche, des gains importants ont été obtenus dans les télécommunications ; et ce grâce à des tactiques nouvelles, à des mobilisations des membres et des campagnes publiques.

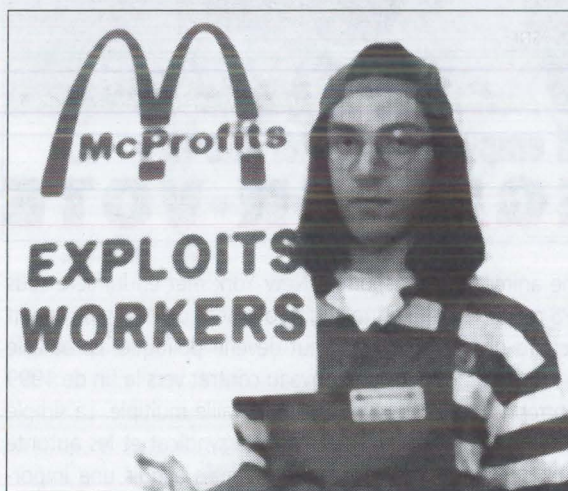
En 1995, un changement significatif s'est produit à la direction de l'AFL-CIO. Tout au long des années 1990, des révoltes à la base ont eu lieu dans de nombreux syndicats et pendant un certain temps les militants de base ont conquis la direction du syndicats des Teamsters (camionneurs) qui comporte 1,4 million de membres. Après ces gains il y a eu des reculs. Toujours est-il qu'il était clair que quelque chose était en train de changer dans le mouvement syndical à l'approche du nouveau siècle.

Dynamique interne du mouvement syndical

Les nouvelles prises de conscience et le nouveau militantisme proviennent surtout des couches actives des syndicats. Ce sont des ouvriers, des représentants d'atelier et des permanents au niveau local qui assurent la vie quotidienne des syndicats. Ces gens opèrent entre la couche supérieure des permanents carriéristes, d'un côté, et la majorité des membres, de l'autre côté. Certains sont permanents, beaucoup d'entre eux ne le sont pas. Ils sont obligés de faire face à la réalité sur place, en opposition à l'idéologie dominante de concertation, qu'ils la partagent ou non. Une minorité significative de ces couches rejette, en tous cas, la morale de concertation propre des employeurs et des dirigeants syndicaux carriéristes. C'est dans ces couches que s'est surtout développée la tendance à résister et à rompre avec la passivité des membres et l'immobilisme rétrograde des sommets syndicaux.

Les militants et les dirigeants au sommet se posent souvent la question de savoir comment aborder les problèmes des changements dans l'organisation et le marché du

travail. A la différence des pays européens et des États-Unis à d'autres époques, il existe une seule confédération syndicale. Il n'y a aucune division sur une base politique. Des divergences de choix ou de conceptions politiques ne peuvent s'exprimer dans un syndicat qui est le seul à avoir le droit de négociations. En outre, la plupart des syndicats ont mis sur pied des structures bureaucratiques que la plupart des dirigeants syndicaux dans la plupart des pays du monde ne sauraient même concevoir. Par conséquent, le conflit politique tend à avoir un caractère presque social : la base contre les bureaucrates. Les formes de cet affrontement peuvent être multiples. La pression pour agir de la part de la couche de militants est l'une de ces formes : ça a été le cas dans les grèves chez General Motors et chez Boeing. Une autre forme ce sont des changements au sommet. Selon l'AUD (Association pour la démocratie dans les syndicats) près d'une douzaine de présidents de syndicats ont été limogés à l'occasion d'élections depuis la fin des années 1980, c'est-à-dire depuis la victoire de l'oppositionnel Ron Carey chez les Teamsters.



Cette fermentation a continué dans les années 1990. Le juge chargé de la démocratie du travail, Paul Levy, a écrit : « Il y a une grande activité interne dans un grand nombre de syndicats nationaux, plus large que jamais auparavant : dans des syndicats des services comme Food and Commercial Workers (travailleurs de l'alimentation et du commerce), chez d'autres travailleurs des services, les travailleurs de l'hôtellerie, des syndicats de la construction comme l'IBEW (électriciens), des ouvriers de briqueterie, des charpentiers etc., des syndicats de fonctionnaires et des syndicats industriels comme les machinistes et les ouvriers de l'automobile. »

A cette liste de défis au niveau de syndicats nationaux on peut ajouter des mouvements similaires dans des syndicats locaux

importants : par exemple, la fraction New Directions (Nouvelles Directions) dans la section 100 des travailleurs des transports new-yorkais, qui compte 30 000 membres, la fraction pour un syndicat démocratique appartenant à la section 1000 des fonctionnaires de l'État de Californie, qui a gagné deux fois le contrôle d'un syndicat de 40 000 membres, la révolte réussie dans le syndicat du transit à Atlanta ou encore le groupe pour la réforme du puissant syndicats des concierges à New York, la section d'origine de John Sweeney (actuel président de l'AFL-CIO) lui-même. Dans la fameuse section locale Justice pour les concierges de Los Angeles, un mouvement d'opposition massif de travailleurs latinos et afro-américains, nommé Alliance multiraciale, a remplacé le comité exécutif au détriment de la vieille garde, en provoquant toutefois sa mise sous contrôle à la suite d'une intervention de Sweeney, dirigeant local à l'époque. La scission du syndicat combatif des infirmières de la Californie qui est sorti de leur syndicat national conservateur en 1996, a représenté une autre forme de révolte d'en-bas. Plus récemment, des fractions, oppo-

sées aux fractions traditionnelles bureaucratisées, sont apparues dans différents syndicats (par exemple, ouvriers de l'automobile, ouvriers de l'acier, enseignants, employés des hôtels, charpentiers, etc.).

Nulle part, le défi d'en bas n'a eu plus de succès et le processus des réformes du syndicat n'est allé plus loin que chez les Teamsters. La réélection de Ron Carey contre Jimmy Hoffa Junior en 1996 a marqué apparemment la fin d'une vieille garde corrompue en ouvrant une nouvelle phase de transfor-

mations (...).

La dynamique de « la révolution des Teamsters », comme l'a nommée la tendance TDU (Teamsters for a Democratic Union, camionneurs pour un syndicat démocratique), a poussé cette tendance en première ligne dans la bataille pour la défense d'un régime réformé et la défaite de la vieille garde. En réalité, la question se posait de savoir comment dépasser les normes d'un syndicalisme de concertation "propre". Pour la plupart des militants, si on voulait changer effectivement quelque chose, il fallait avoir des membres bien informés et actifs.

Cette dynamique a essuyé un sérieux revers lorsqu'on a découvert que des conseillers externes, embauchés pour l'organisation de la campagne de Carey en 1996,

États-Unis

en commun avec le directeur politique du syndicat, avaient transféré frauduleusement des sommes appartenant au syndicat dans les coffres de la campagne pour Carey. Carey perdait le droit de participer aux élections et était finalement exclu, bien que sa responsabilité personnelle directe n'ait jamais été prouvée. A la suite de cette vicissitude, la coalition pour la réforme autour de Carey s'est dissoute. Il a fallu des mois au mouvement autour de la TDU pour se remettre sur pied. La liste que celle-ci a présentée aux élections de 1998 reflétait les idées de ceux qui voulaient aller bien au-delà d'un "syndicalisme de concertation propre". Mais son candidat, Tome Leedham, n'était pas suffisamment connu et ne disposait que de six mois pour sa campagne. En outre, les membres du syndicat avaient eu un réflexe cynique face aux accusations contre Carey : seuls 28 % sont allés voter (le pourcentage le plus bas depuis la première élection en 1991). Jimmy Hoffa Junior, fils du leader bien connu des années 1960, qui a bénéficié de quatre années de campagne, gagnait avec 54 % des voix exprimées.

Mais l'esprit nouveau reflété aussi bien dans le mouvement pour la réforme animé par la TDU que par la grève chez UPS n'était pas un hasard. Il a survécu à la victoire de Hoffa. Il a explosé en 1999 lors de la grève de 1000 travailleurs immigrés de l'entreprise IBP à Pascaux (État de Washington). A cette occasion Maria Martinez, dirigeante de la TDU, a été élue comme principale déléguée d'entreprise. En s'opposant à la veille garde blanche, la coalition sous la direction de la TDU s'est battue contre des conditions de travail intolérables, ce qui a finalement abouti à une grève. Le même esprit de révolte s'est manifesté aussi chez Anheuser-Busch, où les membres ont rejeté à plusieurs reprises des accords que les dirigeants de la vieille garde et la direction internationale de Hoffa voulaient leur imposer.

Alors que le mouvement de base appuyé par la TDU devra se battre à nouveau pour

reconquérir la direction du syndicat, les réformateurs des Teamsters doivent faire face à la question qui se pose également au mouvement ouvrier dans son ensemble : quels syndicats, quel mouvement doivent être construits pour être en condition de riposter aux défis du pouvoir des grands groupes capitalistes, de la concurrence internationale et de la prédominance d'une politique conservatrice?

Beaucoup des luttes de la phase actuelle ont eu un certain caractère politique. Comme nous l'avons dit, la grève chez UPS a attiré l'attention et obtenu le soutien de l'opinion ouvrière. De nombreuses luttes ont poussé l'État à se placer du côté des patrons, ce qui a contribué à la politisation de beaucoup de militants syndicaux. La lutte du Local 100 du syndicat des travailleurs des



transports à New York met en lumière sous un autre angle comment un "simple" conflit du travail peut devenir politique. La bataille pour un nouveau contrat vers la fin de 1999 est devenue une bataille multiple. La simple négociation entre le syndicat et les autorités du trafic n'aurait jamais acquis une importance majeure alors que les vacances s'approchaient sans l'action du réseau New Directions du Local 100.

New Directions a commencé dans les années 1980 en tant que réseau d'informations nommé Enfer sur les roues. Vers la fin des années 1990, il était devenu un mouvement puissant, qui contrôlait environ 40 % de l'organisme de direction d'une branche locale de 35 000 membres et dominait le secteur du métro. En 1998, son candidat à la présidence de la branche a raté la victoire à quelques centaines de voix. De même qu'à l'occasion des contrats précédents, cette tendance a mené sa propre campagne de négociations. En craignant que le News Directions pousse le syndicat à une grève paralysante fin décembre, le maire de New York, Giuliani, entraînait en lice en obtenant

d'un tribunal d'interdire non seulement une grève qui était de toute façon illégale, mais même l'emploi du terme "grève" par n'importe quel membre du syndicat (...)

News Directions était devenu plus qu'un puissant mouvement à la base : pour un certain temps il devenait le centre de la politique de la ville. La raison principale était que le contrat du secteur était le premier d'une série de contrats concernant des dizaines de milliers d'employés de la ville. Pour le syndicat de ces travailleurs le New Directions a joué un rôle semblable à celui que la grève chez UPS a joué dans le pays. En fait, des militants de fractions de base, provenant de plusieurs syndicats du secteur public de la ville, avaient formé une coalition et se réunissaient en commun. Giuliani, qui n'avait aucun rôle dans les négociations avec les autorités du trafic, eut peur de l'éclosion d'une série de luttes dont l'issue serait une augmentation de la masse salariale de la ville pour ne pas parler d'une réanimation du mouvement ouvrier. Donc, se dessinait un véritable conflit d'une classe contre une autre.

Les tâches des socialistes à l'heure actuelle

Une réflexion sur les tâches des socialistes (1) à l'heure actuelle aux États-Unis est une tâche ardue. De Reagan à Clinton le gouvernement a lancé une série sans fin de guerres ultra rapides, ce qui ne nous a pas donné le temps d'organiser une opposition efficace. La politique raciste concernant les prisons et les peines a atteint également de telles proportions qu'on donne l'idée qu'on se moque des opposants. La croissance de la pauvreté, les servitudes de l'État social, la menace d'un désastre écologique et ce qui semble être une vague de fond politique vers la droite, tout cela semble écraser la gauche ou la pousser à lutter sur tous les fronts en même temps.

Certes, il y a aussi des signes encourageants : non seulement les révoltes dans les entreprises et dans les syndicats, mais aussi la prolifération d'organisations ouvrières basées sur les communautés, la montée de campagnes et d'organisations transversales dans les syndicats et une nouvelle génération d'étudiants et de jeunes militants qui s'occupent des conditions pénibles de travail, du "libre commerce", et d'autres questions importantes. Les mobilisations de Seattle fin 1999 l'ont confirmé. Ici et là on remporte même des victoires. Mais le problème fondamental reste celui du pouvoir. Les sociétés multinationales et les politiciens qu'elles soutiennent si généreusement (et,

1. Le terme "socialiste", galvaudé par la social-démocratie sur l'ancien continent, est employé dans la gauche et l'extrême-gauche aux États-Unis dans le sens de militants "lutte de classe" ou révolutionnaires.

ça va sans le dire, les institutions étatiques et multilatérales que ceux-ci dirigent) en disposent dans une très large mesure alors que nous, nous n'en disposons pas du tout.

Cela nous ramène justement au point de départ, tout droit à Marx et à la classe ouvrière. Marx n'a pas misé sur la classe ouvrière parce qu'il lui attribuait une supériorité morale, une clarté d'idées à un moment donné ni parce qu'il comptait sur une efficacité infinie des syndicats. Nous avons déjà expliqué que tout cela peut être absent chez les ouvriers en tant qu'individus de même que parmi les membres de n'importe quelle autre classe. Non, Marx a misé sur cette classe parce que, de même que la bourgeoisie, la classe ouvrière avait la potentialité de changer les choses. Son pouvoir découlait de sa place dans l'économie et de son nombre. Comme le disait le poète Shelley : « *Nous sommes nombreux, ils sont peu* ». Qui plus est, cette classe a le pouvoir de créer la richesse de la société et, en agissant en tant que classe, de bloquer la société et la production.

Le problème a toujours été d'organiser ce pouvoir et lui donner une expression consciente dans un but commun. Ce que nous voulons souligner ici, c'est il existe déjà un point de départ sous la forme de résistances et de révoltes à la base, d'organisations basées sur les communautés et de formations transitoires que nous avons mentionnées. Donc, les socialistes, qui peuvent jouer et jouent un rôle dans la construction d'un tel mouvement, n'ont pas besoin d'inventer. Il s'agit, bien entendu, d'une stratégie multiple, à long terme, d'une perspective qui exige une division du travail qui peut être réalisée de la façon la plus efficace par des socialistes, même s'il y a plein d'individus qui peuvent y contribuer. C'est une stratégie centrée en premier lieu, bien que non exclusivement, sur les syndicats. Il en découle que ce seront pour la plupart des membres des syndicats qui accompliront cette tâche, même si des militants en dehors des syndicats auront un rôle à jouer.

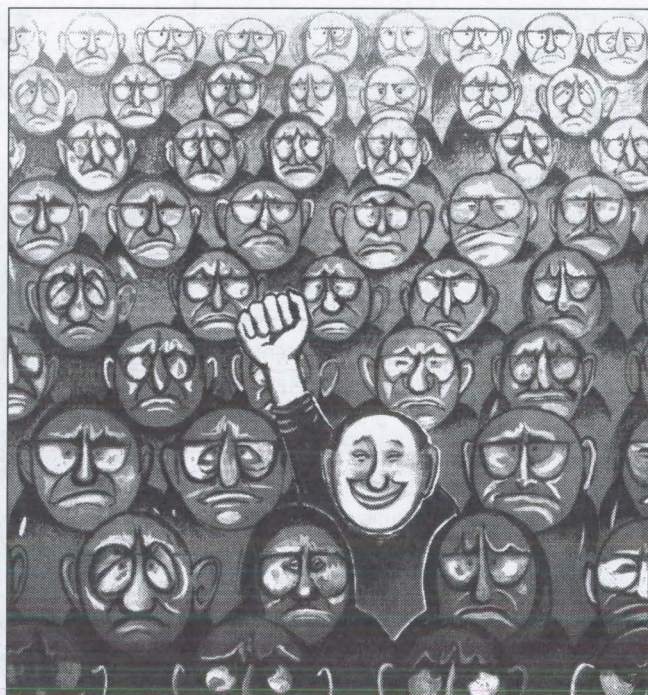
Pour résumer, voici les tâches des socialistes dans le mouvement ouvrier :

1. Construire des mouvements à la base et des organisations qui luttent pour des syndicats plus efficaces, plus démocratiques et sans exclusions, dans le cadre des principales batailles contre les patrons. Nous pouvons profiter des leçons du passé, par exemple de celles des luttes à Minneapolis dans les années 1930 analysées pertinemment par Farrel Dobbs. Mais, si on veut être réaliste, il faut comprendre que la bureaucratie est beaucoup plus puissante et omniprésente à l'heure actuelle. Il ne faut donc

pas supposer qu'il soit possible d'éviter des conflits au sein des syndicats. Les gens sont poussés à lutter dans un contexte concret qui est fondamentalement déterminé par le capital et ses tentatives sans fin de récupérer ou augmenter ses profits. Nous allons construire ces regroupements à la base et ces mouvements en partant de leurs propres conditions, mais en nous efforçant en même temps d'avancer une analyse des problèmes qui se posent et une approche plus ample de la façon de les aborder. Nous appelons syndicalisme ce mouvement social : un syndicalisme qui soit démocratique, opère comme un mouvement et non comme une institution, et s'adresse à d'autres couches de la classe ouvrière et des peuples opprimés dans le but de construire un mouvement de masse pour le changement.

2. Construire un nombre croissant de syndicats transversaux, donc par définition impliquant toute la classe, des organisations transitoires, des publications et des projets qui assurent une approche de classe plus ample de ce travail. Cela concerne aussi bien des regroupements des basés syndicales que des groupements explicitement oppositionnels : entre autres, Labor Notes, Association for Union Democracy (Association pour la démocratie syndicale), Jobs with Justice (Emplois et justice), des campagnes en soutien des grèves et des campagnes avec des buts spécifiques. Les organisations et les projets qui existent déjà offrent la possibilité d'avancer des objectifs transitoires, comme la réduction du temps de travail, et aussi de présenter un exemple vivant des divers aspects du syndicalisme réalisé en tant que mouvement social.

3. Construire des organisations de travailleurs basées sur les communautés et se lier avec elles. Nous avons déjà mentionné les centres ouvriers, mais des mouvements environnementaux pour la justice, basés surtout sur les communautés d'afro-américains et des latinos sont également importantes. De telles organisations peuvent s'adresser à des couches, notamment dans les minorités de couleur, que les syndicats n'atteignent pas. De même que le mouvement des bases syndicales, ces organisations



et ces campagnes forment les dirigeants et les militants qui accroissent le pouvoir de tous les travailleurs et élargissent l'horizon du large mouvement ouvrier que nous voulons construire.

4. Construire une active solidarité ouvrière internationale. Il y a de plus en plus de possibilités d'établir des liens directs entre ouvriers de différents pays aussi bien que de s'engager dans des actions de solidarité dans notre propre pays. Le Transnationals Information Exchange (Échange d'informations transnational), la Coalition for Justice in the maquiladoras (Coalition pour la justice dans les entreprises de sous-traitance, à la frontière mexicaine), Labor Notes, US/Labor Education in the Americas Project (Projet pour la formation des travailleurs dans les Amériques) et d'autres rendent possible des contacts entre travailleurs pour stimuler l'internationalisme.

5. Construire une politique d'alternative de classe. Cela implique la construction et le renforcement du Labour Party (2), des campagnes indépendantes sur une base de classe, et des campagnes pour des salaires vitaux et pour la sécurité sociale qui débouchent sur des revendications transitoires.

2. Le Parti du travail, un nouveau parti dont le congrès de fondation s'est tenu en 1996, est une tentative de militants syndicaux pour faire apparaître une alternative ouvrière au bipartisme bourgeois américain. Bien qu'il ait connu une réelle croissance et obtenu le soutien de quelques syndicats nationaux (dont, en particulier, United Electrical Workers, qui s'est illustré dans les mobilisations au sein des "maquiladoras" menées en commun avec les syndicats mexicains), le Labour Party n'a pas présenté de candidat à la présidentielle de novembre 2000.

6. Construire une organisation socialiste qui opère à tous ces niveaux d'activité de la classe ouvrière et en même temps avance des objectifs plus généraux de caractère aussi bien social et économique que politique. Dans la mesure où tous les membres d'une organisation socialiste sont engagés dans les premiers quatre secteurs d'activité, cette organisation aura des racines dans la couche militante du mouvement ouvrier organisé, ce qui représente la prémisse de développements ultérieurs plus importants. En général, une organisation socialiste rend aussi possible une division du travail coordonnée entre ses militants actifs, ce qui est essentiel pour une stratégie d'intervention à la base. C'est une telle organisation qui peut également pousser les idées de transition à leurs conclusions socialistes, une organisation qui produit et forme des socialistes.

Tous les points que nous avons énumérés commencent par le mot "construire". Parce que la politique socialiste dont nous parlons implique la construction de mouvements, de luttes et d'organisations qui puissent faire la différence. En même temps que cette activité dans le monde ouvrier il faut s'engager dans un travail de formation et d'orientation politique carrément socialiste. Ce travail doit être développé sans sectarisme, en permettant ainsi que des groupes socialistes différents agissent ensemble dans la mesure où ils sont d'accord, en lien avec des syndicats et des militants de communautés qui n'ont pas tiré des conclusions socialistes.

Solidarity, en tant qu'organisation socialiste révolutionnaire, s'efforce de suivre ces critères dans son activité au sein du mouvement ouvrier aussi bien que dans d'autres secteurs de son activité politique. Nous sommes une organisations qui englobe plusieurs tendances, avec des points de vue différents sur de nombreuses questions, y compris la stratégie d'intervention à la base. Nous pratiquons le "work in progress" ("marcher en apprenant"), à savoir nous reconnaissons que le chemin vers un parti (ou des partis) socialiste révolutionnaire démocratique de masse, nécessaire si on veut mettre fin à la domination désastreuse du capital, est encore très long. Nous reconnaissons de ne pas avoir une carte, mais nous prétendons avoir une boussole. Cette boussole nous oriente vers la classe ouvrière et nous indique les moyens d'élargir et d'approfondir la conscience et l'organisation de classe, de façon à rendre crédibles les idées socialistes dans la société américaine. ■

La guerre d'indépendance palestinienne a commencé

(suite de l'article commencé en p. 36)



Et sans doute aussi des attentats en Israël même, qui feront des victimes dans la population civile. Car le sentiment de revanche se mélange aujourd'hui à la volonté de frapper l'occupation israélienne, son armée et ses colonies.

Processus de Paix et soulèvement contre l'occupation

Le grand acquis de ces dernières semaines a été, pour les Palestiniens, de remettre les pendules à l'heure et de rappeler à l'opinion publique israélienne et internationale que l'occupation israélienne était toujours encore le cadre du réel, le "processus de paix" n'étant qu'un élément parmi d'autres dans ce cadre-là. Dans leur majorité, les Israéliens et la communauté internationale ont inversé les termes de l'équation, comme si, depuis la signature de la Déclaration de Principe de Washington, en septembre 1993, l'occupation s'était achevée, remplacée par un processus de paix. Cela confortait tout le monde, sauf les Palestiniens qui, rapidement, ont compris, que malgré certains changements, certes non négligeables, Israël continuait à occuper la Cisjordanie et une partie de la Bande de Gaza, maintenait son appareil répressif et continuait à s'en servir, quoique d'une façon moins massive, renforçait la colonisation, continuait à voler et l'eau et les terres. Sur un plan même la situation s'était encore dégradée : la fin de la liberté de mouvement, suite au bouclage permanent de Gaza et de Jérusalem.

Le soulèvement actuel a aussi permis de mettre les pendules des négociateurs israéliens à l'heure. Dans leur arrogance qui ne connaît pas de limites, ils ont cru qu'ils pourraient sans peine imposer leur conception de la paix israélo-palestinienne, et forcer les Palestiniens, à travers leur direction nationale, à renoncer à leurs droits les plus élémentaires. Cette conception se traduit par la formule séparation + domination, ou, si l'on préfère, un système d'apartheid. Tant que le peuple restait dans l'attente, cette illusion pouvait durer. L'échec de Camp David, et surtout l'immense provocation de Barak sur la question de Jérusalem ont mis fin à sept ans d'attentisme. Tout se passe comme si les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza avaient donné un mandat à Yasser Arafat pour négocier en leur nom la solution du conflit israélo-palestinien, et ce mandat arrive à sa fin, avec le cessez-le-feu qui l'accompagnait.

Le soulèvement actuel a aussi confirmé à quel point était superficielle et fallacieuse la comparaison faite entre l'autorité palestinienne et sa police d'une part, et Pétain et ses milices de l'autre. Ce sont les policiers palestiniens et le parti politique de Yasser Arafat qui ont été aux premiers rangs des confrontations. Ce sont eux qui ont utilisé le peu d'armes qui existe dans les territoires contrôlés par l'Autorité Palestinienne. Le président de l'OLP a fait il y a sept ans un choix problématique et extrêmement risqué en décidant d'un cessez-le-feu en échange d'un tête-à-tête israélo-palestinien sous le haut patronage de l'impérialisme américain.

Il a, en outre, accepté de faire des compromis extrêmes imposés par Israël et les USA, et de prendre des mesures de répression contre ceux qui lui refusaient le droit de faire de tels compromis au nom du peuple. Certains de ses collaborateurs les plus proches ont même souvent franchi la ligne qui sépare négociation et collaboration avec l'ennemi. Pourtant Yasser Arafat, et plus encore les centaines de milliers de militants et de combattants qui le soutiennent, ne sont pas les marionnettes d'Israël. S'ils ont accepté les diktats israéliens, c'était dans l'idée d'obtenir, à la fin de la période intérimaire, la fin totale de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, et un État souverain dans les territoires libérés, avec Jérusalem pour capitale. L'histoire dira si la méthode était la bonne, mais dès lors que la direction israélienne exige des dirigeants palestiniens la remise en question de l'objectif ultime des négociations, ils se retrouvent à la case zéro, avec, face à eux, le mouvement national palestinien réuni dans une guerre pour la liberté et l'indépendance.

Le deuxième front

Si les dirigeants israéliens ont pu rêver d'en découdre et de faire couler le sang, il ne leur a pas fallu longtemps pour comprendre que la confrontation militaire était plus problématique que ce qu'ils espéraient. Non pas à cause des quelques milliers d'armes légères que possèdent les policiers palestiniens et les groupes nationalistes, mais à cause de la solidarité arabe. Une solidarité exacerbée encore par la centralité des symboles religieux comme Jérusalem et ses mosquées. Cette solidarité a ouvert deux nouveaux fronts, autrement plus difficiles à gérer que les manifestants de Ramallah et de Rafah.

Le second front s'est ouvert quelques jours seulement après les confrontations de Jérusalem. Il s'agit du front des citoyens palestiniens d'Israël qui ont pris l'initiative d'un véritable soulèvement populaire en Galilée et dans la région du Wadi 'Ara, au cœur d'Israël. Pendant plus d'une semaine les villages juifs qui ont été établis au cours des deux dernières décennies pour "Judaïser la Galilée", ont été véritablement assiégés par des milliers de manifestants palestiniens, des dizaines de routes fermées à cause du danger que représentaient les embuscades de jeunes Palestiniens armés de pierres et de cocktails Molotov, et des affrontements quotidiens qui ont opposé la population palestinienne aux forces de l'ordre dans des dizaines de villes et de villages arabes de

Galilée et du Wadi 'Ara, à une quinzaine de kilomètres de Tel Aviv. Pendant une dizaine de jours, ces citoyens israéliens ont exprimé simultanément leur rage face au massacre dans les territoires occupés et aux 50 ans de frustration liés à l'inégalité flagrante et aux humiliations que leur impose l'État Juif.

La réaction meurtrière des forces de police du Commissaire Général Alik Ron, raciste notoire dont les Arabes exigent le renvoi immédiat de son poste de commandant de la région nord, et les menaces d'en revenir aux années de plomb du Gouvernement Militaire proférées par certains dirigeants politiques, ont servi de feu vert à l'irruption de véritables pogromes anti-arabes. A travers tout le pays : des centaines de jeunes armés de bâtons, mais souvent aussi d'armes à feu ont saccagé plusieurs localités arabes, blessé des centaines de personnes, incendié une demi douzaine de mosquées, et brûlé, dans les villes juives, des appartements où habitaient des Arabes. La police, loin de s'attaquer aux pogromistes, s'est jointe à eux pour tirer sur les Arabes qui se défendaient. A Nazareth, après le pogrome du Kippour on comptait 2 morts et plus de quatre vingt blessés, tous Arabes. Il aura fallu le pogrome de Nazareth pour que le Premier ministre comprenne la gravité de la situation et dénonce les pogromistes. En fait, ce dont il s'agit là c'est d'une véritable "bosnisation" du conflit : une confrontation intercommunautaire où l'une des communautés est protégée par la police et soutenue par le gouvernement.

Mais cette réaction meurtrière et hystérique a rouvert une cicatrice qui ne se refermera pas de si tôt, et qui va obliger l'État juif à faire des choix structurels entre sa volonté d'être un État Juif et sa prétention démocratique. Il ne fait aucun doute que les Palestiniens d'Israël ne sont pas prêts à revenir au statu-quo qui a précédé le Nouvel An Juif et la revendication pour une citoyenneté réelle s'est affirmée avec une telle vigueur que même les budgets et les postes alloués à la hâte par l'équipe Barak "pour réduire le fossé", comme le reconnaissent tous les politiciens israéliens, n'arriveront pas à l'étouffer.

Le contexte régional et Sharm el Sheikh

Tant que la situation semblait circonscrite aux rapports Israël-Palestiniens, l'administration américaine pouvait laisser Barak faire à sa guise. Mais les images des jeunes manifestants palestiniens massacrés ont provoqué un mouvement de solidarité très large dans les pays arabes, ainsi d'ailleurs qu'au

sein des communautés musulmanes à travers le monde. Depuis le 1er Octobre c'est de la stabilité du nouvel ordre américain qu'il est question avec des centaines de milliers de personnes dans la rue et un appel aux dirigeants arabes de protéger les Palestiniens et de libérer Jérusalem. Les opérations du Hezbollah au Liban, qui par deux fois a réussi à enlever des Israéliens, risquent, elles aussi de provoquer un débordement et l'éventualité d'une escalade qui mène à une guerre généralisée n'est plus à écarter.

Les divers gouvernements israéliens se sont toujours refusé à comprendre que le tête-à-tête israélo-palestinien, décidé à Oslo et si séduisant pour les dirigeants de Tel Aviv vu le rapport de forces disproportionné, n'est qu'un leurre et que de la paix israélo-palestinienne dépend la stabilité du "Nouveau Moyen Orient". Les manifestations de masse, de Beyrouth à Rabat, et la mobilisation des populations musulmanes dans les centres impérialistes sont des coups de semonce non seulement au Président égyptien Mubarak ou au roi Abdallah de Jordanie mais également aux maîtres véritables du nouvel ordre mondial.

Pour l'impérialisme américain il était donc urgent d'arrêter les confrontations et de créer l'impression d'une reprise des négociations israélo-palestiniennes. Mission accomplie par Clinton à Sharm el Sheikh, avec l'aide efficace du président égyptien et du jeune monarque hachémite : les deux parties se sont engagées à appeler à un cessez-le-feu, créant une fausse symétrie entre agresseur et agressés ; un document secret définit les objectifs concrets du retour à l'ordre, la CIA servant de force de contrôle, neutre bien entendu. A la place de la commission d'enquête internationale exigée par les Palestiniens, soutenus en cela par le Président Chirac, ce seront les Américains qui feront une étude, neutre bien évidemment, de la situation et — concession faite aux Arabes — celle-ci sera soumise, en temps voulu, au Secrétaire Général des Nations Unies.

Mais rien ne permet d'affirmer que Yasser Arafat puisse mettre fin ou même geler la révolte actuelle. Contrairement aux fantasmes racistes du gouvernement israélien, le peuple palestinien n'est pas un troupeau qu'on sort dans la rue et ramène à sa guise au bercail. Mais en serait-il capable, que ce ne serait pas suffisant pour ramener la situation à ce qu'elle était avant le Nouvel An juif. En ce sens, une page a été irrémédiablement tournée. ■

Par
Michel Warschawski*

Après avoir laissé leur direction nationale négociier pendant sept ans avec l'occupant les termes d'un accord global qui mettrait fin à un siècle d'oppression coloniale, les Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza sont arrivés à la conclusion que l'État d'Israël n'est pas encore prêt à un compromis qui puisse être acceptable par leur peuple, et que la liberté et l'indépendance devront être gagnées par la poursuite de la lutte. La table des négociations, avec son arbitre américain vendu, s'est avérée être un piège où les dés sont complètement pipés.

Barak met le feu aux poudres

Faut-il le répéter ? La visite intentionnellement provocatrice du chef de la droite israélienne sur l'esplanade des mosquées de Jérusalem n'a été que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Celles-ci s'accumulaient depuis des mois et des mois, et depuis le sommet de Camp David on savait que l'explosion était imminente. Ce sommet orchestré par un Président américain pressé d'obtenir un accord avant de laisser la place à son successeur a été perçu par les Palestiniens comme la fin du processus d'Oslo. Contrairement à ce qu'ont affirmé les médias, ce n'est pas l'intransigeance de Yasser Arafat mais celle d'Ehoud Barak qui a mis fin aux négociations. A Camp David, ce dernier a cru, ou fait semblant de croire, que la délégation palestinienne ferait preuve de la même modération sur l'accord final que sur les divers accords intermédiaires. En effet, si depuis plus de 6 ans les dirigeants palestiniens ont fait preuve d'une modération grave, acceptant même de réduire à la baisse des accords déjà signés et de fermer les yeux sur la poursuite de la colonisation dans les territoires occupés, c'était précisément parce qu'il s'agissait d'accords intermédiaires, et donc provisoires ; aucun des dirigeants palestiniens n'avait caché quels seraient les paramètres du statut définitif, et ce depuis les négociations

secrètes d'Oslo : le retrait total des territoires occupés en Juin 1967, le démantèlement de toutes les colonies, le droit au retour des réfugiés, l'établissement d'un État palestinien indépendant et souverain sur toute la Bande de Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem Est.

Les dirigeants israéliens ont cru, ou fait semblant de croire, que tout ceci était négociable, et que pour les négociations sur le statut définitif, ils pourraient imposer leur conception au chef de l'Autorité Palestinienne, comme ils avaient réussi à le faire dans les différents accords précédents. Quant à l'opinion publique palestinienne, Arafat et sa police se chargeraient de la mettre au pas, les Arabes étant, comme on le sait, des masses sans volonté propre, qui suivent les décisions de leurs dictateurs, de gré ou de force. Cette attitude typiquement colonialiste de Barak et de son équipe, était partagée par une partie importante de l'opinion

on, quelques dizaines de mètres sous les sites parmi les plus sacrés de l'Islam.

Stupidité irresponsable et criminelle ou provocation intentionnelle ? Peu importe, c'était la fin des négociations. Et la promesse d'une confrontation qui, cette fois, aurait une dimension religieuse et non plus uniquement nationale. L'histoire se souviendra d'Ehoud Barak comme de celui qui a ouvert à Camp David, une croisade religieuse au Moyen Orient, si ce n'est à travers le monde. L'histoire se souviendra d'Ehoud Barak comme d'un dirigeant criminellement irresponsable qui aura provoqué la guerre sainte pour la libération de Jérusalem. Comparé à Barak, Ariel Sharon est un provocateur de quatrième zone.

« Le sang devra couler ! »

La rage meurtrière des forces armées israéliennes n'a pas été une "réaction exagérée" aux manifestations palestiniennes,

ou due au fait qu'elles ont été surprises par l'usage d'armes à feu par certains des manifestants et des membres des services de police palestinienne. L'usage massif de la force, y compris des tanks et des hélicoptères de combat, avait été planifié de longue date et tout ce qui a été réalisé sur le terrain était inscrit dans les plans opérationnels de l'armée.

Depuis plus d'un an l'état-major avait reçu l'ordre de préparer des plans de riposte au cas où l'OLP déclarerait unilatéralement l'indépendance de l'État de Palestine. Si l'on en croit les journalistes israéliens bien informés, ces divers plans avaient pour objectif de faire payer chèrement aux Palestiniens leur initiative.

« Le sang devra couler » mentionne explicitement l'un de ces plans, et le sang a coulé. L'utilisation massive de tireurs d'élite ne laisse planer aucun doute : l'armée a reçu l'ordre de tirer pour tuer. Plus de cent morts et des milliers de blessés, le prix payé par les Palestiniens est extrêmement lourd, et pourtant la détermination n'a, jusqu'à présent, pas faibli. Au contraire : par milliers, les militants se préparent à un combat qui va durer, que ce soit sous la forme de confrontations de masses ou d'opérations de guérilla contre les objectifs israéliens dans les territoires occupés. (suite de l'article en p. 34)

La guerre d'indépendance palestinienne a commencé



tion publique israélienne favorable à la paix, nous y reviendrons.

Il est extrêmement improbable que la délégation palestinienne ait accepté de réviser substantiellement à la baisse le cadre général de ses revendications. Même si elle l'avait fait comme l'affirme une certaine presse israélienne complètement inféodée au gouvernement actuel, que Barak fait éclater les négociations en soulevant le sujet le plus tabou de tous, celui que même Benjamin Netanyahou n'avait pas osé soulever : une souveraineté israélienne sur le site des mosquées de Jérusalem, brandissant les ruines du temple de Salomon, enfouies, dit-

* Michel Warschawski, journaliste israélien, est collaborateur de l'Alternative Information Center (Jérusalem/Bethléem).